

L'architecture fait la guerre.

La politique influence-t-elle l'architecture?

Étude de cas de la Palestine



Morgane Wuilleret

Enoncé Théorique 2020
Master Architecture EPFL

Sous la direction du Professeur Yves Pedrazzini

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance au Professeur Yves Pedrazzini. Je le remercie de m'avoir encadré, orienté, aidé et conseillé. Je le remercie également de m'avoir transmis son savoir sur la Palestine ainsi que d'avoir partagé sa large bibliothèque sur le sujet.

J'adresse mes sincères remerciements à mon maître de stage, Alessio Batistella, qui m'a transmis sa passion et son intérêt pour l'architecture humanitaire, l'étude des conflits et m'a amené dans le domaine de l'architecture d'urgence.

Je remercie ma maman, Corinne, qui a toujours été là pour moi et pour ses encouragements. Je remercie également ma marraine, Monique, pour le temps qu'elle a consacré à la relecture de mon travail. Leur soutien inconditionnel et leurs encouragements ont été d'une grande aide. Enfin, je remercie tous ceux qui m'ont aidé et soutenu de près ou de loin dans l'élaboration de ce travail.

À tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.

Merci !

Table des Matières

1. INTRODUCTION	9	4.2 Architecture moderne	83
2. LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN	13	4.3 Les Réfugiés, incubateurs de nouvelles villes	88
1917, Déclaration de Balfour	14	4.4 L'architecture pour contrer la colonisation	99
1947, Partage de la Palestine par les Nations-Unies	18	5. L'AVENIR DES PALESTINIENS	107
1948, Proclamation d'indépendance de l'État d'Israël	20	5.1 L'Apartheid de l'eau	109
1967, Guerre de Six-Jours	22	5.2 Le mur de séparation	117
1987-1993, Première Intifada	25	5.3 Protéger les villages historiques	123
1993, Accords d'Oslo	26	5.4 Agir, mais comment?	127
2000-2006, Deuxième Intifada	29	Le partage de l'eau	129
Et aujourd'hui?	31	Le patrimoine	133
3. POLITIQUE D'OCCUPATION CIVIL ISRAËLIENNE	37	6. CONCLUSION	135
3.1 Le développement de la colonisation	38	7. LEXIQUE	139
Plan Allon	40	8. ANNEXES	147
Plan Drobles	43	9. NOTES	157
Plan Sharon	45	10. BIBLIOGRAPHIE	159
3.2 L'architecture des colonies	48		
3.3 Les infrastructures comme aide à la colonisation	58		
3.4 L'architecture comme machine de guerre	64		
4. ARCHITECTURE PALESTINIENNE	75		
4.1 Architecture traditionnelle	76		

1. Introduction

Aujourd'hui les situations de conflits au Proche et Moyen-Orient inondent notre actualité. La région possède une mosaïque de peuples, de cultures, de religions et d'héritages d'une extrême diversité et d'une grande richesse et possède de ressources stratégiques comme le pétrole. Ces avantages ont rendu ces territoires extrêmement attractifs et les conflits ont foisonné au fil des années. Le conflit israélo-palestinien, la crise de Suez, les révolutions islamiques, les guerres d'indépendance, la guerre en Syrie, en Irak, les printemps arabes et maintenant l'Iran qui est sur le qui-vive, prêt à partir en guerre également. Tant de conflits qui font que l'on assiste à un désintérêt de la population, des médias et de la politique pour l'interminable conflit israélo-palestinien qui dure depuis plus de cent ans maintenant. Comment, malgré une entrée en action de la part des Nations Unies en 1947, est-il toujours impossible de faire respecter les droits humains dans ce pays et comment la colonisation peut-elle encore exister sans être réprimandée et même au contraire, en étant promue. Les États-Unis ont annoncé en 2018 déplacer leur ambassade à Jérusalem, reconnaissant ainsi cette ville comme capitale d'Israël et plus récemment, ils ont reconnu le droit d'Israël d'annexer et de coloniser le plateau du Golan et la Cisjordanie et ils ont légalisé les colonies jugeant, à contrario de toutes les instances internationales, qu'elles ne sont pas contraires au droit international.

Quels sont les processus qui ont dicté l'architecture et l'urbanisme durant cent ans de conflit ? Les zones urbaines ont-elles pris des formes particulières liées au régime conflictuel du pays ? L'architecture porte-t-elle les stigmates de la guerre ? L'architecture et l'urbanisme servent à bâtir un pays, une nation, mais ils ne possèdent pas pour autant une forme définitive et fixe, ils se détruisent, se reconstruisent et se modifient au gré des volontés. En Palestine, l'État d'Israël a bien compris ces processus et implique l'architecture dans son développement. Mais peut-on dire que l'architecture poursuit les rêves politiques de l'État d'Israël ? Pour les

architectes israéliens, leurs actions et leurs projets sont complètement indépendants de la politique, mais sachant que la plupart du temps, ils sont mandatés par l'État, peuvent-ils réellement affirmer que leurs constructions sont innocentes ? La politique colonisatrice semble être une politique impliquant forcément l'architecture et l'architecte, mais le degré d'implication reste à définir.

Actuellement, la Palestine est, aujourd'hui, composée d'une grande diversité de formes urbaines, témoins du conflit ; villes et villages traditionnels palestiniens, villes et villages modernes palestiniens, villes israéliennes, colonies israéliennes et camps de réfugiés. Comment la Palestine se compose-t-elle aujourd'hui, quelle est son identité, si elle en possède encore une, et quelles sont les composantes dont la Palestine a besoin pour s'affirmer, pour créer leur résistance et pour contrer la colonisation de leur pays ?

Aujourd'hui, les rapports de force entre la Palestine et Israël semblent tout à fait asymétriques et les Palestiniens ne semblent pas posséder les ressources nécessaires pour stopper les envies colonisatrices de l'État d'Israël.



III 1 : Carte de la Palestine au temps de Jésus-Christ ©<https://www.herodote.net/atlas/atlas.php?id=73>

2. Le Conflit Israélo-Palestinien

La Palestine a toujours été un territoire de conquêtes et de conflits, d'aussi loin que remonte l'histoire de cette terre. Terre sainte de trois religions, la Palestine est déchirée entre les conquêtes religieuses mais également simplement aux volontés conquérantes des pays et des empires voisins. Le conflit israélo-palestinien, que l'on connaît aujourd'hui et qui perdure depuis plus de 100 ans déjà, est la suite d'un lourd passé pour les habitants originels de la Palestine qui remonte presque 2000 ans avant Jésus-Christ.

C'est à l'âge du Moyen Bronze, en 1850 avant Jésus-Christ que les premiers mouvements conquérants se manifestent dans les récits religieux et bibliques. C'est à cette période qu'Abraham reçut l'ordre de partir de son pays pour entamer son voyage vers une nouvelle terre sacrée. Mais ce n'est que six cents ans plus tard que ses descendants traversent le Jourdain, arrivent en terre promise et commencent leurs conquêtes par la terre de Jéricho. Les habitants locaux, les Cananéens, les Ammonites et les Philistins leurs donnent du fil à retordre sur leur route vers Jérusalem et c'est seulement en l'an 1000 avant Jésus-Christ que David arriva à Jérusalem, alors appelé Jébus, assiégea la ville et la prend des mains des Jébuséens, habitants originels de la colline de Jérusalem. La ville devint alors pour une première fois la capitale politique et religieuse d'un « État » d'Israël. Puis son fils Salomon reprit les rênes du royaume pour de longues années sans soucis. On peut compter sur les doigts d'une main les règnes aussi longs sans guerre, surtout en Palestine. La Palestine est ensuite à nouveau déchirée et sous l'influence de plusieurs empires, Babylone, Grèce, Byzantin, Romain puis finalement arabe avec la première mosquée construite en 638 après Jésus-Christ. Le pays devenant basculant clairement dans le monde arabe, les chrétiens lancent en 1000 après Jésus-Christ les croisades qui visent à rouvrir les chemins de pèlerinage vers la terre sainte. La religion se mêle encore une fois de l'avenir de cette terre. La Palestine est ensuite frap-

pée en 1516 par les conquêtes de l'empire Ottoman, elle restera d'ailleurs sous l'emprise de ce gigantesque empire jusqu'à la révolte arabe menée dès 1915.

Mais des évènements bien plus conséquent sont en train de se préparer depuis l'Europe. Le mouvement sioniste prend de l'ampleur. Son premier congrès a lieu en 1897 à Bâle. Leur tête pensante, Théodor Herzl, réunit plus de 200 personnes pour parler du futur de ce peuple. Leur programme est clair ; « le sionisme vise à établir pour le peuple juif une patrie en Palestine qui soit garantie par le droit public ». Les Israéliens vont venir s'installer en Palestine, il ne leur manque que la reconnaissance et le droit d'agir. Les Britanniques le leur donneront quelques années plus tard.

La première guerre mondiale bat son plein en Europe, la Grande-Bretagne se rapproche du peuple arabe afin de combattre à leur côté l'empire ottoman, allié des ennemis de la Grande-Bretagne et empire occupant les pays arabes, afin de combattre ensemble et de mettre fin à cet empire. Le chérif de la Mecque de Jérusalem, Hussein, envoie son fils Feysal à Damas pour entrer en négociation avec la Grande-Bretagne. Pour lui, l'insurrection arabe ne peut se faire qu'avec l'aide des anglais. En janvier 1915, après plusieurs correspondances, le protocole de Damas est validé, les arabes combattront l'Empire Ottoman et les britanniques assurent aux arabes de reconnaître et de soutenir l'indépendance des pays arabes. La révolte arabe est donc lancée sous la poupe d'un agent britannique, le célèbre Lawrence d'Arabie. Ils vont donc combattre l'empire ottoman afin de libérer les peuples arabes, et faciliter le combat au britannique en Europe. La première promesse anglaise est lancée.

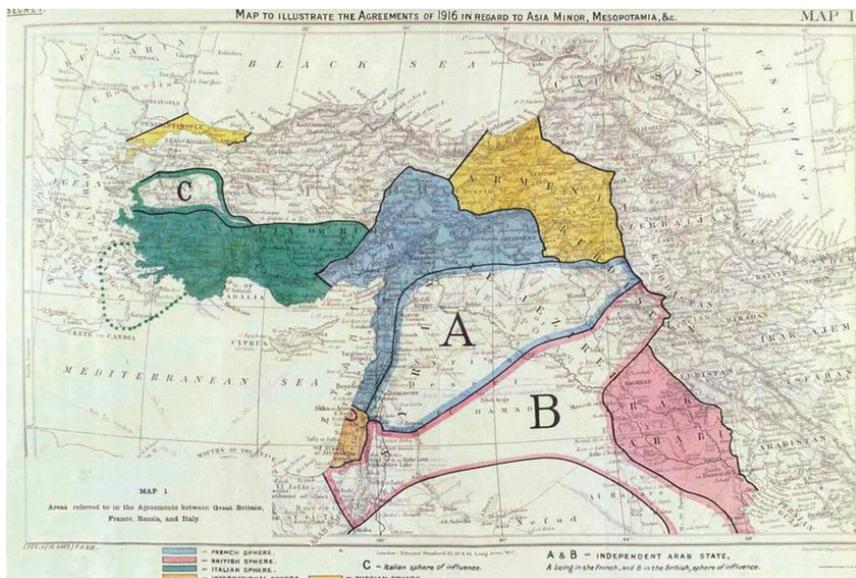
– 1917, Déclaration de Balfour

1917, fin de la première guerre mondiale. Très peu de puissances auront résisté à cette guerre, ni l'empire ottoman, ni l'empire austro-hongrois. Lorsque James Arthur Balfour appose

sa signature sur le texte qu'on connaît sous le nom de la « déclaration de Balfour », il signe le début du problème. Ce texte n'est pas écrit au hasard ou dans l'urgence, il a été discuté de longues heures au sein du gouvernement britannique et stipule que le gouvernement de sa Majesté la Reine « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif »². Il précise néanmoins, lui qui a déjà un pied lié avec le peuple arabe qui a combattu l'emprise de l'empire ottoman pour lui avec comme promesse une indépendance arabe, que « rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans tout autre pays »³. Comment créer un foyer national juif sans affecter les populations locales arabes? Cette promesse contradictoire, la Grande-Bretagne n'arrivera en toute logique jamais à la tenir, et elle est une des sources du plus long conflit du monde contemporain.

La déclaration de Balfour répond à plusieurs préoccupations du gouvernement anglais. La première, c'est que la guerre fait rage en Europe, et les Britanniques essaient d'obtenir la sympathie des juifs du monde entier qui sont perçus comme ayant un pouvoir considérable. Cette lettre, envoyée directement à Lord Walter Rothschild, une des figures maîtres du mouvement sioniste en Grande-Bretagne, donne un nouveau souffle à ce mouvement qui vise « une renaissance nationale du peuple juif »⁴ et à « son retour » sur la terre de Palestine.

Mais la Grande-Bretagne vise également à contrôler le Proche-Orient. C'est pour cette raison, avant même d'avoir complètement vaincu les puissances présentes, que le partage du Proche-Orient est déjà discuté secrètement entre la France et la Grande-Bretagne; il est connu sous le nom d'accord Sykes-Picot. Les Palestiniens qui rêvent toujours d'indépendance ne le découvriront que plus tard. Le Proche-Orient est donc partagé



Ill 2 : Carte de l'Accord Skyes-Piccot, 1916 ©www.wikipedia.org

en 1920 en cinq zones :

- Zone Bleue, sous contrôle et administration directe française, formée du Liban et de la Cilicie.
- Zone arabe A, sous influence française, formée par la Syrie et la province de Mossoul
- Zone rouge, sous contrôle et administration directe britannique, formée du Koweït et de la Mésopotamie (actuel Irak sans Mossoul)
- Zone arabe B, sous influence britannique, formée par la Jordanie et la Palestine
- Zone brune, sous contrôle et administration internationale, formée par Jérusalem.

En 1922, les Britanniques obtiennent le mandat pour administrer la Palestine avec comme indication de mettre en œuvre la déclaration du 2 novembre 1917 en faveur de l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif.

A ce moment, tous les acteurs du conflit palestinien sont

déjà présents ; la puissance dominante, la Grande-Bretagne, qui essaie de garder le contrôle sur une région stratégique, le mouvement sioniste qui débute ses mouvement d'immigration en Palestine, les arabes de Palestine qui commencent à se mobiliser contre l'immigration juive, la déclaration de Balfour et l'accord secret Sykes-Picot et finalement les pays arabes avoisinants qui vont entrer petit-à-petit dans le conflit.

Même avant la guerre, les arabes palestiniens s'opposent très rapidement aux immigrés juifs, ils sont souvent caractérisés par une population raciste et peu respectueuse des autochtones avec un mode de vie radicalement différent. Ils commencent dès leur arrivée à acheter des terres à des propriétaires ne vivant pas en Palestine. On appellera cette communauté juive fraîchement installée en Palestine et qui commence à regrouper les composants d'un état, le Yishouv. Très rapidement, ces actes ont été classés comme tentative de dépossession par les arabes qui se mobilisent et luttent contre de l'intérieur contre l'immigration. Pour apaiser les tensions, les Britanniques mettent en place le premier Livre Blanc connu sous le nom de « livre Blanc de Churchill ». Publié suite aux émeutes de 1920-21 contre l'immigration juive, ce livre réitère les engagements pris par les Britanniques lors de la déclaration de Balfour et reconnaissent les droits du peuple d'Israël sur la terre de la Palestine mais ils émettent deux conditions au mouvement sioniste : la première est la réduction de la surface donnée au foyer national juif et la seconde est que le nombre d'immigrés doit être limité.

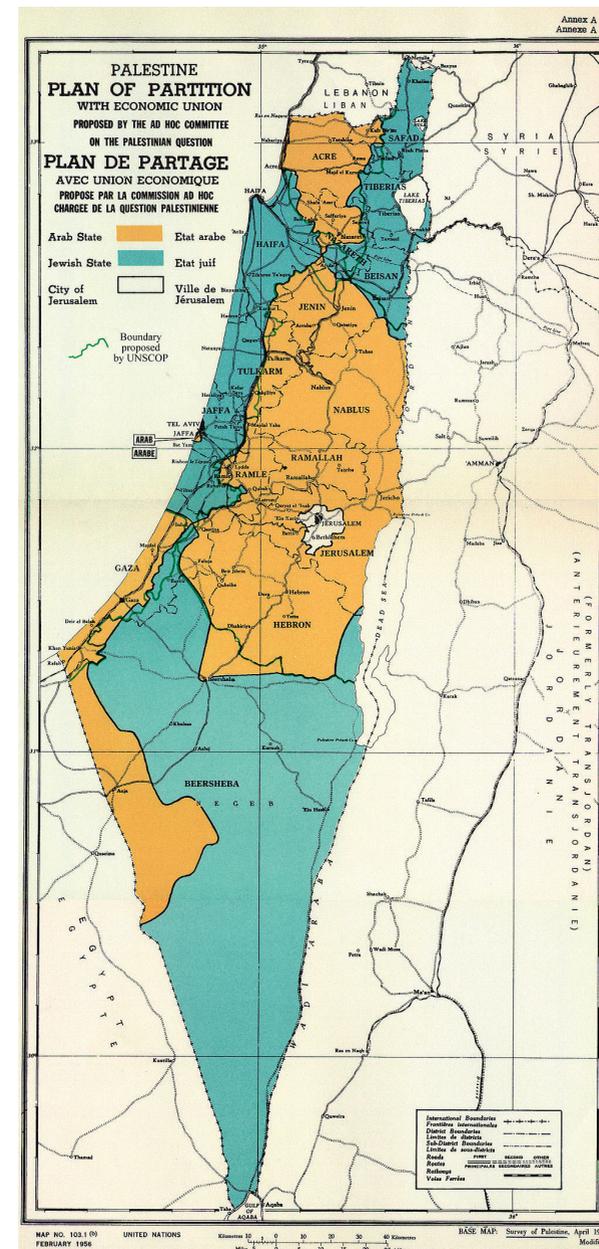
⁵	Arabes	Juifs
1918	600'000	65'000
1929		159'000
1939	950'000	400'000

Mais ces mesures n'empêchent par les émeutes d'éclater partout en Palestine. Les Britanniques, pour ne pas perdre la sympathie des Arabes à l'aube de la seconde guerre mon-

diale, réécrivent le Livre Blanc nommé cette fois « Livre Blanc Passfield ». Ils y inscrivent un nombre limité des immigrations ainsi qu'une limitation des ventes de terres palestiniennes aux Juifs. C'est la première fois que les Britanniques s'opposent aux termes du Mandat ce qui crée de vives réactions du côté sioniste. Le gouvernement sioniste renie le Livre Blanc et continue l'immigration massive, surtout après la prise de pouvoir d'Hitler et le début des persécutions juives en Europe. Les Arabes se révoltent encore, entament même une grève du travail. Ils demandent un gouvernement autonome et l'arrêt immédiat des ventes de terres et de l'immigration. Les Britanniques ne veulent pas perdre le soutien arabe et leur ancrage au Proche-Orient à l'aube de la seconde guerre mondiale. Il propose donc un nouveau livre blanc le 17 mai 1939. On peut y lire que « la Déclaration de Balfour ne pouvait en aucun cas signifier que la Palestine serait transformée en un État juif, contre la volonté de la population arabe »⁶. Il est donc inscrit dans ce livre qu'il faut prévoir la mise en place d'un État palestinien indépendant dans lequel Juifs et Arabes partageront l'autorité. L'immigration est également restreinte, il n'y a plus que 10'000 juifs par an peuvent arriver, ainsi que 25'000 réfugiés et ce sur une durée de 5 ans, soit 75'000 nouveaux juifs. Les Palestiniens sont quelque peu rassurés et les sionistes sont abasourdis mais n'ont d'autre choix que de respecter la décision et de se lier aux Britanniques pour affronter cette guerre. La réglementation de l'immigration juive durant la seconde guerre mondiale est très mal vue de la part des commissions internationales étant donné le massacre de cette population en Europe. Cependant, il est clair qu'on ne peut pas répondre à l'injustice qui frappe les Juifs en créant une autre injustice sur un autre peuple. La solution de partager la Palestine en deux états est donc proposée pour la première fois en 1937.

1947, Partage de la Palestine par les Nations Unies

La situation devient de plus en plus tendue en Palestine. La guerre bat son plein en Europe et l'immigration juive est tou-



III 3 : Plan de partage de la Palestine, 1947 www.wikipedia.org

jours restreinte. En 1945, les juifs dénoncent le blocus de la Palestine qui équivaut à un arrêt de mort pour les juifs libérés qui restent en Allemagne et demandent officiellement l'établissement d'un État juif en Palestine, non divisé et non réduit. Les opinions occidentales s'apitoient sur le sort des Juifs alors que les Arabes voient cela comme de la propagande. Le mouvement sioniste commence à se rebeller et la Grande-Bretagne, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même à la sortie de la seconde guerre mondiale, préfère se retirer et laisser les rênes aux Nations Unies le 18 février 1947.

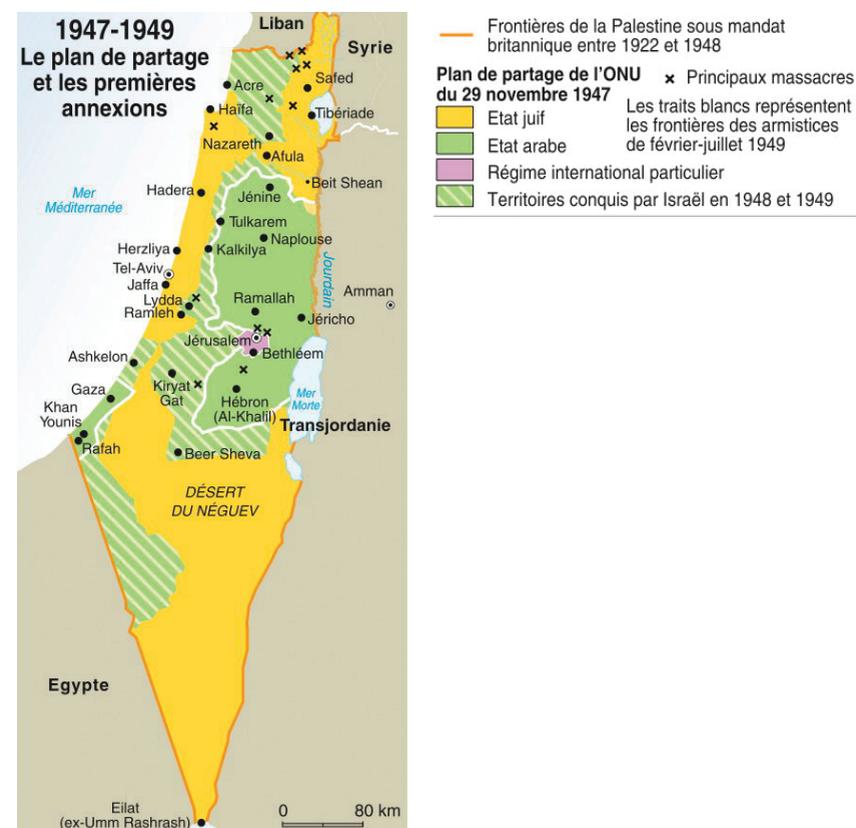
C'est dans ce contexte que les Nations Unies créent encore une nouvelle commission – la dix-septième à se pencher sur le sort de la Palestine depuis le début du conflit en 1917 – l'United Nations Special Committee on Palestine (UNSCOP). Dès leur arrivée, ils découvrent un pays en guerre, paralysé par le terrorisme. Il ne leur faudra que quelques mois sur place pour proposer la division de la Palestine en deux états. Ils élaborent leur plan de partage qui est soumis à l'Assemblée Générale des Nations Unies le 29 novembre 1947. Il est adopté par 33 voix pour, 13 voix contre et 10 abstentions.

L'État juif occupera 55% du territoire et sera composé de 500'000 Arabes et 400'000 Juifs et l'État arabe occupera 45% du territoire avec 700'000 Arabes et quelques milliers de Juifs. La zone de Jérusalem et des terres saintes reste sous tutelle internationale et est occupée par 200'000 personnes la moitié arabe, l'autre juive.

1948, Proclamation d'indépendance de l'État d'Israël

L'État juif existait virtuellement depuis des années, mais la décision de l'ONU de créer deux états distincts lui a donné sa légitimation. Le 14 mai 1948, dernier jour du Mandat britannique, Israël déclare son indépendance. La guerre peut commencer dès le lendemain. C'est l'épisode que les Palestiniens

appelleront la Nakba; la catastrophe. Les armées de plusieurs états arabes envahissent la Palestine. Un premier cessez-le-feu est déclaré le 11 juin 1948, suivi d'un deuxième le 18 juillet de la même année. Un dernier cessez-le-feu aura lieu en janvier 1950, Israël sort victorieux de la guerre et aura largement augmenté son territoire par rapport aux frontières prévues par le plan de partage de l'ONU en 1947, son territoire couvre maintenant 78% de la Palestine et s'étend jusqu'à Jérusalem Ouest. L'État d'Israël profite de cette guerre pour repousser tous les Arabes de ses terres créant ainsi une nouvelle nation : les réfugiés. Plus de 750'000 Arabes sont expulsés de chez eux et plus de 418



Ill 4 : Frontière Palestinienne après l'indépendance israélienne, 1949
©<https://visionscarto.net/1948-La-Palestine-des-archives-aux-cartes>

villages sont détruits. La Bande de Gaza passe sous tutelle des Égyptiens et la Cisjordanie est annexée à la Jordanie. Les Palestiniens emploient souvent les termes ou les expressions suivantes pour se décrire après cette guerre : « mort », « paralysie », « nous n'existons pas », « nous avons perdu notre chemin », « nous avons perdu tous nos biens », « nous avons perdu ce à quoi nous tenions le plus »⁷.

Il n'est jamais venu à l'esprit des sionistes de partager la Palestine. Leur dirigeant, David Ben Gourion, qui a accepté le plan de partage de l'ONU, a cependant précisé aux membres de son parti que « de la même manière que je ne considère pas l'État juif proposé comme solution finale aux problèmes du peuple juif, je ne vois pas la partition comme la solution finale de la question de la Palestine. Ceux qui rejettent la partition ont raison car ce pays ne peut être divisé parce qu'il constitue une entité unique, pas seulement d'un point de vue historique, mais aussi naturel et économique »⁸. Il n'est donc jamais question pour les Juifs de se soumettre à la résolution 181 de l'ONU. Il n'y a d'ailleurs aucune mention ni de la résolution du 29 novembre 1948, ni des frontières de l'État dans la déclaration d'indépendance. Les sionistes ont donc volontairement méprisé cette résolution qui devait être la base de la paix et d'une entente entre les deux nations.

1967, Guerre des Six-Jours

En 1950, la population israélienne a doublé, l'État est reconnu internationalement et est désormais membre de l'Organisation des Nations Unies. C'est un fait accompli malgré le refus arabe de le reconnaître. Les Palestiniens, quant à eux, ont disparu de la carte géographique. Certains sont devenus citoyens d'Israël, d'autres de la Jordanie où ils sont exilés dans des camps de réfugiés. L'histoire aurait pu s'arrêter là pour ce peuple. Mais l'idée de retour dans leur foyer a poussé les Palestiniens à se battre pour leur pays, leurs terres et leur identité.

Durant presque dix ans, les pays arabes se révoltent les uns après les autres et obtiennent leur indépendance. Les Palestiniens en rêvent et organisent leur résistance et leur retour en Palestine. Le 17 janvier 1964 a lieu le premier sommet des Chefs d'États arabes. Ensemble, ils décident de mettre en place les premières bases d'une entité palestinienne. Le 28 mai de la même année, l'OLP ; l'Organisation de Libération de la



III 5 : Frontière après la Guerre des Six-Jours, 1967 ©<https://www.annabac.com>

Palestine, est créée. Émigré au Koweït après la guerre de 1948, Yasser Arafat, l'homme qui deviendra le Premier Ministre de la Palestine, fonde le Fatah en 1959. Pour lui, la libération de la Palestine doit être l'œuvre des Palestiniens eux-mêmes et non des pays arabes. Dès 1965, le mouvement lance des attaques contre Israël, ce sont les premières actions réelles de la Palestine mais elles resteront marginales et faibles jusqu'à la guerre de 1967.

Le 5 juin 1967, le pays est à nouveau balayé par une guerre qui durera six jours seulement. Six jours, c'est la durée qu'il aura fallu aux armées israéliennes pour exterminer les armées syriennes, égyptiennes et jordaniennes et prendre la totalité des territoires restants à la Palestine. Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est ainsi que le plateau du Golan syrien et le désert du Sinaï égyptien passent aux mains des Israéliens, ils ont réussi leur objectif de conquérir l'entièreté de la Palestine. À la suite de cette guerre est votée la résolution 242 par l'ONU qui demande le retrait des terres appartenant à la Palestine arabe des troupes israéliennes. Cette défaite met un point final aux idées d'unité arabe et pousse les Palestiniens à reprendre leur destin en mains. Pour la première fois en 1969, le Fatah revendique un état démocratique ou coexisteront musulmans, chrétiens et juifs. Les Palestiniens reconnaissent pour la première fois que la présence juive est indéniable et inévitable.

En octobre 1973, l'Égypte et la Syrie décident de récupérer les terres occupées par les Israéliens, c'est la guerre de Kippour. Les deux armées attaquent simultanément sur le plateau du Golan et sur le désert du Sinaï. En l'espace de quelques jours, le temps que les renforts arrivent, ils arrivent à repousser les Israéliens avant que ces derniers reprennent complètement le dessus. Très rapidement, les Nations Unies demandent un cessez-le-feu qui laisse place aux négociations et à la signature des accords de Camp David. L'Égypte récupère le Sinaï mais abandonne son soutien aux Palestiniens.

Le retrait de l'Égypte, la plus grande puissance arabe, laisse le champ libre aux Israéliens qui envahissent en 1982 le Liban dans l'idée d'exterminer toute résistance palestinienne alors hébergée là-bas.

La colonisation débute dès 1967 en Cisjordanie et à Gaza. Les Israéliens s'approprient 65% des terres palestiniennes. Les colons ont les mêmes droits que les citoyens israéliens ; une totale liberté de mouvement, de parole, la participation aux élections, la sécurité sociale, le système de santé alors que leurs voisins, les Palestiniens sont soumis aux lois militaires, leur liberté de mouvement est fortement restreinte, ils ne peuvent ni voter et ni avoir de sécurité sociale. On peut comparer ce système à celui de l'Apartheid en Afrique du Sud.

1987 – 1993 Première Intifada

Les colonies continuent de s'installer, toujours plus nombreuses, toujours plus proches des villages et des villes palestiniennes. Les conditions de vie des Palestiniens se dégradent, il est quasiment impossible de trouver du travail en Palestine, ils doivent tous les jours passer la Ligne Verte pour aller travailler en Israël.

C'est dans ce contexte, en décembre 1987, de manière spontanée et directement dirigée par la population, qu'éclate la première Intifada ou la « révolte des pierres ». L'OLP n'est pas intervenue et il n'existe pas de projet préétabli, hormis le fait que la population a désormais décidé de mettre un terme au pouvoir israélien dans les territoires occupés.

Jour après jour, des jeunes palestiniens affrontent les armées israéliennes à l'aide de cailloux. La population organise des grèves, elle boycotte les produits israéliens. L'Intifada est une guerre d'usure contre l'occupation, tout est mis en place pour affaiblir Israël, pour lui faire subir des pertes, lui infliger une instabilité économique et des dégâts matériels de manière à lui



Ill 6 : Jeune Palestiniens lançant une pierre. © <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20190708-jerusalem-palestine-intifada-israel-olp-arafat>

faire perdre son moral. Durant les années de l'Intifada, l'armée israélienne tua près de 2000 Palestiniens, emprisonna près de 110'000 autres et détruisit plus de 500 maisons. Quant aux Palestiniens, ils exécutèrent 900 collaborateurs d'Israël, plus de 80 militaires et 180 civils. En plus des pertes au niveau humain, l'Intifada a permis aux Palestiniens de réunir toutes leurs forces sociales dans un seul et même objectif. De même, la Jordanie décida de se séparer de la Palestine et des territoires de Judée et Samarie, le peuple palestinien se retrouva ainsi pour la première fois aux rênes de son destin. Cette révolte fut le premier pas vers une reconnaissance publique du conflit et vers la déclaration d'Indépendance de la Palestine proclamée en 1988, déclaration qui reconnaît la résolution 242 et l'existence de deux états pour deux peuples.

1993, Accord d'Oslo

Washington, 13 décembre 1993. Devant la Maison Blanche, Yasser Arafat et Itzhak Rabin se serrent la main pour valider les accords d'Oslo, sous le regard du Président américain Bill Clinton, initiateur de cette discussion. Les Palestiniens



Ill 7 : Poignée de mains entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, 1993. ©www.wikipedia.org

et les Israéliens sont pris d'un espoir fou, ils sont arrivés au bord de la paix pour un conflit qui dure déjà depuis presque plus d'un siècle. Aujourd'hui, vingt-six ans plus tard, les illusions de paix se sont dissipées et ont laissé éclater les conflits partout au Proche-Orient.

Les négociations ont commencé au lendemain de la guerre froide, les États-Unis poussent vers une conférence de paix qui a lieu à Madrid en octobre 1991 et regroupe les dirigeants israéliens et arabes pour la première fois à la même table. À l'issue de longues discussions, ils arrivent à la conclusion qu'il est temps de mettre fin au conflit et de reconnaître les droits des deux populations.

Que prévoient ces accords d'Oslo ? Il est prévu de créer, en Cisjordanie et à Gaza, une autorité palestinienne ayant un certain pouvoirs sur l'éducation, la santé, les affaires sociales, la sécurité, etc. L'armée d'occupation israélienne doit quitter les villes et les villages palestiniens, elle garde par contre le contrôle sur les frontières et les colonies et doit en assurer la sécurité. Les Palestiniens obtiennent donc pour la première fois

leur autonomie, mais les principaux problèmes du conflit, Jérusalem, les frontières, l'avenir des réfugiés et le sort des colonies, sont laissés de côté pour « plus-tard » : un premier indice qui montre que les accords d'Oslo ne pouvaient pas tenir. Cette période transitoire de cinq ans prévue par les accords devait servir à calmer les tensions, atténuer les divergences et préparer un climat favorable à une paix durable. Cette paix était basée sur la reconnaissance mutuelle, or Israël a toujours refusé de reconnaître la Palestine comme son égale. Le droit des Palestiniens à la liberté, à la sécurité et à l'indépendance passe systématiquement après celui des Israéliens. Ce n'est pas un arrangement entre deux entités égales mais une négociation entre occupants et occupés et les plus faibles sont toujours amenés à faire bien plus de concessions. Si une dizaine d'accords furent signés entre 1993 et 2000 seuls quelques points ont été mis en place.

En 1995, Itzhak Rabin, partisan de la paix, est assassiné par un Israélien terroriste ultra-nationaliste et fermement opposé à l'initiative de paix d'Itzhak Rabin et plus particulièrement à la signature et à la réussite des accords d'Oslo. Ce drame diplomatique a bouleversé toute l'opinion publique israélienne et reste aujourd'hui encore un embarras pour la communauté juive. Le gouvernement bascule ensuite vers la droite en élisant Benyamin Netanyahou en 1996. La paix semble s'éloigner encore un peu plus. Netanyahou est ouvertement contre les accords d'Oslo et promet l'élargissement d'Israël et la colonisation du plateau du Golan, de la vallée du Jourdain, de la Judée, de la Samarie et de Gaza, soit de l'entièreté de la Palestine. Durant son mandat de quatre ans plus de 30'000 nouveaux colons sont arrivés en Palestine.

Les Accords d'Oslo supposaient le retrait des troupes armées israéliennes dans un laps de temps de cinq ans. Mais au lieu de se retirer, le gouvernement israélien imposa en 1995 un partage de la Palestine en 3 entités :

- La zone A, composée des sept grandes villes palestiniennes, Jénine, Tulkarem, Naplouse, Qalqilya, Ramallah, Bethléem et Jéricho est entièrement sous contrôle civil et sécuritaire Palestinien et s'étend sur environ 18% de la superficie.
- La zone B, est sous régime mixte avec un contrôle sécuritaire conjoint et s'étend sur 21% de la superficie.
- La zone C, composée des colonies, des installations militaires et de la vallée du Jourdain, est entièrement sous contrôle israélien et représente 62% du territoire palestinien.

La ville d'Hébron est divisée en deux parties; H1 entièrement palestinienne et H2 est considérée comme mixte avec 400 colons pour 30'000 Palestiniens...

En 2000, lors des négociations finales, la Palestine ne dirige que 40% du territoire éparpillé sur la Cisjordanie et les deux tiers de la bande de Gaza. La qualité de vie des Palestiniens s'est amplement dégradée, la colonisation continue de plus belle. Dans un dernier élan de paix, le nouveau premier Ministre Israélien Ehoud Barack force une nouvelle rencontre avec Yasser Arafat et le président américain Bill Clinton afin de régler les derniers points des accords d'Oslo. La rencontre a lieu sans préparation préliminaire à Camp David en 2000. Bien évidemment, cette rencontre annoncée comme la rencontre miracle pour clore le chapitre du conflit fut un échec complet et aucun accord n'en est ressorti. Ehoud Barack proposa uniquement un nouveau partage de la Palestine qui couperait cette dernière en quatre cette fois. Israël n'a jamais parlé du retour des quelque 3 trois millions de réfugiés palestiniens.

2000 – 2006, Deuxième Intifada

Nommée Intifada al-Aqsa, elle débute en septembre 2000 après plusieurs années d'attentats-suicides, d'attaques israéliennes, de colonisation et après l'échec des accords de

Camp David. Israël est complètement sourd aux souffrances endurées par la population palestinienne et prend le lancement de la seconde Intifada comme la preuve que l'État palestinien ne veut pas la paix. Fin septembre Ariel Sharon s'impose aux élections et devient Premier Ministre d'Israël. Les manifestations commencent et ne cesseront que huit ans plus tard.

En à peine quelques mois, les Palestiniens comptent plus de 300 pertes humaines. L'organisation B'Tselem luttant pour les droits humains estime que dans plus des trois quarts des incidents les plus graves, aucun tireur palestinien n'avait été décelé. Les Israéliens n'étaient donc pas en danger et ont délibérément tué des personnes et des enfants. Aucune enquête n'a été ouverte dans la majorité des cas, ce qui pousse les Israéliens à avoir ce type de comportement. En mai 2002, plus de 116 enfants ont été tués à Gaza et plus de 253 en Cisjordanie. La brutalité des réponses israéliennes pousse les acteurs de l'Intifada à se militariser. Il s'ensuit une augmentation des attentats-suicides, des tirs dans tous les sens contre les soldats israéliens, puis contre les colons et les habitations. Les violences se multiplient et les cessez-le-feu sont complètement inefficaces

Pourtant, malgré les violences, les négociations continuent à Taba en janvier 2001. Pour la première fois, les représentants israéliens et palestiniens avancent de manière remarquable. Ils définissent le règlement territorial qui devra s'effectuer sur la base de la résolution 242 et suivre les lignes du 4 juin 1967. Israël est d'accord d'évacuer complètement Gaza mais garde le contrôle sur 3% à 6% du territoire de Cisjordanie où sont situés la majorité des colons juifs. En contrepartie l'État israélien devra redonner l'équivalent de terre à la Palestine. Toutes les autres colonies devront être démantelées dans un délai de trois ans. Jérusalem ne sera pas divisé mais deviendra la capitale des deux États. Finalement, le problème le plus épineux, celui des réfugiés, est abordé. Pour la première fois à Taba, Israël recon-

naît ses torts dans la création du problème des réfugiés. Cinq solutions sont proposées :

- Le retour sur des terres israéliennes cédées par Israël à la Palestine.
- Le retour dans l'État palestinien.
- L'installation sur leur lieu de résidence (Jordanie, Syrie, ...).
- Le départ pour un autre pays.
- Le retour en Israël.

La paix semble à portée de mains une fois encore, mais Ariel Sharon arrive au pouvoir et détruit toute illusion de paix. Il relance l'Intifada, son but est de tuer et d'exterminer le plus possible la résistance et l'autorité palestinienne. La « déshumanisation » de l'ennemi est la base de chaque action, les haines s'accumulent et l'impasse perdure. Chaque civil tué justifie les civils tués dans l'autre camp.

Et aujourd'hui?

En 2004, Ariel Sharon propose le retrait des colons et de l'armée de la Bande de Gaza. Son idée est très simple ; il craint les pressions internes et internationales à la suite de la convention de Genève signée en décembre 2003 qui prévoit la création d'un État palestinien démilitarisé, avec Jérusalem-Est comme capitale, qui s'étendra sur 97,5% du territoire occupé ; les 2,5% annexés à Israël devront être rendus par un autre territoire de taille similaire israélien. Ariel Sharon a donc décidé de sacrifier ces colonies à Gaza pour sauver celles en Cisjordanie et empêcher toute pression en faveur des négociations avec les Palestiniens ; en bref, il a bloqué le processus de négociation. Le 12 septembre 2005, les derniers colons et soldats sont évacués de Gaza. Les médias parlent beaucoup de la tristesse et du désespoir des colons de devoir quitter leurs maisons, mais aucun ne s'est jamais ému de voir des milliers de Palestiniens déportés, et que Gaza reste un territoire occupé car les

Israéliens en contrôlent les entrées, l'espace aérien, maritime et l'approvisionnement.

Les accords d'Oslo sont complètement morts. Le gouvernement israélien a fait une croix sur toute possibilité de négociation avec l'autorité palestinienne en construisant notamment le mur de séparation ou en se retirant de Gaza et ce, même après la mort de Yasser Arafat considéré comme l'enclume dans le processus de paix. Malgré l'élection de Mahmoud Abbas et sa position « modérée », rien ne relancera les accords de paix. La colonisation continue d'augmenter, le mur de séparation se construit rapidement, la qualité de vie ne s'est toujours pas améliorée pour les Palestiniens.

Un cessez-le-feu négocié entre Israël et le Hamas, maître de Gaza, est entré en vigueur en août 2008 met un point final à la seconde Intifada. Mais les Israéliens préparent tout de même leur nouvelle offensive. Le 27 décembre 2008, ils lancent leurs premiers raids meurtriers contre Gaza. En visant le centre de commandement du Hamas, Israël a tué plus de 270 personnes en une seule journée. Les bombardements s'intensifient jusqu'au soir du 3 janvier 2009, lorsque commence l'offensive terrestre. Au final, il y aura vingt-deux jours de combat avec 1400 morts du côté palestinien dont principalement des civils et plus de 5000 blessés, contre 13 morts israéliens.... Cette offensive visant à détruire le cœur du Hamas pour toujours est une fois encore un échec et permet la réélection de Benyamin Netanyahu qui toujours est à la tête du pays actuellement.

Durant ce conflit, les grandes puissances mondiales telles que la France et les États-Unis ont toujours montré leur soutien à l'État d'Israël et le félicitent tous les jours pour avoir maintenu une certaine « sécurité » dans le Proche-Orient en oubliant tous les crimes de guerre commis par les Israéliens et que les Nations Unies mettent au grand jour. Pour la France par exemple, c'est le Hamas qui a rompu le cessez-le-feu de 2008 et qui est responsable du conflit. Dans toutes les négociations,

c'est toujours Yasser Arafat qui a été accusé de mettre en péril les accords de paix. Les États-Unis se sont toujours ralliés aux volontés des dirigeants d'Israël sans même chercher à comprendre le point de vu de la partie adverse.

Si le discours d'investiture de Barack Obama a semblé encourageant pour la population palestinienne en reconnaissant que le Hamas fait partie intégrante de l'avenir de la Palestine et qu'il fallait distinguer Al-Qaïda et les terroristes des autres organisations islamistes, son engagement envers la Palestine n'a pas duré longtemps. En 2010, alors que la colonisation continue en Cisjordanie et que la guerre bat son plein à Gaza, les États-Unis et la France vont réitérer leur soutien et légitimer la guerre au nom de la « légitime défense » et de la « guerre contre le terrorisme » mais aussi renforcer la coopération avec Israël dans tous les domaines : politique, économique, sécuritaire.

En juin 2012, la guerre et les bombardements reprennent de plus belle à Gaza. Les forces engagées sont complètement disproportionnées, les roquettes palestiniennes défient les avions de chasse israéliens. En 2014, les affrontements reprennent encore une fois. Plus de 50'000 maisons sont détruites, 30'000 endommagées laissant des dizaines de milliers de sans-abris dans une grande précarité. Cette guerre est toujours menée au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Mais si les Palestiniens sont des terroristes pour avoir tué moins d'une dizaine d'Israéliens durant l'été 2014, comment devrait-on appeler les Israéliens qui ont tué, selon leur estimation, environ mille personnes dont des enfants. Malgré cela, la communauté internationale défendra toujours les actions israéliennes qui ont « le droit à l'auto-défense », mais condamnera les actions palestiniennes qui, elle, n'ont pas lieu d'être de la légitime défense.

Si aujourd'hui aucun accord de paix n'a pu être trouvé dans le conflit israélo-palestinien, c'est principalement à cause

de la communauté internationale et plus particulièrement des États-Unis, très investis dans les négociations pour la paix durant les accords d'Oslo qui sont enterrés depuis vingt ans déjà. Et si les Américains n'ont pas réalisé que les Israéliens ne cherchaient absolument pas la paix, mais qu'au contraire ils la repoussent c'est bien parce qu'ils ont toujours été derrière les décisions prises par Israël. La réponse systématique aujourd'hui est « Nous ne savons pas. » Comment peut-on imaginer que



III 8 : Carte territoires palestiniens en 2015. ©www.E-Sushi.fr

les négociateurs américains ne savaient pas que les Israéliens n'étaient pas intéressés par la paix, eux qui ont passé des heures à en discuter durant des années? Après plusieurs résolutions de l'ONU qui sont tombées aux oubliettes, plusieurs accords transgressés, plus de 35'000 nouveaux colons en Cisjordanie, comment, peut-on imaginer que les négociateurs ne connaissaient pas la position d'Israël. Le principe pour Israël et pour la communauté internationale c'est que « ce qui est à moi est à moi mais ce qui est à toi se discute », c'est au plus faible, aux occupés que revient tout le poids des concessions. Le gouvernement palestinien a reconnu l'État d'Israël, l'inverse n'a jamais été le cas.

Pourtant le gouvernement de Mahmoud Abbas a fait un bon nombre de concessions pour arriver à un accord de paix ; la démilitarisation du futur état palestinien, la présence militaire israélienne durant cinq ans dans la vallée du Jourdain qui sera remplacée par une présence américaine, le passage des colonies de Jérusalem sous autorité israélienne, des échanges de territoires permettant à 80% des colons de Cisjordanie d'être absorbés par Israël. Il a fait bien plus de concessions que tous les autres dirigeants réunis et il est peu probable de retrouver un dirigeant prêt à accepter toutes ces concessions. Israël a toujours dit « non » à toutes les proposition d'accord. Pour eux, la seule manière d'être en sécurité c'est de garder le contrôle sur l'entièreté du territoire palestinien.

Les Américains seront toujours derrière les Israéliens, fait encore prouvé par Barack Obama en 2016 lorsqu'il redonne aux Israéliens une aide militaire massive.

Quelque mois après son investiture, Donald Trump propose de déplacer son ambassade à Jérusalem reconnaissant ainsi Jérusalem comme la capitale de l'État juif. Les insurrections palestiniennes reprennent alors de plus belle. Rien ne laisse présager une évolution positive de la situation pour les années à venir, la paix et l'indépendance des Palestiniens semblent s'éloigner chaque jour un peu plus.

3. Politique d'occupation civile israélienne

« L'architecture contribue plus aux problèmes de nos sociétés qu'à leurs solutions »⁹, ce sont les mots de Léopold Lambert, auteur du magazine *The Funambulist*. Les architectes sont aujourd'hui partagés en deux catégories ; il y a ceux qui pensent que l'architecture est une activité indépendante et innocente et ceux qui pensent que l'architecture possède un lien avec la politique. Mais il n'est pas si difficile de penser que l'architecture puisse aussi facilement répondre à une politique, ou dans le cas de la Palestine, aider une occupation militaire. L'architecture a pour premier rôle d'occuper un territoire, elle matérialise, elle définit et trouve des moyens pour protéger un espace précis. Lorsque l'on construit un mur, on construit également la condition des personnes positionnées de chaque côté de ce mur, celui qui va bénéficier de sa protection mais également celui qui en est exclu.

Israël utilise la notion de *Hamifal Hazioni* pour décrire son projet sioniste de développement. Tout le processus est créé de toute pièce, tout est pensé, calculé et rien n'est laissé au hasard; le but étant de modifier l'immigration et le peuplement naturel. Ce développement est pensé par Israël comme un développement correctionnel, comme une intervention forcée sur l'histoire et sur l'espace géographique qu'une terre et d'un peuple. Dans la politique de l'État d'Israël, l'architecture n'est pas mise au service de la viabilité économique, ni même au service de l'environnement, elle n'est utilisée que pour servir et exprimer une certaine politique. Cette politique, bien qu'évolutive, a toujours stipulé qu'il ne fallait pas forcément des habitants pour montrer une occupation juive mais que le simple fait de construire une maison suffit. L'effet de domination réside seulement dans la présence de constructions et non dans l'existence d'une population. Cela a poussé l'État d'Israël à créer et construire beaucoup de colonies et de nouvelles habitations, pas forcément en suivant la demande, mais simplement pour occuper le territoire, le résultat est que la plupart des maisons dans les colonies sont vides. Le tissu bâti juif ne représente



Ill 9 : Colonie israélienne en Cisjordanie. © <http://transit-city.blogspot.com/2010/12/forteresses-constructions-et.html>

que 2% du territoire palestinien mais il est tellement bien placé qu'il permet de contrôler la quasi totalité du territoire. Un des leit-motives de la politique juive d'occupation est de conquérir le haut des montagnes afin de dominer visuellement toutes les plaines, les villes et les villages palestiniens et d'empêcher la communication. On peut donc d'ores et déjà affirmer que l'architecture est un instrument de la politique d'occupation israélienne en Palestine et qu'il est compliqué dans ce cas d'affirmer que l'architecture est une activité indépendante de la politique.

3.1 Le développement de la colonisation

Contrairement à ce qu'on voit aujourd'hui et à ce qu'on croit habituellement, l'aménagement et le développement de l'État d'Israël n'est pas le résultat d'improvisations, de solutions d'urgence, de spéculations immobilières et encore moins de développement spontané et désordonné. Son aménagement a été planifié, dessiné, prévu et calculé depuis le départ, et même bien avant son existence formelle et sa création.

Les premières colonies juives apparaissent en Palestine dès 1878, et ce ne sont pas de nouveaux immigrants européens qui bâtissent ces colonies mais des vieilles familles habitant la Palestine depuis toujours qui fuient alors les quartiers surpeuplés de la vieille ville de Jérusalem pour créer des colonies agricoles. C'est le cas de Petah Tikva, village considéré comme la mère des colonies juives. Dans les années qui suivirent l'établissement de cette première colonie, d'autres colonies agricoles se formèrent très rapidement.

Les volontés du sionisme ont toujours été claires, les colonies sont édifiées dès le début du mouvement dans le but d'exproprier les gens de leur terre et de récupérer des terres. Theodor Herzl, fondateur du mouvement sioniste, l'a clairement exprimé dans son journal en 1895 : « Nous devons exproprier doucement la

propriété privée sur l'État qui nous est assigné. Nous allons essayer d'éliminer la population sans le sou à la frontière en lui procurant un emploi dans les pays de transit, tout en refusant l'emploi dans notre pays [...] le processus d'expropriation et de renvoi des pauvres doit être effectué de façon discrète et circonspecte »

Israël a toujours eu une conception particulière des frontières. Pour eux, les frontières sont interprétées comme des lignes mythiques. Ariel Sharon, Chef de l'armée israélienne puis Premier Ministre, a été à la tête d'une unité constituée uniquement pour rendre les frontières moins claires, pour annexer certains territoires et perdre l'idée de frontières définissant précisément l'intérieur de l'extérieur d'un État. Ces idées de frontières troubles et non-définies ont toujours aidé la colonisation des territoires qui n'a jamais cessé. Malgré les accords d'Oslo signifiant le retrait des territoires occupés, les Israéliens ont trouvé de nouvelles manières de continuer la colonisation, même si elle n'était pas autorisée. En 1998, lorsque Israël et la Palestine retournent aux négociations, son Ministre des Affaires étrangères de l'époque, Ariel Sharon, a dit aux Israéliens de « bouger, courir et de prendre le plus de collines qu'ils peuvent car tout ce que nous prenons maintenant restera à nous et tout ce que nous ne prenons pas leur retournera »¹⁰.

La colonisation de la Palestine s'est effectuée en plusieurs phases qui ont subi plusieurs gouvernements. Les techniques, l'urbanisme et le nombre de colonies varie en fonction de la volonté du gouvernement et de son Premier Ministre. Bien qu'aucun n'ait jamais arrêté et condamné la colonisation de la Palestine, certains Premiers Ministres ont été plus tempérés qu'Ariel Sharon dans les années 2000 ou que Benjamin Netanyahu actuellement.

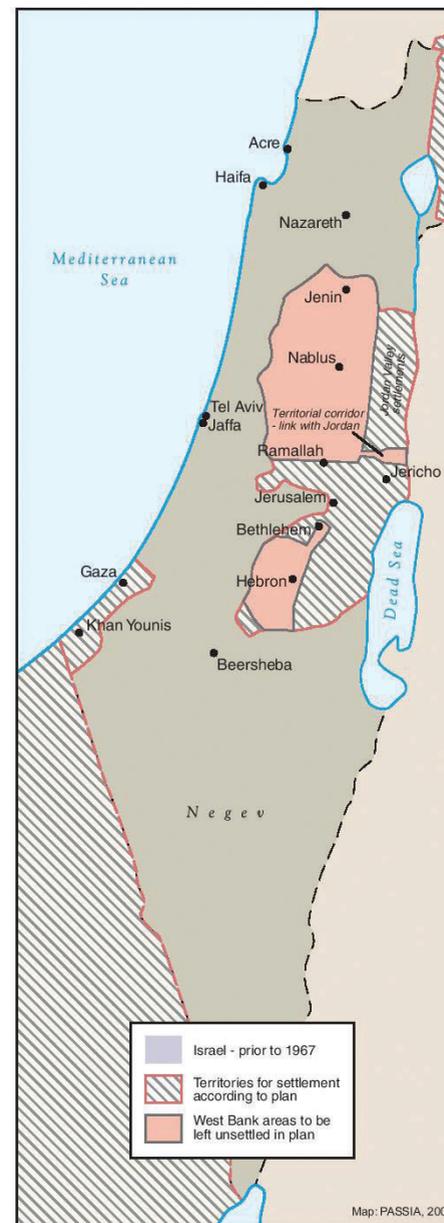
Les frontières induites par la Ligne-Verte de cessez-le-feu de 1949 n'ont jamais été prises en compte comme de réelles frontières. Ni les Israéliens, ni les Arabes ne voulaient qu'elles restent ainsi et les deux pays avaient des plans d'extension et de guerre malgré que les deux parties aient signé les accords d'armistice.

Il n'y a donc aucune frontière visible. C'est uniquement après la guerre des Six-Jours en 1967 qu'Israël a réussi à atteindre son objectif ; occuper toute la Palestine jusqu'à la Vallée du Jourdain ainsi que le plateau du Golan et le désert du Sinaï. A partir de ce moment, Israël commence à vouloir marquer et défendre les frontières de ce nouvel état.

Plan Allon, 1967

Directement après la guerre de 1967, le Ministre de l'Agriculture, Bar Lev, et le Directeur du comité des colonies, Yigal Allon, imaginent un système pour défendre les nouvelles frontières de l'État d'Israël. Ils proposent de travailler sur une bande allant du Nord du plateau du Golan, descendant le long du Jourdain puis allant jusqu'en bas du désert du Sinaï qui doit être annexé à Israël. Cette bande va générer selon Yigal Allon « un maximum de sécurité et un maximum de territoires pour Israël avec un minimum de population arabe »¹¹. La Cisjordanie, appartenant à cette époque à la Jordanie, est alors totalement isolée, un îlot au centre de l'État d'Israël. Cette bande est en effet très peu peuplée car durant la guerre des Six-Jours et après, l'armée israélienne a détruit la majorité des villages palestiniens se trouvant là, excepté la ville de Jéricho ainsi que tous les villages syriens du plateau du Golan et toutes les villes égyptiennes du désert du Sinaï afin de sécuriser leurs frontières. Le projet prévoit de placer dans cette bande plusieurs Kibboutz et Moshave ainsi que plusieurs bases de l'armée israélienne. Bien que le gouvernement n'ait jamais fait allusion officiellement au plan Allon ce dernier est mis en place durant la première décennie de l'occupation israélienne. Il est toujours en place aujourd'hui vu qu'un des points des accords d'Oslo était le désengagement de l'armée dans la région de la vallée du Jourdain. Cette vallée est conçue comme un système de défense à moitié militaire et civil réuni par quatre routes parallèles qui relient les bases militaires et les colonies.

Une autre construction marquante du plan Allon est la bar-



III 10 : Plan Allon. ©www.passia.org/maps/view/26

rière de protection à proximité du canal de Suez construite dans les trois mois suivant la guerre de 1967. Les Israéliens, après avoir pris le canal aux mains des Égyptiens veulent le garder et le nationaliser afin de créer un blocus sur le trafic maritime égyptien et les forcer à conclure un accord de paix dicté alors par les Israéliens qui seraient en position de force pour garder le canal ainsi que le désert du Sinaï. Pour le protéger de l'armée égyptienne, il faut donc créer un système de fortification. Appelée la « Bar Lev Line » en hommage à son concepteur, Bar Lev, cette fortification a été conçue en amassant une énorme quantité de sable du désert pour créer une colline de vingt mètres de haut et de deux cents kilomètres de long avec des pentes à 45° contre le canal. Derrière la colline, un Kibboutz est construit tous les dix kilomètres pour accueillir une quarantaine de soldats, des hangars sont aussi prévus tout le long de la ligne de défense pour y mettre des engins de guerre. Tout un monde vit derrière cette gigantesque dune sans que leurs ennemis puissent les voir. Contrairement à toutes les fortifications construites en béton qui peuvent être détruites par des bombardements, le sable est choisi pour absorber les explosions et rester en place. Les Israéliens ont modifié la topographie en



Ill 11 : La Ligne Bar Lev © <http://cdn3.spiegel.de/images/image-650422-galleryV9-cjv-650422.jpg>

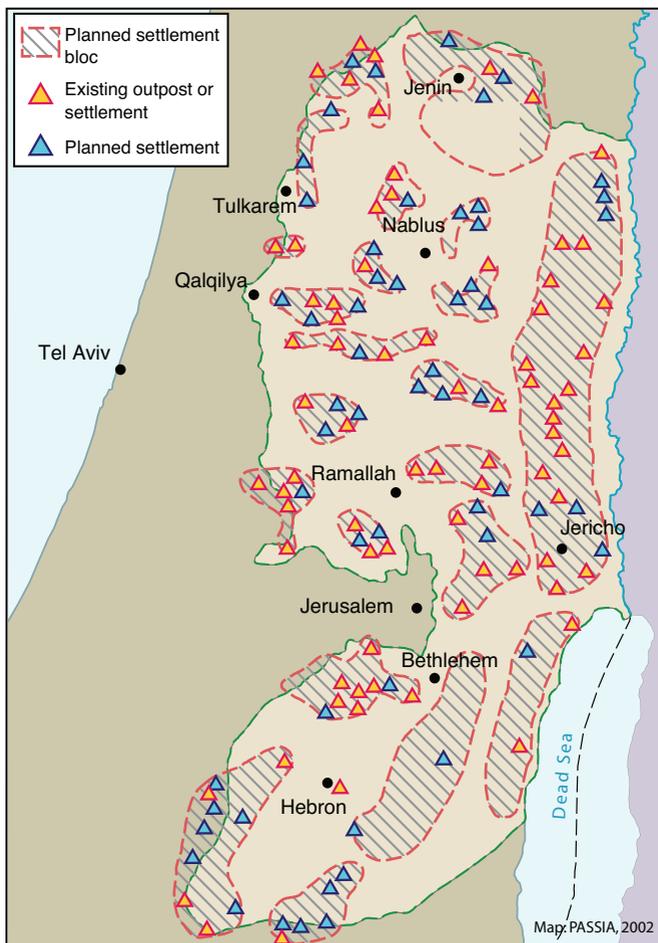
créant d'énormes dunes de plus de vingt mètres de hauteur afin de pouvoir observer le territoire de leurs ennemis mais également les mouvements de leur armée.

Plan Drobles, 1977

Après la guerre des Six-Jours qui augmente fondamentalement le territoire israélien, les Israéliens se munissent d'un appareil photométrique qui leur permet de faire des photos aériennes du territoire. Ces photos leur permettent de comprendre, d'analyser les paysages palestiniens, de positionner les principaux villages et de trouver l'usage des terrains et de comprendre les possibilités d'expansion. C'est grâce à ce nouveau type de cartographie que les Israéliens ont pu découvrir que la majorité des villages palestiniens se situaient sur les pentes de la vallée. En observant cette carte du territoire et profitant d'un mauvais registre des cadastres durant la gestion de la Cisjordanie par la Jordanie, les Israéliens ont pu récupérer 40% du territoire, sous forme de patchwork et d'espace libre. La majorité des crêtes ont donc été annexées à Israël sous prétexte que personne n'y habitait.

En 1977, Matityahu Drobles, Chef du département des colonies de l'Organisation mondiale du Sionisme prépare un nouveau plan d'implantation à travers la Cisjordanie. Il dit que « la colonisation de l'ensemble de la terre d'Israël est une question de sécurité et un droit. Une ceinture de colonies installées à des emplacements stratégiques accroît la sécurité intérieure et extérieure [...] c'est pourquoi nous recommandons des implantations formant une ceinture autour des montagnes, en commençant par la versant occidental [des montagnes de Samarie] suivant un axe Nord-Sud, puis le long du versant oriental, du Sud au Nord cette fois, en se plaçant au milieu et autour des populations minoritaires. Coupées en deux par les colonies juives les populations minoritaires auront le plus grand mal à assurer l'unification et leur continuité territoriale »¹².

La majorité des implantations prévues par le Plan Drobles sont



III 12 : Plan Drobles. ©www.passia.org/maps/view/26

situées au centre du pays dans les parties vallonnées et entourées des centres palestiniens. Il indique une centaine de sites disponibles pour des nouvelles colonies. C'est également durant cette période que le système de routes israéliennes commence à se mettre en place. Il s'appuie fortement sur la topographie cisjordanienne et il propose dans les vallées, orientées Ouest-Est, des nouveaux axes de circulation reliant Israël à la Cisjordanie, axes qui seront bien évidemment réservés aux populations israéli-

ennes et qui cisailent le territoire palestinien.

La motivation de cette phase d'expansion s'est déplacée ; elle est passée de l'agriculture à une motivation plus sacrée, plus religieuse et a pour objectif de récupérer les sommets des collines considérés comme sacrés.

Plan Sharon, 1981

Ariel Sharon compte bien tirer des leçons de la guerre de Kippour et comprend qu'une seule ligne de défense comme la Ligne de Bar Lev ne peut pas suffire à défendre complètement une frontière. Pour lui, la fine ligne des colonies placées le long de la vallée du Jourdain dans le Plan Allon ne suffira pas à fournir une défense suffisante. Il faut également profiter de la topographie vallonnée pour fortifier également l'intérieur des terres en créant un réseau de colonies urbaines ou industrielles situées sur les hauteurs des collines et surplombant l'entièreté du territoire.

Quelques jours après son élection à la tête du département de l'agriculture, Sharon annonce sa première proposition de plan de développement des colonies. Il n'est pas directement accepté et sera mis en vigueur seulement en 1981. Cependant, la majorité des constructions prévues dans ce plan avaient déjà débuté sans autorisation sous l'impulsion d'Ariel Sharon. Le projet prévoit un réseau d'implantations sur les hauteurs des montagnes de toute la Cisjordanie. Les petites colonies fonctionnent en lien avec les plus grandes colonies et chaque implantation est reliée aux autres grâce à un système de routes. Selon le plan prévu par Ariel Sharon, les colonies doivent également fonctionner comme des barrières en enveloppant la population palestinienne et en fragmentant l'intérieur des terres grâce au réseau de routes de manière à diviser l'entièreté de la Cisjordanie et à paralyser sa population. Chaque colonie est placée de manière extrêmement réfléchi de façon à avoir un maximum d'impact sur la population palestinienne et afin de pouvoir observer cette dernière ou des points importants comme des croisements, des checkpoints ou des frontières. Ariel

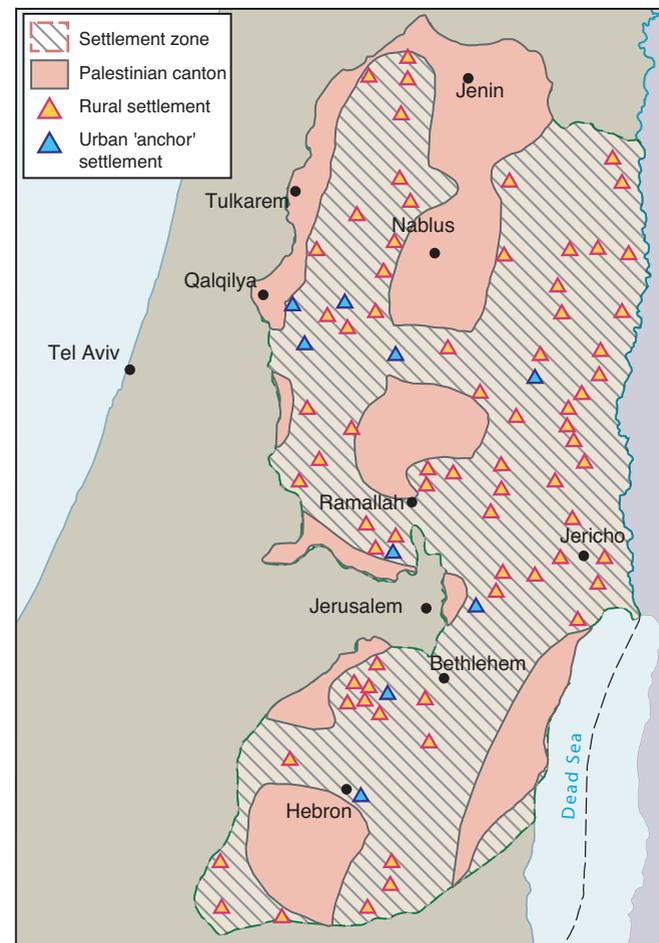
Sharon pensait qu'il était important de placer partout des points d'implantation, même par de simples tentes pour contrôler tout le territoire puis après de permettre à ces avant-postes de grandir et de se transformer en colonies fixes. Cette période a donc été marquée par l'apparition de nombreux avant-postes car il était possible de venir les monter durant la nuit, acheminés par camion ou hélicoptère.

Pour Ariel Sharon la politique c'est la guerre autant que la guerre c'est la politique et les deux sont mis en action dans la création d'espace. Le tank est remplacé par une caravane puis par la maison individuelle à toiture rouge, les unités sont remplacées par les colonies placées en hauteur et en encerclent la Cisjordanie. Sous le commandement d'Ariel Sharon, l'architecture et la planification urbaine ont pris des allures de machines de guerre.

La politique d'Israël n'a quasiment pas changé depuis presque soixante ans d'occupation. Les politiciens dispersent toujours selon leur bon vouloir des nouvelles colonies sans se soucier de la demande. Du moment que la création de nouvelles colonies met des bâtons dans les roues des Palestiniens, ils ont l'impression d'avoir atteint leurs objectifs. Mais ils ne se rendent pas toujours compte que les colonies sont un fardeau également pour leur propre pays.

En plaçant leurs nouvelles colonies sur n'importe quel terrain vacant, ils savent très bien que ce terrain ne pourra plus être échangé lors d'une éventuelle paix. Les Israéliens ne pourront dès lors pas proposer cette zone comme zone de retrait à 100% et gagneront encore du terrain sur les territoires palestiniens. Ils gèlent donc tout accord de paix en utilisant cette méthode.

Un autre problème des colonies – et il s'agit cette fois d'un fardeau pour Israël – est la question de la sécurité au sein même des colonies. Cette question a toujours été la pierre angulaire de la politique sioniste qui jugeait que les colonies étaient des lieux sûrs servant même à sécuriser le territoire et l'État d'Israël. Or, on comprend qu'au fil du temps, il se passe plutôt l'inverse. Il a fallu



III 13 : Plan Sharon, 1981. ©www.passia.org/maps/view/26

plusieurs fois évacuer des colonies aux risques et périls des soldats israéliens, notamment sur le plateau du Golan. Les colonies aux zones de frontière sont également devenues des cibles faciles durant la seconde Intifada. Pour défendre un pays, l'État a besoin d'une armée, de chars, d'armes, d'avions, mais l'argument que les colonies servent à défendre le pays ne sert en réalité qu'à obtenir l'approbation de la population et un soutien politique.

Les colonies mènent aussi à une grande disparité dans la pop-

ulation. Le gouvernement étant plus intéressé à investir dans la construction de nouvelles colonies qu'à améliorer les colonies déjà existantes, ces colonies sont pour la plupart faibles économiquement et dépendent des aides extérieures. Les colons ne trouvent quasiment pas de travail au sein de leur propre colonie et la construction de nouvelles implantations risquerait de pousser des familles à déménager vers ces pôles plus attractifs, ce qui viderait les colonies plus anciennes. L'implantation de ces nouvelles colonies est quelque chose de très onéreux. Il faut construire de nouvelles habitations, organiser le raccordement des eaux, de l'électricité, dessiner des nouvelles voies d'accès, penser au système de santé, d'éducation, créer des emplois, etc.

Pour quelle raison les politiques de colonisations continuent-elles d'exister aujourd'hui compte tenu de tous les inconvénients, la désapprobation internationale et les condamnations des Nations Unies. Plusieurs programmes de développement (« Israël 2020 », schémas directeur 31 ou schémas directeur 35)¹³ proposaient dans les années 90 d'arrêter complètement la colonisation. Malgré tous ces inconvénients, ces prises de conscience, la politique d'occupation continue à être mise en place. C'est un réflexe israélien.

3.2 L'architecture des colonies

L'architecture et l'urbanisme israéliens des colonies ont changé au cours des années en suivant les politiques. Jusqu'à la guerre des Six-Jours, la planification et l'élaboration des plans urbains et de l'architecture des maisons ont toujours été faites par des architectes comme Arie Sharon, qui a dessiné les premiers plans de développement et plans de ville à la création de l'État israélien en 1948. Le nombre de colons était de 4'500 vivants dans vingt-huit colonies principalement situées dans la vallée du Jourdain et suivant le plan Allon. Après la guerre de 1967, ce sont majoritairement des politiciens qui ont mis en place les plans. La différence réside dans la cohérence, l'organisation et surtout le travail des frontières. Arie Sharon a toujours fait en sorte de marquer une frontière très nette dans ces projets de développement alors

qu'Arie Sharon, lui, cherche à rendre la frontière plus élastique. Le nombre de colons quadruple aussi durant cette période passant à 16'200 colons et soixante-huit colonies.

La politique israélienne concernant les colonies est très claire, elles doivent servir de système de défense pour l'État. Pour y parvenir, ils ont mis en place plusieurs stratégies qui se répercutent souvent dans l'urbanisme, la disposition et l'architecture des colonies. Conquérir les sommets, dominer visuellement les villages palestiniens, surveiller de chaque maison, créer des avant-postes, empêcher les mouvements des ennemis et leur communication, inclure les civils dans le système de défense : voici quelques-unes des méthodes que l'on peut déceler dans l'urbanisme des colonies en tant qu'architecte.

Au niveau régional, les colonies révèlent une fonction de surveillance du territoire par leur positionnement même sur le territoire, proche d'une frontière ou en hauteur surplombant ainsi les vallées cisjordaniennes et les voies de circulation.

Au niveau topographique, cette fonction de surveillance s'exprime dans l'organisation des colonies ainsi que dans la décision de les installer sur des hauteurs.

Au niveau urbanistique, la surveillance s'exprime dans la conception même des villages qui s'organisent en anneaux et en plaçant les maisons une sur deux puis décalée la rangée du dessous pour libérer la vue devant chaque maison.

Au niveau architectural, la fonction sécuritaire s'exprime par le positionnement des ouvertures ainsi que dans la disposition et l'orientation des pièces ; les parties privées vers l'intérieur, les parties communes ou l'on passe le plus de temps vers l'extérieur.

Les colonies prennent des formes différentes selon leur utilité, mais surtout selon leur emplacement sur le territoire. Les colonies agricoles ; Kibboutz et Moshav, sont les premières à avoir été construites. Elles ne sont pas construites uniquement selon des méthodes de production agricole ou selon les relations que

les bâtiments ont entre eux mais également par rapport à des considérations tactiques et militaires. Ces colonies doivent être capables d'informer l'armée de l'avancée des ennemis mais également de retenir leur progression le temps que l'armée et les renforts arrivent. Elles créent un réseau avec les autres colonies et partagent les infrastructures et les fonctions publiques, elles ne sont pas complètement autonomes. En 1948, un guide est édité par l'armée appelé « Principe de Sécurité dans le développement des colonies agricoles » qui définit les principes de sécurité dans les Moshav, colonies agricoles composées de propriétés majoritairement privées, pour éviter l'envahissement par les Palestiniens. Chaque ferme doit se trouver à maximum trente mètres de l'autre de manière à obtenir une colonie dense et compacte. Les routes d'accès doivent être organisées en étoile afin que les manœuvres militaires puissent être facilitées. Ce guide prouve que la sécurité est un principe important dans la construction des colonies et définit souvent leur forme.

Une grande réflexion a été faite dans les années cinquante sur la construction des villes israéliennes. Leurs tailles relativement petites devaient rassembler de vingt mille à cinquante mille personnes afin de protéger les habitants des injustices et des problèmes connus dans les villes cosmopolitaines et de rester à taille « humaine ». Les villes sont conçues en suivant deux concepts ; celui de l'efficacité des villes modernes en termes de logement et de trafic et le second est la tentative de protéger la population des nuisances en divisant la ville en petites communautés autonomes isolées des rues et des industries par de la verdure. En suivant ces deux principes, les urbanistes israéliens sont persuadés d'arriver à la ville idéale. On retrouve d'ailleurs dans ces deux principes, des idées qui ont fleuri partout dans le monde architectural avec Le Corbusier par exemple et sa volonté d'améliorer, de trier et d'optimiser le flux de circulation dans sa cité radieuse, et même l'idée de condenser les logements en tours pour laisser place à la verdure au sol ou encore l'idée anglaise des cités-jardins superposées avec les plans soviétiques pour la construction de nouvelles villes

ouvrières.

Les unités de voisinage autonomes sont les pierres angulaires et les éléments structurants de chaque ville nouvelle. Une fois construites, ces unités n'ont produit qu'un regroupement désordonné de différents quartiers possédant tous une variété limitée de types de logements en étant tous autonomes en termes de commerces, d'éducation et loisirs. La ville devient une sorte de grappe de raisin des différentes unités de voisinage étant toutes reliées au centre par les fonctions municipales, mais chaque unité fonctionne seule et possède ses écoles et ses commerces. Une fois encore, cette organisation ressemble fortement à d'autres réflexions sur les villes nouvelles telles que Brasilia conçue en 1956 aussi grâce à des unités de voisinage plus ou moins indépendantes.

Ces villes nouvelles israéliennes sont en réalité des utopies et plusieurs problèmes surviennent très rapidement. Ces villes préfabriquées, isolées et faiblement peuplées pèsent sur le budget à cause de toutes les infrastructures nécessaires à leur construction. Les séparations entre les unités prévues en verdure dans le développement n'est tout simplement pas réalisable à cause du climat présent et du manque d'eau et ces zones se retrouvent être des zones mortes ou rien n'est développé. Mais il y a également des problèmes concernant les emplois qui tardent à se créer par exemple à Kiryat Shmona, une des premières villes nouvelles, où la première usine voit le jour 10 ans après la construction de la ville. Ces villes ne sont pas viables économiquement parlant pour l'État et pour la population qui y habite.

Septante ans après la réflexion et la création de ces villes nouvelles, elles sont toujours sur pieds et elles ont gardé leur format d'origine pour la majorité, mais la qualité de vie supérieure aux grandes villes promise par le gouvernement pour pousser les gens à déménager dans ces nouvelles colonies n'a jamais été atteint.

Dans les années 1978, les colonies ont migré sur les hauteurs des collines et le nouveau gouvernement en place voulait construire une ville au sommet d'une colline. Le développement de la ville c'est fait en moins de trois ans par l'architecte israélien Leitersdorf, architecte diplômé de la AA à Londres et ayant travaillé en Californie avant de revenir au pays. Il propose, après l'analyse environnemental, climatologique et topographique sur plusieurs collines, dont une choisie par l'État, une colline située cinq cents mètres au-dessus du niveau de la mer et située proche de Jérusalem. Avec cette position, la colonie pourra observer et surveiller Jérusalem ainsi que la route N°1 qui mène de Jérusalem à Amman en Jordanie en passant par Jéricho. Ma'ale Adumim, composée de 2'600 unités de logement, est née dans un délai court de qua-



Ill 14 : Vue aérienne de Ma'ale Adumim. ©www.ynetnews.com/PicServer2/13062011/3339672/maaleadumim_wa.jpg

tre ans grâce au travail d'une équipe multidisciplinaire travaillant sur tous les niveaux de la construction en même temps. Les habitations sont placées sur les crêtes des collines qui, grâce à la morphologie du site, sont reliées au centre de la ville comme des bras.

Les vallées entre les bras sont laissées intactes et couvertes de verdure. Leitersdorf dira qu'il s'est inspiré des cités jardins pensés par l'urbaniste britannique Ebenezer Howard qui cherchait à amener de la qualité de vie et de l'air pur dans les cités industrielles anglaises. Leitersdorf utilise ce même argument pour promouvoir une meilleure qualité de vie dans la nouvelle ville.

Très rapidement les colonies ont évolué d'implantations agricoles à de vraies petites villes. Elles se sont alors déplacées vers les hauteurs en suivant les politiques du gouvernement au pouvoir, le Likud. Le haut de la colline présente trois avantages : une puissance tactique accrue, une meilleure protection et un champ de vision plus large. Les colonies s'appuient sur les renforts de la nature, un principe classique de l'histoire militaire. Les implantations ne sont pas seulement des lieux de résidence mais font parties d'un réseau de « fortification civile » à grande échelle assurant une surveillance sur le reste du territoire et faisant parties du plan de l'état pour la défense. Leur seule distinction par rapport à des réelles forteresses est qu'elles ne sont pas enfermées par une muraille de protection. Pour les Israéliens, leurs maisons sont la continuité de leur paysage, ils ne sont pas des envahisseurs, ils n'ont pas besoin de protection, ce sont les Palestiniens qui doivent être enfermés derrière des murs. De plus, ils affirment que le panorama dégagé est plus utile à leur protection qu'un mur qui obstruerait la vue.

En 1984, le Ministère de la Construction et du Logement publia des directives pour la construction de nouvelles colonies et de nouveaux bâtiments dans les régions de montagne. C'est le premier guide pour les architectes concernant les constructions en montagne. Ces régions n'étaient presque pas habitées avant leur colonisation, les architectes israéliens ont donc dû se baser sur ce guide. Construire en montagne veut souvent dire construire sur des pentes raides. Chaque montagne a sa topographie particulière, et chaque topographie possède sa forme urbaine. Il y a donc un registre des différentes zones montagneuses et des différentes

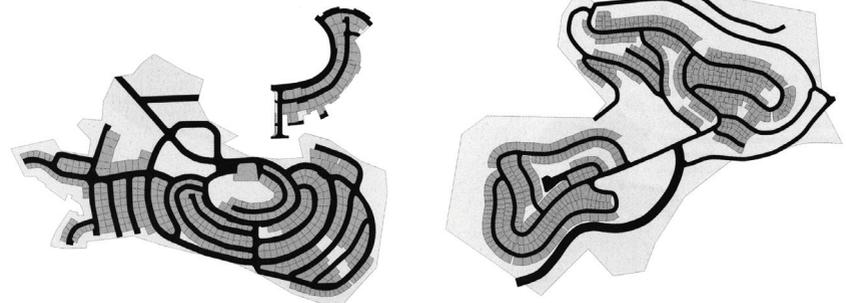


Shilo
Région : Naplouse
Population : 1600 hab.
Fondation : 1978
Emplacement sur la carte : F6/G6
Altitude : 740 m
Type : implantation communautaire
Urbanistes : Service d'urbanisme des implantations et CACD Architectes

Giva'at Ze'ev
Région : Ramallah
Population : 10300 hab.
Fondation : 1983
Emplacement sur la carte : E9
Altitude : 760 m
Type : conseil local
Urbaniste : Nehemya Gorali

Shaqed
Région : Djenin
Population : 500 hab.
Fondation : 1981
Emplacement sur la carte : E2
Altitude : 410 m
Type : implantation communautaire
Urbaniste : Gonen Architects

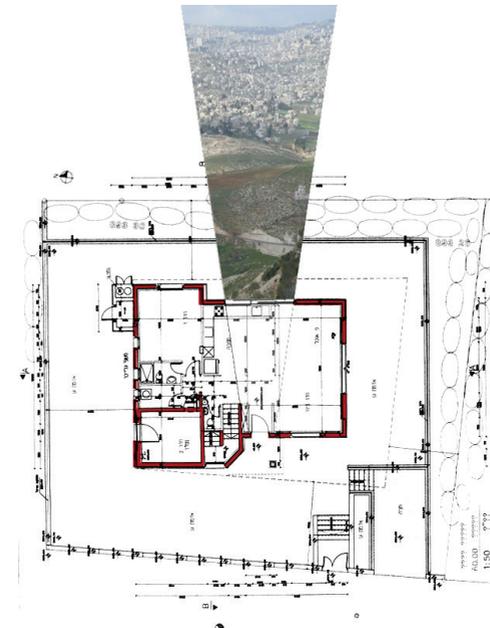
Na'ale
Région : Ramallah
Population : 150 hab.
Fondation : 1985
Emplacement sur la carte : D8
Altitude : 430 m
Type : implantation communautaire
Urbaniste : A. Wizenthal



Ill 15 : Plans de différentes colonies. © Eyal Weizman et Rafi Segal

forme urbaines y afférentes. Ces colonies de montagne ont un plan urbain particulier et suivent pour la plupart un plan concentrique. Toutes les fonctions publiques sont au sommet de la colline sur le point le plus haut, puis les maisons s'articulent en cercles autour de ce premier anneau public. Les cercles de maison suivent la topographie du site et descendent chaque fois de quelques mètres autour de la colline. Ce type d'organisation permet également d'éviter l'érosion du sol de la colline grâce aux murs de soutènement des maisons. Cependant, une des conditions données par le développement de la ville Ma'ale Adumim est qu'aucune maison ne doit se trouver à plus de deux cent cinquante mètres à pieds des services publics¹⁴.

Une des directives qui revient régulièrement dans ce manuel est le dégagement de la vue. Le manuel dit qu'il faut « installer les ouvertures dans le sens de la vue ce qui revient généralement à les situer dans le sens de la pente. [L'optimisation de la vue dépend de] la disposition des bâtiments et des distances qui les séparent



Ill 16 : Cône de vision depuis l'entrée. © www.decolonizing.ps/site/wp-content/uploads/2008/05/vision_plan-view-cone-landscape.jpg

de la densité, de l'inclinaison de pente et de la végétation »¹⁵. Les colonies dont le plan suit les courbes topographiques peuvent respecter ce principe consistant à dégager la vue au maximum. Les maisons situées sur l'anneau inférieur de la colonie auront une vue dégagée sans pour autant cacher la vue des maisons sur l'anneau supérieur. Les autres maisons doivent alors se placer dans les interstices laissés libres entre les maisons de l'anneau inférieur laissant ainsi leur vue également dégagée. Les maisons sont orientées en deux directions ; intérieur-extérieur. Les ouvertures vers l'intérieur servent à surveiller le bon fonctionnement de la colonie et les ouvertures vers l'extérieur à surveiller l'environnement, les villages palestiniens situés en contre-bas ou encore les routes d'accès. Sur tous les plans c'est la vue qui dicte la conception.

Chaque colonie prévoit une zone d'expansion afin de pouvoir grandir. Ces zones sont souvent prises sur des territoires palestiniens qui doivent alors être complètement évacués. Ils ne peuvent plus cultiver ces zones, même si l'expansion n'est pas prévue directement et la zone est déboisée et laissée à l'abandon. Aujourd'hui, pour éviter les foudres de la communauté internationale lors de l'implantation d'une nouvelle colonie, l'État dit qu'ils construisent la partie B de la colonie située sur la colline voisine. Les deux implantations portent alors le même nom mais sont divisées et on revient dans un principe d'expansion et non de colonisation.

L'architecture même des colonies est souvent extrêmement régulée. Le gouvernement choisit les compagnies de développement des projets et les compagnies de construction. L'architecture est souvent uniforme et répétitive. On retrouve principalement des maisons individuelles, ou doubles, toujours imaginées selon les principes de la maison familiale avec jardin. Les gens qui habitent les colonies proviennent souvent d'une classe moyenne et se sentent souvent à l'étroit dans des petits appartements en ville. Ici dans les colonies, le gouvernement promeut le grand air et les meilleures conditions de vie. Pour le même prix qu'un appartement à Tel Aviv, une famille peut avoir une maison individu-

elle avec un jardin. C'est ce type de population que les colonies visent majoritairement. Certaines colonies fonctionnent même sur le principe de « dessinez la maison de vos rêves »¹⁶. Mais la maison emblématique des colonies est la maison individuelle blanche avec une toiture en pente recouverte de tuiles rouges. Ces toitures rouges sont les éléments identifiables des colonies, de loin on peut reconnaître une implantation juive juste grâce à ces toitures, c'est un marqueur pour prévenir que ce village appartient à Israël qui sert également aux militaires pour reconnaître les zones sûres à partir du ciel ou de la terre.

En face de toutes ces constructions, la situation pour les Palestiniens devient de plus en plus compliquée. Tout est mis en œuvre pour rendre leur développement quasiment impossible. Les terrains disponibles deviennent de plus en plus rares et les permis de construire quasiment impossibles à obtenir. Si un Palestinien construit sur ses terres sans autorisation, la nouvelle construction est directement détruite. Les colonies s'étendent toujours plus au détriment de leur développement.



Ill 17 : Maisons coloniales typiques. © <https://global.unitednations.entermediadb.net>

3.3 Les infrastructures comme aide à la colonisation

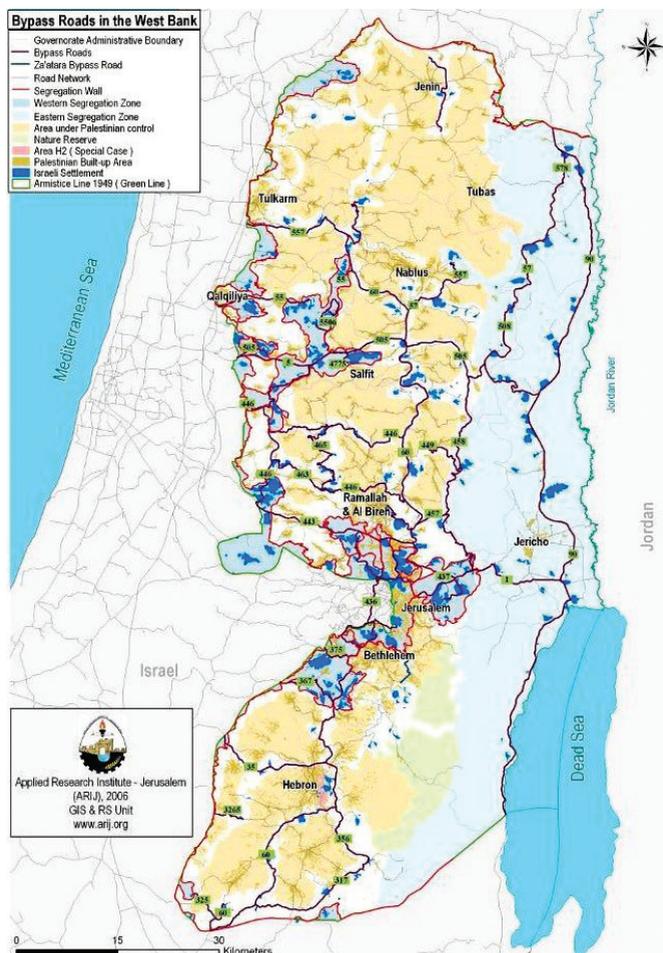
Dans les années qui suivirent la signature des accords d'Oslo, il fut de plus en plus compliqué d'obtenir des permis pour construire de nouvelles colonies dans le West Bank pour l'État d'Israël. Mais les Israéliens ont trouvé des méthodes sophistiquées et infaillibles pour y parvenir sans l'autorisation du gouvernement qui, bien évidemment, n'a jamais rien fait contre ces colonies sauvages et illégales.

Par exemple, en 1999, plusieurs colons se sont plaints auprès des militaires que leur réception mobile était mauvaise sur un virage de la route principale allant de Jérusalem vers les colonies au Nord. Pour eux, c'est une question de sécurité d'installer une antenne pour que la réception soit meilleure et le réseau Orange accepta donc de la construire dans la région. C'est sur la colline de Migron, au centre du virage, qu'elle sera érigée. C'est sur ce site même que, trois plus tôt, les Israéliens avaient déjà voulu construire une colonie en invoquant des raisons archéologiques, mais après des fouilles, rien n'a justifié cette colonie. Ces terres sont cultivées par des paysans palestiniens d'un village avoisinant. Compte tenu de l'urgence de cette construction qui représente une question de sécurité pour l'État d'Israël, l'antenne a pu être construite sans demander le consentement des propriétaires du sol. L'installation a ensuite été reliée aux réseaux nationaux électrique et des eaux. Les colons ont ensuite reçu la permission d'y stationner une caravane pour qu'une personne puisse rester 24h/24 pour surveiller le site. Très rapidement, la famille du surveillant est arrivée également, puis en 2002, trois autres familles sont venues mettre leur caravane. La nouvelle colonie grandit gentiment et puisque des familles s'y sont installées, l'État a trouvé une justification pour y construire une crèche. Migron est aujourd'hui le plus grand avant-poste des 103 construits en Cisjordanie. L'installation a donc justifié l'émergence d'un avant-poste et l'arrivée de colons sans pour autant avoir besoin d'une autorisation formelle. Migron n'est pas le seul avant-poste à « défendre » des installa-

tions. Les antennes téléphoniques sont souvent des excuses utilisées pour y installer des caravanes et créer de nouveaux avant-postes. Parfois, les Israéliens érigent même une fausse antenne afin de pouvoir s'installer sur une nouvelle colline.

Mais les Israéliens redoublent d'ingéniosité et ont trouvé d'autre moyen que la construction de nouvelles colonies ou avant-postes pour affirmer leur présence sur le territoire de la Cisjordanie en particulier. En 2004, durant la seconde Intifada, les Israéliens ont imposé une fermeture totale de Gaza et de la Cisjordanie. Les citoyens palestiniens ne pouvaient plus circuler et étaient cloîtrés chez eux. Ces mesures sont dites exceptionnelles dans la majorité des rapports mais en réalité elles ont lieu constamment, les Palestiniens sont tout le temps restreints dans leurs mouvements par l'interdiction de rouler sur certaines routes ou par les barrages et contrôles de sécurité fréquents. Il existe en Cisjordanie quarante-sept checkpoints permanents et onze temporaires¹⁷. La plupart des checkpoints sont situés à l'entrée en Cisjordanie quelques kilomètres après la Ligne Verte de séparation de 1967. Les contrôles sont censés être effectués sur toutes les voitures traversant les checkpoints, en réalité ils ne se font que sur des voitures palestiniennes qui sont parfois retenues plusieurs heures, le temps de vérifier les papiers de la voiture et du conducteur. Parfois même, les voitures sont gardées et le conducteur peut venir chercher sa voiture après un laps de temps défini par les agents de sécurité. Le tout est totalement arbitraire. Le droit au mouvement et à la circulation est basé sur la nationalité du conducteur.

Le système de route interdite repose sur le principe que tous les Palestiniens sont un danger pour les Israéliens, du coup, il est justifiable de restreindre leurs mouvements. On peut déjà dire que c'est une politique raciste qui incrimine l'entièreté de la population palestinienne dans leurs droits fondamentaux humains. Les droits de circulation sont donc différents selon la zone dans laquelle ils se trouvent. En zone A et B, zones où les Palestiniens ont de l'autorité, ils peuvent circuler quasiment sans problème. Mais en zone C les



III 18 : Cartes des routes interdites © <https://www.arij.org>

Palestiniens sont soumis à de nombreux contrôles, et n'ont parfois même pas le droit d'y entrer. Certaines routes sont complètement interdites à la circulation des voitures ayant une plaque palestinienne. Les Palestiniens n'ont même pas le droit de les traverser en voiture. Si une route autorisée doit traverser une route interdite, le conducteur doit laisser sa voiture d'un côté de la route, traverser à pieds et reprendre un autre véhicule pour poursuivre son chemin

de l'autre côté de la route interdite ou faire un détour et passer par des autres routes. B'Tselem recense dix-sept routes interdites sur plus de cent vingt kilomètres en Cisjordanie¹⁸. Mais les zones A et B où les Palestiniens peuvent rouler sont morcelées et divisées dans l'entièreté de la Cisjordanie. Les Palestiniens, pour circuler d'un endroit à un autre, doivent presque systématiquement passer par la zone C. Bien évidemment, il est formellement interdit pour les citoyens israéliens de circuler en zone A. Le gouvernement israélien trouve cette solution raisonnable car, pour eux, elle évite les frictions entre les Palestiniens et les Israéliens.

On comprend rapidement que les droits des deux populations ne sont pas égaux encore une fois. Les Israéliens peuvent circuler de manière totalement libre dans l'entièreté du territoire occupé sans contrôle alors que les Palestiniens sont obligés de passer par des zones de contrôles, d'avoir un permis de mouvement spécial pour circuler sur plus de 245 kilomètres de routes ou sont totalement interdits de circuler sur 120 kilomètres.

Il n'y a pas que des restrictions de circulation qui sont mises en place. Dès les années 1970, tout un système de routes est pensé et programmé dans le Master plan des implantations de colonies pour les années 1983-1986. On les appelle les routes Bypass car elles sont développées uniquement pour les colons, pour servir les colonies et évitent les localités arabes. De cette manière, les Israéliens ont construit des douzaines de nouvelles routes durant les années 1980 en détruisant le paysage palestinien. Certaines routes ne desservent qu'une douzaine de maisons et ne servent à rien d'autre.

Les routes sont normalement prévues pour relier deux points ou connecter des gens, les nouvelles routes de contournement israéliennes font exactement l'inverse. Elles ont été étudiées et placées de manière à couper les villages palestiniens entre eux pour mieux contrôler l'espace mais aussi pour éviter que ces villages ne grandissent. Le but de ces routes est réellement de

couper net le développement des villes et villages palestiniens. Pour obtenir les terrains nécessaires à la construction des nouvelles routes, les Israéliens ont deux stratégies. Ils invoquent un besoin militaire ou le désir d'améliorer les infrastructures pour les Palestiniens. De la même manière que pour les antennes relais, si la raison est militaire, les Israéliens ont le droit de prendre possession de terres pour y construire des routes sans autorisation des propriétaires. Pour eux, les colonies ont toujours joué un rôle militaire ce qui leur permettait de construire pour les desservir. De la même manière, ils ont réussi à argumenter que les constructions de nouvelles routes profiteraient aux Palestiniens. Dans ce cas-là, ces constructions sont considérées comme aidant la vie publique, les Israéliens peuvent donc exproprier sans autorisation préalable des gens pour y construire leurs routes.

En plus du fait que les Israéliens construisent de nouvelles routes pour le besoin des colons et non des Palestiniens, il arrive aussi régulièrement que les colons construisent des routes sans demander l'accord de personne. Entre 1994-1996 un bon nombre de routes sont ainsi construites en Judée et Samarie sans autorisation et ces routes passent en majeure partie sur des terres privées appartenant aux paysans palestiniens. Bien évidemment, l'armée s'empresse de donner les autorisations pour construire ces infrastructures avant que les Palestiniens ne réagissent et ne s'opposent à la construction. Beaucoup de ces routes illégales sont créées lorsque les avant-postes tels que Migron sont nés. Ces restrictions et interdictions de passages ne sont jamais écrites, tout choix est arbitraire. Seules quelques lignes qui parlent des routes interdites sont écrites dans le « Order Regarding Defense Regulation » :

« Seul un militaire peut interdire, restreindre ou réguler l'utilisation de certaines routes ou établir des routes sur lesquelles les véhicules, les animaux ou les personnes devraient passer de manière générale ou spécifique »¹⁹.

Contrairement au régime similaire d'Apartheid complètement institutionnalisé et inscrit dans la législation qui était utilisé

en Afrique du sud, ce régime de routes interdites n'est inscrit nulle part dans la législation israélienne, c'est une politique qui n'a jamais été déclarée et tous les ordres sont donnés sur le terrain, aucun panneau de circulation indique les routes interdites. Le système marche grâce à l'expérience des utilisateurs palestiniens, la plupart n'utilisent plus les routes interdites, même si aucun checkpoint ou barrière ne sont installés, simplement parce qu'ils savent que c'est une route interdite. Les routes ont été pensées de manière à étendre la colonisation plus loin. Elles ne servent que les colons ou servent à morceler et sécuriser le territoire palestinien, poussant ainsi les locaux à changer leurs habitudes de circulation. Certains préfèrent utiliser les transports publics qui ont le droit de passer sur d'autres routes que les voitures, d'autres choisissent de passer par des détours, des routes non-goudronnées afin d'éviter les routes interdites et d'arriver à destination. Les conducteurs palestiniens sont souvent retardés aux checkpoints ce qui influence également leur vie privée, et même parfois leur santé. B'Tselem a enregistré une quarantaine de cas²⁰ de Palestiniens qui sont décédés à la suite d'une trop longue attente aux checkpoints. C'est également les Israéliens qui délivrent les permis de circulation. Une fois encore rien n'est défini et personne ne sait comment faire pour en recevoir un, chaque dossier est traité au cas-pas-cas et eux seuls déterminent qui est jugé « sans danger » pour la population israélienne et peut circuler partout sans problème.

L'État d'Israël a une mainmise totale sur le système de circulation et l'utilise afin de favoriser leur politique de colonisation mais surtout de manière à montrer leur supériorité envers les Palestiniens qui ne peuvent que subir. De la même manière que pour les installations d'antennes relais, les Palestiniens n'ont aucun argument légal pour contrer ces constructions et cette ségrégation. Israël domine les territoires occupés de toutes les manières possibles, peu importe s'ils violent plusieurs droits fondamentaux humains comme le droit à l'égalité ou à la liberté de mouvements.

3.4 L'architecture comme engin de guerre

On remarque donc qu'en Israël, l'architecture est le bras droit de la politique et même le prolongement de la guerre. Le fait que la politique et la guerre impactent l'architecture dicte souvent l'aspect esthétique, les qualités émotionnelles et stylistiques des constructions. Il y a un type de colonie particulière qui représente bien l'impact qu'à la politique ainsi que l'utilisation de l'architecture comme engin de guerre, c'est le projet Homa Oumigdal lancé en 1936.

Homa Oumigdal est un projet d'apparence défensive, mais c'est en réalité une utilité offensive qui est visée par ce projet. Il s'agit simplement d'un baraquement construit pour sécuriser un nouveau territoire occupé sans que personne n'ait besoin d'y habiter, ni qu'aucune colonie n'ait besoin d'être construite. L'architecture est simplement là pour montrer une appartenance à l'État d'Israël. Ainsi, ce renforcement militaire est composé d'une



Ill 19 : Cartes des routes interdites ©histoiresdarchi.blogspot.com/2011/12/homa-oumigdal-mur-et-tour-matrices-de.html

barrière de bois doublée et remplie de grabats et au-dessus de laquelle on met du fils barbelé. On obtient un enclos de 35m sur 35m. Au centre, on y construit une tour en bois préfabriquée qui sert à observer les alentours ainsi que quatre baraques qui servent à loger le bataillon d'une quarantaine d'hommes dont le rôle est de défendre la région, si nécessaire.

Entre 1936-1939, plus de cinquante-sept de ces postes sont ainsi construits. Plusieurs critères dictaient l'établissement de ces campements : ils devaient pouvoir se monter en une seule journée, voir même une seule nuit, être en mesure de défendre ce territoire et éventuellement les colonies avoisinantes aussi longtemps que mettraient les renforts pour arriver, être visibles d'autres colonies ainsi qu'être accessibles en voiture. Plus tard, la plupart de ces campements ont évolué en Kibboutz.

Le premier campement renforcé de Tel Amal fut construit à la suite d'une altercation due à la révolte de 1936 avec des Bédouins. Ces derniers étant équipés de fusils, les Juifs ont dû faire volte-face. Afin de se protéger, ils ont l'idée de doubler les murs de leurs quatre baraques en y ajoutant des graviers au centre. Ils veulent également ériger aux coins des tours de garde mais les murs ne supportent pas le poids des graviers et des tours. Après un petit travail d'ingénierie, il est mis en avant que la construction ne leur coûterait pas beaucoup plus cher en ajoutant une tour de garde en son centre munie d'un projecteur pour la défense. Le campement est né.

Homa Oumigdal fut le prototype de l'architecture israélienne et dans une vision plus lointaine de la ville israélienne. Homa Oumigdal est la traduction pressée d'un acte politique en construction. C'est l'occupation du territoire par l'installation de n'importe quelle infrastructure, la priorité étant donnée aux fonctions de défense militaires et de sécurité sur tout le reste devant constituer une ville ou un groupement tout en mettant en avant la préfabrication ainsi que la rapidité de la mise en œuvre.

Le véritable caractère spectaculaire de la Homa Oumigdal ne provient pas simplement de l'apparence que ce baraquement a prise mais plutôt de son idée précurseur et de ce qu'il représente. Son programme et son mur vont devenir « idéologique » pour Israël, les maisons, enfermées et sécurisées vont devenir la base de toute action et de toute construction. Et le mur ; un moule de bois brut de vingt centimètres d'épaisseur rempli de gravier annonce quelque chose de bien plus fort. Le bois et les graviers ont été remplacés par du béton. Ce mur annonçait l'avenir, une protection dont le rôle est d'empêcher l'infiltration d'une population ennemie sur un territoire occupé, protégé des balles. C'est la promesse d'une protection qui, aujourd'hui, c'est matérialisé par le "mur de la honte" comme on a tendance à l'appeler. Un mur séparant la Palestine d'Israël, protégeant ainsi Israël des parias palestiniens.

Mais l'architecture et l'urbanisme n'ont pas seulement été utilisés pour assouvir la politique conquérante de l'État d'Israël et pour créer des machines mangeuses de territoire, mais ils servent également de machines de guerre dans les conflits urbains menés par Israël.

L'armée israélienne a très vite compris que l'un des principaux problèmes urbains pour l'armée israélienne était l'expansion extrêmement rapide des camps. L'armée israélienne appellera ce phénomène les « Jihad des constructions »²¹. Après la guerre des Six-Jours, beaucoup de nouveaux réfugiés sont admis dans les camps. La grille régulière et les abris préfabriqués apportés dans l'urgence par l'UNHCR après la guerre de 1948 ont complètement disparu et la majorité des camps ont grandi en agglomérations chaotiques, en petits labyrinthes remplis de petits passages, pas plus larges qu'un mètre pour la plupart. Même lorsque les territoires ont été complètement occupés, il était très compliqué pour l'armée israélienne d'entrer à l'intérieur de ces camps. En 1971, Ariel Sharon lance un assaut sur la bande de Gaza dans le but d'éliminer tous les membres de la résistance palestinienne ; mais pour permettre à ses hommes d'entrer dans les camps, il n'a pas

hésité à détruire des maisons pour élargir les routes et créer une série de petits quartiers, tous isolables, avec de grandes avenues entourant chaque quartier. Ce processus est similaire à celui effectué dans le temps à Paris, c'est pour cette raison qu'on l'appelle « l'hausmannisation de Gaza »²². Les quartiers sont complètement isolés et il n'est plus possible pour personne d'entrer ou de sortir des camps sans être vu. Les routes sont pavées et l'éclairage est installé, toujours dans des perspectives de sécurité et d'observation pour l'armée israélienne. Il prévoit également la construction de colonies entre chaque camps/ville de Gaza afin de les isoler et d'avoir le contrôle complet de ces territoires et de ce qui s'y passe. Cette opération a endommagé plus de six milles maisons sur une durée de sept mois et ce ne sera pas la dernière fois qu'Ariel Sharon utilisera cette méthode.

En avril 2002, « l'offensive rempart », est lancée simultanément sur 6 villes ou camps palestiniens (la ville moderne de Ramallah, la ville sainte de Bethléem, les camps de réfugiés de Jénine, Balata et Tulkarem et le centre historique de Naplouse), toujours par Ariel Sharon. Cette offensive répond aux nombreux attentats-suicides commis par des Palestiniens à l'encontre des Israéliens durant la seconde Intifada.

Ces conflits urbains sont souvent jugés incertains, chaotiques et imprévisibles. Il est impossible pour aucun parti d'établir un plan de bataille, ni même d'avoir une vision d'ensemble avant le début du conflit, les décisions sont prises à l'instantanée sur le terrain. Une autre particularité de ces conflits urbains est que les combattants, sont des civils et les civils peuvent être des combattant, tout le monde peut donc être un ennemi. L'armée israélienne a bien compris qu'elle devait laisser de côté les vieilles techniques de guerre visant à enchaîner les manœuvres selon un plan bien précis. Pour être performant dans ces conflits urbains, ils mettent au point une nouvelle technique d'opération appelée « l'essaimage ». Cette technique vise à briser la linéarité des conflits en mettant en place tout un réseau de petites unités semi-indépendan-

tes mais coordonnées qui opèrent toutes ensemble et en même temps. Toutes les unités peuvent discuter entre elles et aucune ne doit attendre d'ordre d'un commandement central pour agir. Ainsi, l'armée israélienne semble plus apte à contrer les différentes unités de résistances palestiniennes souvent dispersées. L'actuel Chef-d'État Majeur de l'armée israélienne, Aviv Kochavi, dira : « Une armée d'État qui affronte un ennemi dispersé en un réseau de bandes plus ou moins organisées [...] doit s'affranchir des vieilles notions de lignes droites, d'unité en formation linéaire, de régiments et de bataillons [...] et devenir elle-même beaucoup plus diffuse et disséminée, flexible et capable d'essaimer. Elle doit s'adapter à la capacité furtive de l'ennemi. L'essaimage est, à mon sens, la convergence simultanée sur une cible d'un grand nombre de nœud – la cernant si possible à 360° – [...] qui ensuite se scindent et se dispersent à nouveau »²³.

La première attaque fut lancée contre le camp de réfugiés de Balata situé à l'Est de Naplouse au début du mois de mars 2002. C'est l'occasion de tester leur « opération Rempart » dans des sites où ils n'ont alors jamais osé pénétrer auparavant. Ils ont



III 20 : Passage à travers les murs. ©www.jewishpress.com/IDF-House-and-Hammer

toujours considéré les camps de réfugiés comme des trous noirs, des endroits à éviter absolument et c'est exactement pour cette raison que, durant la première Intifada, les camps sont devenus le lieu de prédilection de la résistance palestinienne et des enclaves extraterritoriales qui ont toujours résisté au pouvoir militaire israélien.

L'opération utilise la technique du « passe-muraille », technique déjà présente dans leur manuel de guerre pour les arrestations principalement lorsqu'ils supposaient que la porte d'entrée pourrait être piégée, mais testée ici pour la première fois à grande échelle. De même que lors des arrestations, toutes les portes d'entrée dans le camp étaient barricadées par des tonneaux remplis de ciment en prévision de l'offensive israélienne, les rues avaient été minées et les portes d'entrées et les fenêtres piégées et les combattants étaient dispersés dans la ville, proches des grands carrefours, prêts à l'offensive. Les Palestiniens ont donc préparé un schéma de guerre traditionnelle, mais les israéliens, grâce à leurs nouvelles techniques arrivent à détourner ces schémas. Ils décident d'arriver simultanément par essaims, par toutes les entrées du camp, et au lieu d'entrer par la porte, ils se cachent derrière un mur et le défoncent afin d'entrer dans les maisons. Avant de s'engouffrer dans le trou, ils lancent une grenade incapacitante ou tirent des coups de feu au hasard. Puis ils entrent, enferment les occupants qui semblent suspects et continuent leur chemin dans la prochaine maison, toujours à travers les murs.

L'irruption inattendue de la guerre dans les sphères privées, chez les habitants, a été vécue comme la pire humiliation et le plus grand traumatisme des Palestiniens de cette époque. Il y a une certaine confusion entre le dedans et le dehors. Pour les soldats, les salons et toutes les pièces par lesquelles ils passent font parties de l'extérieur, même si ces pièces font parties intégrantes des logements palestiniens. Il y a une sorte d'inversion spatiale de l'espace ; c'est n'est plus l'ordre spatial qui définit le mouvement mais bien le mouvement qui définit l'espace. La ville n'est plus un site mais devient un matériel de guerre à part entière.

La majorité des combats se font à l'intérieur de maisons. À Naplouse, 50% des maisons sont éventrées durant l'opération.

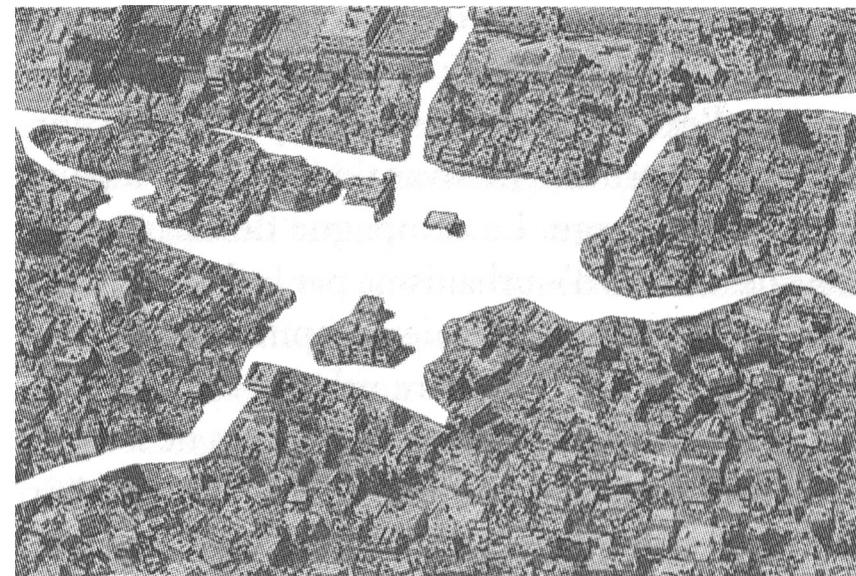
Après ce siège du camp de Balata, les Israéliens procèdent à un changement d'objectif. À Balata, ils se sont rendus compte que la majorité des combattants palestiniens avaient pris la fuite durant le siège, ou s'étaient rendus aux Israéliens. Désormais le but est d'éliminer un maximum de personnes. Ils changent de processus lors du siège de Naplouse par exemple, un bataillon prend possession d'une maison, à un carrefour particulier et se met en place, prêt à tirer. Pendant ce temps, diverses opérations sont menées dans la ville afin de faire sortir les Palestiniens, ils sont alors immédiatement abattus. La procédure est alors appelée la « Veuve de paille ». Ces opérations se couronnent de succès pour les Israéliens notamment parce qu'il y a beaucoup de mort, mais aussi parce qu'ils ont prouvé qu'ils pouvaient entrer et s'imposer n'importe où en Palestine.

Les Israéliens ont prouvé que l'espace que l'on voit n'est qu'une question d'interprétation et qu'ils peuvent repousser leur interprétation jusqu'aux limites physiques de l'espace. L'officier Aviv Kochavi dira d'ailleurs : « La question est précisément de savoir comment vous interprétez la ruelle. L'interprétez-vous, comme un architecte ou un urbaniste, comme un lieu par lequel on peut passer, ou au contraire comme un endroit par lequel il est interdit de circuler ? Ce n'est qu'une affaire d'interprétation. Nous, nous avons interprété la ruelle comme un endroit par lequel il est interdit de passer, la porte comme un élément qu'il est interdit de franchir, la fenêtre comme un élément par lequel il est interdit de regarder, pour la simple et bonne raison qu'une arme nous attend dans la ruelle, un piège nous attend derrière les portes. C'est que l'ennemi interprète l'espace de façon traditionnelle et classique, et moi, je ne veux pas obéir à son interprétation pour tomber dans ses pièges. Non seulement je ne veux pas tomber dans ses pièges, mais je veux le surprendre. C'est la quintessence de la guerre »²⁴.

Les combats urbains sont des problèmes spatiaux. La con-

dition sine qua none pour parvenir à la victoire dans un conflit urbain c'est d'interpréter – voir de réinterpréter – l'espace, il faut une sorte de déconstruction de l'environnement urbain existant pour le transformer à sa guise.

Plusieurs de ces techniques de guerre ont été inspirées par des architectes comme Bernard Tschumi avec son livre *Architecture et Disjonction* ou il met en avant l'idée d'une disjonction comme « une rupture avec le savoir à perspective unique et la pensée centralisée ». Certaines idées sont également inspirées et reprises de manière simplifiée et un peu arrangée des philosophes Gilles Deleuze et Félix Guattari et de leur livre *Mille Plateaux* écrit en 1980 dans lequel ils s'intéressent aux études de la guerre. Ils parlent notamment de « lisser l'espace ». Pour eux, les armées doivent aborder des opérations en regardant l'espace comme s'il n'y avait aucune frontière ou limite. Cela permet de produire des espaces opérationnels sans que les frontières ne les dérangent. Dans le cas de la Palestine, c'est encore aujourd'hui un « espace strié » pour



Ill 21 : Nouveau centre du camp de Réfugiés de Jénine après les démolitions. ©Eyal Weizman

les Israéliens, c'est-à-dire qui possède des frontières, des obstacles et des clôtures. Il faut parvenir à ne pas tenir compte de des limites imposées par le paysage et « lisser » l'espace. C'est ce que les Israéliens ont mis en place avec leur technique de traverser les murs, ils ne tiennent pas compte des frontières, mais aussi à travers leur politique d'occupation et d'installation des colonies sans tenir compte de l'appartenance du terrain.

Les Israéliens ont également travaillé l'urbanisme d'une autre manière afin de parvenir à leur fin ; par la destruction. Lors de l'attaque du camp de Jénine, lancée le 3 avril 2002, les Palestiniens se tenaient prêts. Ils avaient divisé le camp en quinze secteurs protégés par une douzaine de combattants. L'armée israélienne a procédé de la même manière, en défonçant les murs puis en laissant les unités se disperser, circuler à travers les murs et combattre dans les maisons.

Seulement à Jénine, les Palestiniens ont émis plus de résistance que prévu. En réalisant qu'une semaine après le début du conflit, l'armée n'avait toujours pas réussi à entrer complètement



Ill 22 : Centre du camp de réfugiés de Jénine après les démolitions.
© <https://palestine-fce.ch/films-evenements/jenin-jenin/>

et à maîtriser le camp, ils décidèrent d'utiliser une autre méthode inspirée de l'offensive qu'avait menée Ariel Sharon au début des années 1970 dans la bande de Gaza. Ils envoyèrent les Bulldozers créer des nouvelles artères de circulation permettant à leurs chars d'assaut d'entrer dans le camp ainsi que raser le centre, quartier qui résistait encore aux offensives israéliennes. Toutes les maisons d'où provenaient des tirs devaient tomber. En quelques jours, le centre du camp est rasé et plus de quatre-cents maisons sont détruites, enterrant sous les décombres de leurs propres maisons les combattants palestiniens mais également les civils qui n'ont pas pu être évacués. Au total, 40'000 mètres carrés ont été rasés dans l'offensive créant un nouvel « urbanisme par la destruction » au camp.

Grâce aux avancées technologiques, l'armée israélienne possède des caméras thermiques, des fusils et des munitions assez performants pour détecter les corps à travers les murs et de tirer, transpercer et tuer sans même abattre le mur. Ces avancées poussent les soldats à toujours devoir s'adapter. Les soldats deviennent des architectes et des urbanistes. Ils détruisent la ville palestinienne pour la remodeler et la reconstruire selon leurs idéaux. Dans ces conflits urbains menés par Israël, la destruction et la reconstruction sont complémentaires, presque identiques, la destruction ne sert qu'au remodelage stratégique de l'environnement et à le rendre plus conciliant avec l'armée. Les soldats savent maintenant étudier des bâtiments, comprendre leur fonctionnement et les modifier pour qu'ils deviennent une arme de guerre, un composant servant leurs intérêts, les protégeant, ou même tuant leurs ennemis. L'architecture est la guerre et la guerre se reflète dans l'architecture.

4. Architecture palestinienne

En Palestine, plus que partout ailleurs, la terre revêt un statut politique, symbolique, majeur et même existentiel puisque c'est de cette même terre que dépend la survie du pays et l'identité palestinienne. Mais l'architecture possède également une identité palestinienne, et malheureusement elle est trop souvent oubliée par le gouvernement dont ce n'est pas la principale priorité et elle est détruite délibérément par les occupations israéliennes.

Si ce patrimoine culturel matériel est si menacé, c'est également parce qu'il n'y a aucune loi, ni aucune personne qui le protège. Jusqu'à très récemment, les lois de la Palestine étaient un mélange provenant de tous les différents régimes qui ont gouverné le pays. Il n'y avait que très peu de lois recensées concernant l'architecture, seuls les sites archéologiques d'importance ainsi que les bâtiments datant d'avant 1700 étaient protégés. La quasi totalité des édifices religieux étaient exclus de toute protection ou intérêt.

Il a fallu attendre 1994 pour qu'une organisation indépendante, RIWAQ, initie un registre des bâtiments historiques sur toute l'échelle du territoire palestinien. Au final, ce registre donne des informations sur plus de 50'320 bâtiments historiques dans 422 localités palestiniennes situées tant en Cisjordanie qu'à Gaza. Malgré ce registre et malgré une nouvelle loi votée en 2018, tous les bâtiments construits après 1917 ne sont pas pour autant protégés.

Le patrimoine, l'architecture et les paysages palestiniens sont devenus aujourd'hui une arme pour les architectes et urbanistes pour combattre et résister à l'occupation et à l'uniformisation du paysage provoquée par le bâti moderne mis en place par les politiques et les colonies israéliennes. Protéger ce qu'il reste de ce patrimoine situé sous le contrôle de l'autorité palestinienne est d'autant plus important sachant que cette dernière n'a aucun droit sur le reste du patrimoine palestinien qui est sous autorité israélienne, y compris à Jérusalem.

Entre 1948, année de l'indépendance israélienne, et 1952, plus de 400 villages palestiniens ont été détruits. On peut dire que la



Ill 23 : Chantier d'une maison traditionnelle palestinienne. ©www.riswaq.org / Maston collection

Palestine est donc physiquement et littéralement en train de disparaître. La quasi totalité du patrimoine bâti de la Palestine se concentre aujourd'hui dans seulement cinquante villages à l'architecture vernaculaire et les seuls à pouvoir préserver cette architecture sont les habitants. Malheureusement, les besoins de ces habitants ont changé depuis les années. Or, les maisons traditionnelles possèdent un confort très limité et sont adaptées à un mode de vie axé sur l'agriculture avec des espaces de stockage des récoltes et pour les animaux ; ce qui ne correspond plus aux usages aujourd'hui. Elles sont même considérées comme insalubres et engendrent une idée de pauvreté qui pousse les habitants de ces villages à délaisser ce patrimoine culturel et se ruier dans les régions urbaines dans des immeubles sans charme et sans aucune tentative d'intégration dans le paysage architectural palestinien et qui ressemblent un peu trop à l'architecture parachutée des colonies israéliennes.

4.1 L'architecture traditionnelle

L'occupation israélienne mais également le manque d'intérêt des palestiniens détruisent le patrimoine culturel et architectural de la Palestine, mais quel est ce patrimoine ? Malgré le fait que la Palestine possède seulement un petit territoire géographique, elle fut qualifiée de « berceau de la civilisation » et est l'un des lieux clés sur l'ancienne carte du Proche-Orient. De par sa position, elle se situe au « croisement » des différentes civilisations mondiales. Ses interactions avec tout ce qui vient et ce qui va vers la péninsule arabique, vers la Mésopotamie, vers des régions méditerranéennes et vers la Syrie ont apporté une très grande richesse à la culture locale qui est encore visible aujourd'hui.

Grâce à sa situation entre l'Asie, l'Afrique et les régions méditerranéennes, la Palestine est devenue une importante route commerciale et le territoire en porte encore les stigmates. Les caravanes chargées venant d'Afrique, d'Inde ou même du golf arabe effectuaient plusieurs arrêts en Palestine avant d'accéder

soit au port de Gaza soit en continuant leur route vers les côtes méditerranéennes ou les vallées jordaniennes. C'est pourquoi on trouve encore dans le paysage palestinien, dispersées le long de ces routes commerciales, des installations comme des Khans, des caravansérails de l'époque, des citadelles ou des points d'eau potable. Ces éléments font partie intégrante du patrimoine culturel matériel de la Palestine et sont aujourd'hui souvent détruits par Israël.

La Palestine possède un héritage culturel matériel très diversifié car elle a été sous l'emprise de bons nombres d'empires durant son évolution, accueillant sur ces terres trois religions et ayant un climat et une topographie très variés. Les héritages construits diffèrent d'un endroit à un autre, des régions côtières, des montagnes, de la vallée du Jourdain et des plaines désertiques, d'une religion à l'autre et d'un climat à l'autre. Cette diversité se voit également à travers les différentes techniques de construction et les différents matériaux utilisés selon le site allant de plusieurs types de pierre à la brique, au marbre ou encore au granit. Certains empires dirigeants ont laissé des traces indélébiles dans l'architecture de la Palestine, exactement comme Israël avec son architecture coloniale détachée de tout lien avec l'architecture vernaculaire palestinienne.

Les villes palestiniennes ont pris plusieurs formes, allant du camp de réfugiés à la grande ville en passant par les petits villages. Cependant, on retrouve régulièrement des éléments communs dans chacune de ces formes urbaines.

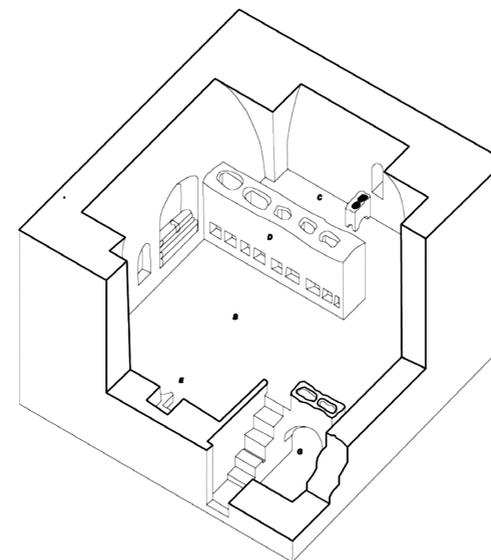
Les centres-villes et les quartiers sont les deux composants principaux des villes palestiniennes. Les centres-villes sont plus denses que les quartiers. Les immeubles se suivent sans laisser d'espace entre eux, et les gens y habitent principalement en appartement. Ces zones réunissent les principaux magasins et shoppings, les zones de bureaux, les bâtiments gouvernementaux et les écoles. Les quartiers, eux, sont principalement des zones résidentielles mais possèdent également des épiceries. Ils sont composés de

différents types d'architecture allant des appartements jusqu'aux maisons individuelles et aux villas. Les constructions sont toute distantes de quelques mètres du trottoir et les espaces verts, les jardins et les paysages naturels sont beaucoup plus présents que dans les centres-villes, spécialement dans les villages.

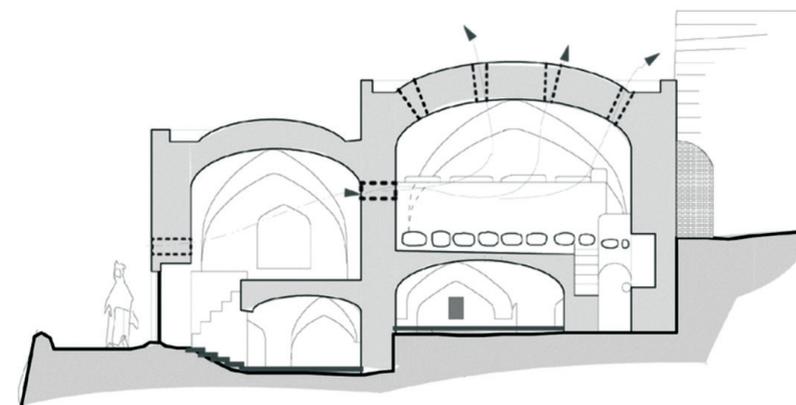
Les villages et camps sont souvent assez petits pour ne pas disposer de zones, tout y est mélangé et les écoles sont souvent accessibles à pied pour tout le monde. L'architecture y est plus traditionnelle.

L'architecture traditionnelle palestinienne est principalement faite à base de matériaux locaux et bon marché mais elle réagit également à la nature et au climat. Elle varie donc d'un lieu à l'autre. Par exemple, dans les régions montagnardes et dans les plaines côtières, les constructions sont principalement en pierre et on retrouve les mêmes détails constructifs, mais les constructions dans la vallée du Jourdain sont différentes, en premier lieu parce que la pierre n'est pas forcément disponible dans cette région, mais également parce que le climat n'est pas le même. Il en résulte deux manières de construire différentes. Mais l'architecture traditionnelle palestinienne a aussi été affectée par d'autres civilisations qui ont apporté en Palestine leurs propres méthodes de construction. Ainsi, on trouve une série de matériaux, de détails et de méthodes qui sont utilisés en Palestine et qui sont promulgués au titre d'architecture typique ainsi que des autres techniques, matériaux et détails empruntés des cultures romaines, byzantines, grecques et pleins d'autres cultures qui ont laissé leurs traces dans l'architecture traditionnelle palestinienne, ou du moins dans ce qu'il en reste aujourd'hui.

L'utilisation du bâtiment mais également les moyens du propriétaire jouent un rôle majeur dans la forme que prend l'architecture vernaculaire. Avant la colonisation israélienne, la Palestine était composée à 60% de paysans. L'architecture paysanne n'est pas la même que celle que l'on peut trouver en ville et diffère également dans les techniques de construction selon les moy-



III 24 : Axonométrie maison paysanne palestinienne © "Architecture of Resistance"



III 25 : Coupe maison paysanne palestinienne © "Architecture of Resistance"

ens mis en œuvre durant la réalisation. La maison paysanne est la construction la plus représentée dans les villages palestiniens traditionnels. Elle possède un plan très simple, souvent cubique, constitué d'une seule salle mais ses dimensions et ses hauteurs peuvent varier. Dans certains cas, d'autres chambres peuvent venir se greffer au bâtiment. Les paysans ne pouvant souvent pas s'offrir de bois, qui est rare en Palestine, les ouvertures sont extrêmement petites donnant une qualité de lumière médiocre à l'intérieur de la maison. Mais ces petites ouvertures permettent de protéger l'intérieur de la maison des intempéries en hiver et des rayons de soleil brûlant en été. La pièce est divisée en deux parties, une partie pour la famille qu'on appelle mastabeh et une partie pour les animaux appelée rawieh. Les maisons sont toutes orientées différemment, mais toujours de manière à s'adapter au climat. Les conditions créées à l'intérieur de la maison. C'est-à-dire presque complètement close, permettent d'utiliser la pièce principale comme un lieu de stockage pour les récoltes, il fait frais en été et l'hiver, l'humidité n'arrive pas à pénétrer dans la maison. On retrouve ce type d'habitation traditionnelle partout en Cisjordanie et à Gaza et elles sont principalement construites en pierres. Dans certains villages plus grands et plus riches, ces simples maisons peuvent se transformer en véritables labyrinthes, accumulant les pièces les unes à côté des autres ou sur plusieurs étages, chaque pièce avec un niveau différent séparé de quelques marches. Ces maisons sont souvent organisées autour d'une cour.

Les constructions urbaines sont toujours un peu plus développées qu'en campagne et bien que la majorité des habitations dans les centres historiques des villes soient composées de maisons paysannes, on trouve deux autres types classiques d'habitation. La maison avec cour permet de donner plus de privacité aux pièces tout en facilitant leur accès. La cour centrale dessert les pièces l'entourant. Ce type de construction correspond très bien au climat palestinien, particulièrement si la cour est entourée par un portique ; les chambres ouvertes sur la cour sont alors protégées des rayons directs du soleil ainsi que de la pluie. L'orien-

tation du bâtiment est choisie de manière à ce que la cour soit majoritairement à l'ombre pour éviter les surchauffes en été. Le second type de construction s'appelle les maisons Liwan. Ces maisons peuvent être comparées aux maisons de maître. L'entrée mène directement à un hall (Liwan) sur toute la hauteur de la maison et couvert souvent par une ou plusieurs voûtes. Ce hall utilisé comme salle d'attente dessert les pièces arrangées tout autour, de la même manière que la cour à ciel ouvert. Cette fois l'orientation de la maison n'a pas de lien direct avec des considérations environnementales, ce type de maison est simplement placé de manière à faciliter son accès.

Les bâtiments publics dans les villages ne diffèrent souvent pas des autres maisons, ils sont construits de la même manière que les maisons paysannes, avec les mêmes matériaux et les mêmes techniques. On ne reconnaît pas forcément la fonction d'un bâtiment à un autre, excepté pour les édifices religieux. En ville, les bâtiments publics sont souvent plus travaillés.

Jusqu'à la moitié du XXe siècle, la pierre était le matériau principal dans la construction en Palestine. Le ciment et le béton, inventés dans les 19e siècle ne sont pas disponibles en Palestine avant la deuxième guerre mondiale ; avant cela, toute l'architecture vernaculaire de la Palestine se composait de pierres, de chaux et de mortier. Il y a trois différents types de pierres présentes dans les différentes régions de la Palestine :

- La pierre calcaire que l'on trouve dans les zones montagneuses centrales et sur les plaines côtières.
- Le grès qui est utilisé uniquement dans les plaines côtières. Cette pierre est facile à transporter et à utiliser dans la construction mais elle réagit très mal aux intempéries et s'effrite très facilement. C'est pourquoi elle est toujours recouverte de plâtre
- L'argilite est utilisée dans la vallée du Jourdain et dans les plaines côtières. Composée d'argile et de terre, on utilise souvent cette roche pour créer des briques ; on mixe l'arg-

ilite avec du sable et de l'eau, on le met dans un moule de 20cm * 20cm * 40cm et on les laisse sécher au soleil.

Le bois est un matériau extrêmement cher en Palestine, on n'en trouve que très peu sur place, il faut donc l'importer. Il est très rarement utilisé dans l'architecture traditionnelle excepté pour les linteaux de certaines maisons, pour les fenêtres et les portes. Dans certaines constructions de la vallée du Jourdain et des plaines côtières de Gaza, le bois est utilisé pour construire la charpente des toitures.

Quelques méthodes de construction définissent l'architecture traditionnelle palestinienne et ses formes. Les murs, par exemple, sont souvent très épais, entre 80 centimètres et 120 centimètres. Leur épaisseur permet de reprendre le poids et les efforts de la toiture mais également de garder la maison au frais l'été et au chaud l'hiver. Les pierres sont empilées de manière à ce qu'aucun joint ne se retrouve superposé à un autre. Les toitures sont également un élément distinctif de la construction palestinienne traditionnelle. Dans les régions des montagnes, les toitures prennent le plus souvent la forme de voûte ou de dôme. Les maçons ont tellement travaillé ces voûtes que les portées peuvent maintenant dépasser les dix mètres. Dans la région de la vallée du Jourdain et des plaines côtières les toitures sont plutôt construites avec deux pentes. Ceci s'explique par le fait que les maisons ne sont pas construites en pierre mais en argilite et cette pierre ne supporterait pas les efforts et les charges d'une voûte.

L'architecture palestinienne prend plusieurs formes, selon sa situation et les matériaux présents sur le site. Cependant, les techniques de construction et les formes restent similaires. Cette architecture est aujourd'hui identitaire, elle possède une force que l'architecture israélienne n'a pas. L'architecture palestinienne évoque un savoir-faire local, elle exploite de manière pertinente le paysage et le géographie et mélange les fonctions domestiques, commerciales et agricoles. Elle travaille avec le site, réagit au climat et s'adapte contrairement à l'architecture israélienne placée

n'importe et où et toujours avec la même forme. Les savoir-faire architecturaux avaient peu bougé en Palestine depuis plusieurs siècles, mais ils ont très mal réagi face à la crise territoriale et à la colonisation.

4.2 L'architecture moderne

L'architecture contemporaine est arrivée dans le courant du XXe siècle grâce aux nouveaux matériaux et aux nouvelles techniques de construction à disposition. L'apparition de poutres métalliques et du ciment a bouleversé les codes de l'architecture palestinienne bien que la pierre reste toujours la composante principale de leur méthode de construction, elle change de forme et de mise en place. Mais les matériaux ne sont pas la seule raison de ce changement. Les différents changements de gouvernement à Gaza et en Cisjordanie ont beaucoup affecté la construction dans ces régions en créant un chaos total dans la planification et dans le développement du style architectural. Durant ces périodes d'occupation, beaucoup de bâtiments ont été construits extrêmement rapidement, par la population palestinienne, sans qu'aucun architecte n'y mette sa griffe ni qu'aucune autorisation de construire ne soit délivrée. Ces nouvelles constructions sont vraiment économiques en termes d'espace et de méthode de construction, mais fleurissent partout. C'est un moyen de réagir et d'inclure l'architecture dans le combat pour une terre. Les Israéliens ne sont pas les seuls à comprendre que construire et habiter veut dire posséder le sol. Construire devient alors une méthode de s'engager pour leur patrie.

Durant les années des accords d'Oslo, les constructions palestiniennes sont clairement en augmentation. On commence à voir dans ces nouveaux villages ou villes palestiniens des toitures à deux pans recouverts de tuiles rouges progressivement remplacer les toitures voûtées historiquement utilisées. Les schémas de ces nouveaux quartiers palestiniens ressemblent très fortement aux

colonies. Les ressemblances sont telles qu'on peut presque parler de camouflage. Les toitures rouges ont toujours été un élément identitaire des colonies qui permettait aux militaires de reconnaître les villages israéliens du ciel ou de loin (cf. 3.2) en imitant les signes distinctifs de l'architecture israélienne, les nouveaux quartiers palestiniens se protègent et rendent la frontière visuelle moins claire entre les deux types de localité, les colonies et les villages locaux. L'organisation des villes et villages devient chaotique et change l'image de l'architecture palestinienne. Plus de 50% des constructions en Cisjordanie sont érigées durant la période des accords d'Oslo et ces constructions montrent bien le manque d'intérêt des acteurs privés pour le domaine de l'architecture traditionnelle. Il en résulte la destruction de beaucoup de sites et monuments historiques. Le manque de place, plus de 80% de la population vit sur moins de 12% des territoires A sous autorité palestinienne. L'augmentation toujours plus grande de la population, le manque d'intérêt et le manque de financement sont des problèmes importants pour l'architecture traditionnelle et font pencher la balance vers la destruction de cet héritage trop cher à entretenir pour peu d'efficacité et un confort restreint pour le remplacer par une architecture moderne et des bâtiments en béton.

Suite à ces accords également, les sept grandes villes palestiniennes passent sous contrôle civil et sécuritaire palestinien alors que la majorité des villages sont sous régime mixte et les Israéliens y assurent la sécurité. Accompagné du fait que la colonisation augmente chaque jour, que chaque année voit naître de nouvelles colonies accaparant le sol palestinien, grappillant des terres agricoles et la construction du mur annexant chaque fois plus de territoires, les villageois palestiniens sont asphyxiés, ils n'ont plus aucune chance de se développer et ils se ruent alors en ville. L'urbanisation de la Cisjordanie et le boom immobilier enregistré dans les grandes villes, comme c'est le cas à Ramallah depuis une quinzaine d'années, sont les conséquences directes de l'asphyxie de territoire occupé. La majorité des Palestiniens vivent sur un tiers du territoire. Les sociétés agricoles se transforment en

sociétés industrielles et administratives et le nombre d'habitations augmente fortement dans les villes. Les Palestiniens développent alors un type de construction très peu utilisé auparavant, les immeubles composés de plusieurs appartements, on peut même trouver à Gaza des tours qui se développent. Ces constructions fréquentes en ville sont rarement observées dans les villages, et sont construites principalement en béton perdant ainsi le lien avec la pierre traditionnelle.

Il est également important de comprendre comment les villes sont développées et réagissent au contexte de l'occupation menée par Israël. L'une des stratégies menées par l'ancien Premier Ministre de la Palestine, Salam Fayyad, entre 2007 et 2013 prévoit un développement rapide de la ville de Ramallah transformant le quartier Nord de la ville en une citée bourgeoise d'un certain confort. Cette transformation se fait complètement indépendamment de l'occupation. Ces cités portent tous les symptômes spatiaux et esthétiques de leurs voisines, les colonies. Certaines personnes parlent alors du syndrome de Stockholm architectural²⁵.



Ill 26 : Tours dans Ramallah. ©Google Map & Plaza Hôtel

Un projet a même été lancé il y a sept ans pour créer une nouvelle ville sur une colline au Nord de Ramallah, Rawabi. Après des longues discussions politiques avec Israël concernant le rattachement à l'eau bien que la construction se situe en zone A et B, la ville a finalement pu être construite et a ouvert ses premiers appartements en 2015. Composée de quarante mille nouveaux logements, d'un stade de football et d'un amphithéâtre romain (d'ores et déjà construit), d'écoles, de restaurants, de bureaux et d'un cinéma, cette ville est construite entièrement par la main d'œuvre palestinienne et promet qu'elle sera bénéfique au développement de la Palestine. Le projet, financé en partie par le Qatar, est construit simplement dans le but de défier les colonies avoisinantes. On retrouve une similitude frappante avec les colonies, on reproche souvent à cette nouvelle ville palestinienne de rendre l'architecture des colonies acceptable car reproduite. Mais comment rendre les implantations israéliennes inacceptables ? Cette ville s'élève comme un symbole de la nouvelle Palestine, elle sauve des terrains palestiniens de la colonisation israélienne, elle supporte l'économie chancelante du pays, offre une quantité de nouveaux postes de travail nécessaires à la survie du pays et propose une meilleure qualité de vie.



III 27 : Nouvelle ville de Rawabi. ©www.rawabi.ps

Ramallah se développe aussi particulièrement grâce à sa situation proche de Jérusalem. Les Palestiniens ont presque complètement perdu l'espoir de voir Jérusalem (re)devenir leur capitale, ils se sont rabattus sur Ramallah pour la transformer en capitale économique de la Palestine. Les promoteurs et leur appât du gain ont conduit à défigurer complètement Ramallah qui a détruit plus de la moitié de son architecture traditionnelle au profit de grands projets.

Mais pour construire toujours plus à Ramallah, il a fallu trouver une parade pour contrer les restrictions israéliennes qui empêchent la ville de s'étendre ; à savoir développer la ville verticalement. La mode des gratte-ciels est lancée à Ramallah financée majoritairement par les Émirat Arabes Unis et le Qatar. On est encore bien loin de Dubaï, mais pour la Palestine qui est plutôt habituée aux bâtiments de faible hauteur c'est quelque chose de neuf. Le projet le plus avancé nommé « Burj Falestine » est composé d'un immeuble au squelette de verre et de béton de vingt-trois étages intégrant un centre commercial, un cinéma et un restaurant rotatif en haut de la tour. On est bien loin des maisons paysannes traditionnelles extrêmement simples et construites en pierre.



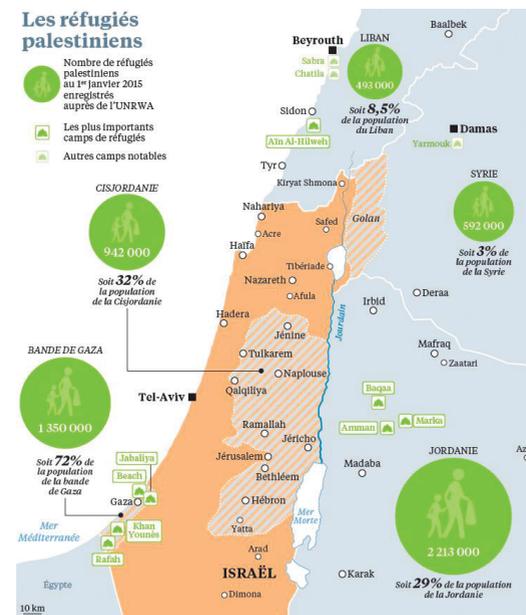
III 28 : « Burj Falestine » à Ramallah. ©Jafar Tukan Architects

Ramallah est face à un double problème : tenir son rang de capitale du régime autonome de Cisjordanie qui nécessite d'améliorer la totalité de la ville, donc également le vieux centre-ville congestionné et composer avec les accords d'Oslo et les restrictions israéliennes qui empêchent toutes constructions palestiniennes en zone C, zone qui entoure complètement la ville, qui augmente le prix du terrain et qui pousse à cette folie des grandeurs actuelle. Si la ville avait pu urbaniser les villages palestiniens aux alentours, la situation ne serait peut-être pas pareille, la ville aurait pu s'étendre horizontalement et n'aurait peut-être pas été tentée par des financements pour transformer Ramallah en quartier des affaires de villes européennes.

4.3 Les réfugiés, incubateurs de nouvelles villes

Il y a un peu plus septante ans qu'a eu lieu la « Nakba », la catastrophe pour le peuple palestinien. En une année de guerre, ils ont été dépossédés de leurs terres, leurs villages ont été détruits, ils ont été expulsés, pillés et massacrés et leur ennemi a pu officialiser l'existence et l'indépendance de l'État israélien sur des terres palestiniennes. Cette catastrophe a créé une nouvelle catégorie de population palestinienne ; les réfugiés. En 1948, plus de 800'000 Palestiniens sont expulsés et se retrouvent à la rue, sans maison et plus de 530 villages palestiniens sont détruits et ces chiffres n'ont fait qu'augmenter au cours des années d'occupation. Aujourd'hui, on compte 5'442'947 réfugiés selon l'UNRWA, l'agence de l'ONU d'aide aux réfugiés palestiniens, répartis sur quatre endroits :

²⁶	Jordanie	Bande de Gaza	Cisjordanie	Syrie	Liban
Nbre de Réfugiés	2'206'736	1'386'455	828'328	~551'873	469'555
Nbre de camps	10	8	19	9	12



III 29 : Carte répartition des réfugiés
 © http://services.la-croix.com/webdocs/pages/longform_plan_kerry/

Leurs conditions diffèrent en fonction du pays dans lequel ils se sont réfugiés. Une grande partie des réfugiés vit encore en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza. Leurs conditions sont certes moins bonnes que les non-réfugiés, ils souffrent du surpeuplement, du manque d'infrastructure, de la pauvreté et du chômage (32,3% pour les réfugiés contre 21,4% pour les non-réfugiés) mais c'est tout de même dans leur pays qu'ils possèdent les meilleures conditions de vie. Pour beaucoup des réfugiés palestiniens venant de la Cisjordanie, il a été facile de prendre la nationalité jordanienne vu que la Jordanie a annexé les territoires cisjordaniens après la guerre de 1948, mais ils ne disposent pas des mêmes droits, ils ne sont pas protégés de la discrimination et les palestiniens de Gaza ne peuvent pas bénéficier de cet avantage n'ayant jamais été gouverner par la Jordanie. Les droits palestiniens en Syrie sont tout de même respectés, ils ont l'accès aux services sociaux mais ils revivent encore une fois la migration forcée due au conflit syrien. C'est au Liban que leurs droits sont les plus bafoués.

Considérés comme des « résidents temporaires », ils sont encore aujourd'hui vus comme des fardeaux. Ils vivent dans des camps fermés et sont surveillés par l'armée libanaise, ils n'ont pas le droit d'exercer toutes les professions et ils n'ont pas le droit d'acquérir des terres. Les relations entre le Liban et les Palestiniens ne se sont pas améliorées après la guerre du Liban en 1982 quand Israël a envahi le Liban en représailles d'une opération palestinienne et dans le but d'exterminer une bonne fois pour toute la résistance palestinienne et l'OLP qui y avait élu domicile.

Les camps de réfugiés officiels sont toujours placés sur des terres de l'État ou des terres privées prêtées à l'UNRWA. Leurs buts sont d'accueillir les plus démunis et de leur offrir le minimum nécessaire à leur survie ; un logement, de la nourriture, l'accès à l'école primaire et secondaire et l'accès aux soins. L'UNRWA définit elle-même les réfugiés comme étant « les personnes dont le lieu de résidence était la Palestine durant la période du 1er juin au 15 mai 1948 et qui ont perdu à la fois leur domicile et leurs moyens de subsistance à la suite du conflit de 1948 »²⁷. Les séjours dans les camps sont supposés être temporaires, une temporalité devenue permanente pour les Palestiniens bien évidemment allant contre leur volonté. Selon les programmes de l'UNRWA, les réfugiés étaient censés devenir autonomes rapidement après leur arrivée dans les camps grâce à la mise en place de projets spécifiques de l'agence humanitaire comme la construction de routes, le reboisement, des projets d'irrigation, etc. dans lesquels les réfugiés pourraient être engagés et gagner leur indépendance. Mais les Palestiniens sont trop attachés à leur « droit au retour » et les pays d'accueil ont une trop faible capacité d'absorption pour que ce programme puisse être tenu. Les camps acquièrent alors leur dimension politique et deviennent les témoins de la prise en charge humanitaire des Nations Unies.

Malgré leur apparence de population « à part », leur image de pauvreté et d'insalubrité, les camps s'ancrent dans leur environnement local. Les relations professionnelles, commerciales et politiques entre les réfugiés et les populations locales se développent

selon comment les lois locales prévues pour l'intégration de cette population.

Les Palestiniens tenant dur comme fer à leur « droit au retour », il fut très compliqué pour l'UNRWA de mettre en œuvre des évolutions infrastructurelles, les Palestiniens n'en voulaient pas car ils étaient convaincus qu'ils retrouveraient leur pays et leurs terres rapidement. Pourtant, ce droit leur a été donné plusieurs fois, même directement après le conflit de 1948 par la résolution 194 de l'Assemblée de Nations Unies qui est ensuite confirmée par les résolutions 394 et 513. Toutes affirment « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins [...] »²⁸. Ce droit est encore une fois réaffirmé des années plus tard en 1974 par la résolution 3236 qui redonne le « droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés, et demande leur retour »²⁹. Malgré les droits octroyés par les Nations Unies aux réfugiés palestiniens rien n'est suffisant pour leur permettre de revenir. Dès le début des négociations en 1948, les chefs israéliens diront qu'ils ne veulent pas voir la population qui les a défiés en guerre et qui a perdu le droit de revenir sur les terres qu'ils ont durement gagnées durant ce conflit, durement est un bien grand mot... Que feriez-vous si vous étiez dans votre maison et qu'une armée vous crie de dégager si vous ne voulez pas vous faire massacrer. Le rapport de force n'a jamais été équitable et c'est la population palestinienne qui a dû se replier. Aujourd'hui encore, la question des réfugiés est épineuse, et Israël n'envisage pas une seule seconde de leur permettre de retourner sur leur terre par peur d'un déséquilibre démographique.

Le remplacement des tentes provisoires par des unités d'habitation en dur lancé en 1951 prit plus de dix ans et de nombreuses heures de discussions avec les réfugiés pour réussir à les persuader. Transformer le réseau électrique ou raccorder les camps au réseau d'eau des pays fut encore de plus longue haleine pour l'UNRWA qui se confrontait à une résistance des communautés de réfugiés.



Ill 30 : Camp de Réfugiés en 1948. ©<https://diplomatie.org.br/a-palestina-sempre-recomendo-2/>



Ill 31 : Camp de Réfugiés Burj El Barajneh. © <https://preview.redd.it/hcpnpr5duo01.jpg?width=960&crop=smart&auto=webp&s=68c5a66f5478fad28b022b6167dc2de3b894c197>

En 1960, seulement 10% des unités d'habitation des camps de réfugiés palestiniens sont reliées au système des eaux et ce n'est que dans les années 2000 que cette campagne d'amélioration est terminée. Les Palestiniens réfugiés se battent pour garder le caractère temporaire de ces camps.

Leur développement urbanistique, maîtrisé jusque dans les années 1960, a explosé après l'afflux de nouveaux réfugiés issus de la guerre des Six-Jours et c'est complexifié de manière incontrôlable pour l'UNRWA qui n'arrive pas à maîtriser l'accroissement de la population des camps. Les réfugiés étendent leur unité d'habitation de manière totalement anarchique estimant qu'ils ne disposaient pas assez de place. L'aide humanitaire ne prévoit en effet qu'une seule et unique pièce de douze mètres carrés pour une famille de quatre à cinq membres. Les extensions sont, dans un premier temps effectuées horizontalement sur les espaces de circulation, créant les labyrinthes de ruelles étroites qui ont tant posé problème à l'armée Israélienne à Gaza et dans les camps en Cisjordanie lors des opérations Mur de Séparation en 2002. Puis le développement s'est continué verticalement allant à l'encontre de la loi interdisant la construction d'étages sous prétexte que cela nuit à la qualité de l'habitation et de l'hygiène publique ; mauvaise isolation, trop peu d'ensoleillement et de ventilation. Les réfugiés resserrent de plus en plus les relations avec leur environnement pour, que finalement, les camps et la ville avoisinants ne fassent plus qu'une seule et même entité. Ces camps ont également permis à l'Organisation de Libération de la Palestine de trouver refuge en Jordanie et au Liban pour se développer et s'organiser dans les années soixante. La population faible, exilée et dépendante des aides humanitaires se transforme en combattants fedayin, fervents défenseurs de l'indépendance palestinienne. Même avec ce nouveau mouvement patriotique au sein des camps, l'amélioration de l'habitat des camps reste très compliquée, les habitants se raccrochent encore et toujours à leur droit au retour. Ce n'est que dans les années 1970 que les mentalités changent tranquillement quand une nouvelle génération de réfugiés souvent plus instruits

commence à se mélanger au marché du travail local et rénovent eux-mêmes leurs habitations. Ce développement des camps de réfugiés pose une question, le camp de réfugiés peut-il devenir une ville, y compris dans le sens d'un espace de sociabilité urbaine et de politique ?

Mais le plus grand changement dans la mentalité de réfugiés se voit à la fin des années 1970, lorsqu'Israël change sa politique d'occupation à Gaza et propose désormais une stratégie de relogements volontaires des réfugiés dans des nouveaux ensembles urbains à peine construits à l'extérieur des camps. Pour le gouvernement israélien et pour le Ministre de la Défense Moshe Dayan « aussi longtemps que les réfugiés resteront dans leurs camps, leurs enfants vont toujours dire qu'ils viennent de Jaffa ou de Haïfa ; mais s'ils déménagent des camps, l'espoir est qu'ils vont ressentir un attachement à leurs nouvelles terres »³⁰ et oublier leur appartenance d'origine. L'OLP condamne fermement cette pratique qui forcerait les réfugiés à laisser de côté leur droit au retour. Bien que cette idée de retour soit toujours présente dans l'esprit des réfugiés palestiniens, plus d'un quart adhère tout de même au programme de relocalisation. L'augmentation de leurs revenus grâce à leur intégration au marché du travail israélien et leur déception face à l'impossibilité de retrouver leurs terres depuis plus d'une vingtaine d'années et les conditions de vie largement supérieures que celles proposées dans les camps sont les raisons de ce changement de mentalité. L'OLP comprend alors que l'amélioration est une condition importante pour lutter contre les politiques d'occupation de l'État d'Israël. Durant plusieurs années, les fonds normalement destinés à soutenir les institutions des territoires occupés sont utilisés pour soutenir les projets d'améliorations des installations proposés par l'UNRWA comme le drainage des eaux stagnantes, les rénovations des unités d'habitation, des nouvelles installations éducatives ou encore sanitaires. Une approche qui sera alors reprise à leur rythme et selon les politiques par tous les pays accueillant des camps de réfugiés palestiniens.

A partir de ce moment, les améliorations vont bon train dans les camps. L'UNRWA tente de rendre ces camps, qui ont maintenant la taille d'une ville, plus autonomes en y instaurant des infrastructures socio-économiques. Parallèlement, la Banque Mondiale a financé des études sur la manière d'intégrer complètement les camps en tant que quartier dans une ville grâce à la mise aux normes municipales des unités d'habitation. Les camps dans les pays voisins n'étant pas impactés par cette formation étatique palestinienne, c'est pour leur propre développement et intérêts socio-économiques qu'ils développent les camps. En 1998, la Jordanie est la première à lancer un programme participatif pour améliorer la qualité de vie des Palestiniens coincés dans les camps ainsi que pour rénover leurs unités d'habitation. La Syrie, en collaboration avec l'UNRWA, propose un programme de relocalisation des réfugiés vivant dans des camps surpeuplés dans de nouvelles unités d'habitation dans des camps moins denses. Même le Liban, pourtant fortement opposé à l'amélioration des infrastructures des camps et à leur sédentarisation, est obligé de plier face à l'installation des Palestiniens qui dure et autoriser les programmes de rénovation de l'UNRWA. Les évolutions dans la politique de gestion de camps contribuent à consolider l'existence des camps et à les faire basculer vers des villes involontairement vers des ghettos. Toutefois, ils gardent leurs caractéristiques bien reconnaissables pour n'importe qui : ils sont entourés de frontières la majorité du temps invisibles mais complètement rigides qui donnent toujours au camp une densité de population extrêmement élevée et une grande précarité architecturale. En ajoutant les drapeaux de l'UNRWA placardés sur toutes les nouvelles installations construites, les Palestiniens ne sont pas prêts d'oublier leur condition ni le statut spécifique dont les camps bénéficient.

Bien que l'idée de sédentarité se soit ancrée sur l'image des camps de réfugiés palestiniens c'est surtout par frustration que toutes les améliorations ont été acceptées par les Palestiniens. On a presque l'impression que cette acceptation est l'expression d'un esprit défaitiste induit, entre autres, par la volonté du gouverne-

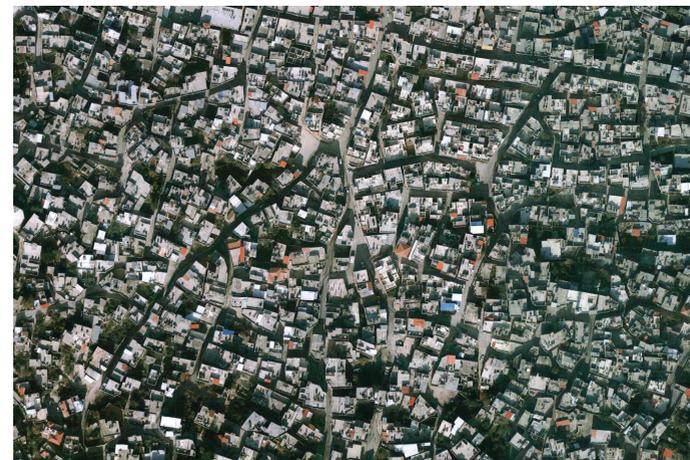
ment palestinien de signer les Accords d'Oslo à tout prix, semblant alors plus enclin à abandonner la question des réfugiés que leur projet étatique. Il faut également ajouter la transformation de l'image des camps, ancien symbole de la résistance palestinienne, qui sont désormais (re)devenus des espaces marginalisés, boycottés, insalubres et allant même jusqu'à être des obstacles pour la prospérité de tout le Proche-Orient.

Les camps acquièrent aux fils des années les relations que possèdent les villes, mais ils n'arrivent jusqu'à présent pas encore à les égaler. La population se montre aujourd'hui prête à travailler, à créer une économie propre au camp, les organisations sociales s'effectuent naturellement et donnent un sens à ces lieux. Tout est présent pour se développer mais les camps n'arrivent pas encore à achever leur urbanisation.

L'aide humanitaire est vitale à la survie des réfugiés palestiniens. Naissant à l'époque avec l'apparition du conflit israélo-palestinien, l'aide humanitaire est la réponse à un nouveau type de conflit, les guerres dites « sales » ou de « faible intensité », des guerres qui durent et qui provoquent des exodes sans fin. Mais elle ne répond pas systématiquement de manière optimale à leur besoins particuliers. Après l'offensive lancée en 2002 contre le camp de Jénine et la destruction de plus 40'000 mètres carrés d'habitations palestiniennes, les projets de reconstruction ont directement commencé. Mais le développement a tout de même suscité plusieurs interpellations, désaccords et polémiques. L'UNRWA a reçu un financement de plus de 29 millions de dollars du Croissant Rouge des Émirats Arabes Unis pour développer un nouveau plan directeur pour l'urbanisme du camp et remplacer la plupart des maisons détruites ou endommagées par des constructions neuves. Souhaitant profiter de l'état pitoyable du camp, les ingénieurs de l'UNRWA propose d'élargir les routes à quatre ou six mètres. Ces nouvelles routes permettraient de fluidifier la circulation à l'intérieur du camp, mais elles permettraient également de laisser circuler les véhicules blindés de l'armée israélienne sans

encombre ou sans avoir le moindre problème ou ralentissement. En plus, l'élargissement demanderait de modifier 10% à 15% des habitations en terrain public. Pour éviter de détruire encore plus de maisons l'UNRWA proposait d'agir uniquement sur les rez-de-chaussée en retirant les façades d'environ un mètre de telle sorte que les étages supérieurs laissés intacts seraient en porte-à-faux au-dessus de la rue. Bien évidemment, la population locale était complètement opposée au projet d'élargissement de route en mettant en avant l'argument de l'accessibilité trop facile au camp des chars blindés israéliens. Mais leur avis n'a pas été pris en compte et l'élargissement des routes a été réalisé.

Quelques années plus tard, le chef du projet regretta son choix et dit « nous avons en fait donné aux Israéliens le moyen de traverser le camp avec leurs chars. Nous n'aurions pas dû faire cela, car les résistants armés ont moins de chance de s'échapper qu'avec des ruelles étroites. Nous n'avons pas tenu compte de leur avis »³¹. Six mois plus tard, les blindés israéliens sont revenus dans le camp de Jénine, comme le prévoyaient les Palestiniens, mais ils ont tué un membre de l'UNRWA. Pour justifier cette terrible erreur, ils ont simplement dit qu'ils l'ont confondu avec un Palestinien et son téléphone dans sa main avec une grenade.



III 32 : Camp de Réfugiés de Jénine. ©The Funambuliste

On a ici l'exemple parfait du « paradoxe humanitaire ». En agissant pour le bien-être d'une population et en aidant à la reconstruction d'une zone de conflit, l'UNRWA a simplement donné plus de pouvoir et d'aide à l'occupant pour opprimer la population. Les maisons neuves donnent un confort inédit aux réfugiés du camps, les vieux systèmes d'eau et d'égouts ont pu être remplacés, mais après toutes ces améliorations les réfugiés ont l'impression que leur situation est maintenant permanente et définitive, on leur a construit leur nouvelle maison. Les habitants déclarent « avoir perdu leur droit au retour »³² avec ces nouvelles maisons en béton. L'aide humanitaire est quelque chose d'extrêmement difficile à doser et son action mène toujours à une série de questions. L'apport constant de nourriture à la Bande de Gaza par exemple, semble soutenir le blocus israélien complètement illégal installé depuis plus de dix ans, empêchant et restreignant tout marchandise, toute personne de rentrer ou de sortir de la Bande de Gaza. En Palestine plus que partout ailleurs, elle semble être issue du besoin de rédemptions des communautés internationales pour toutes les actions commises par l'État d'Israël qu'elles « acceptent » au nom de la sécurité de l'État. Mais apporter de l'aide humanitaire après les actions n'aidera jamais la population palestinienne à sortir la tête de l'eau, il est maintenant nécessaire de prendre fermement position, de remonter à la source et de condamner les actions qui nécessitent d'apporter de l'aide humanitaire.

L'avenir des camps de réfugiés et le statut de la population qui y vit semblent de plus en plus incertains. Aujourd'hui encore cette question est primordiale dans la résolution du conflit israélo-palestinien et les manifestations de l'an dernier appelées « marches du retour » nous rappelle bien l'importance de cette question. Malgré les efforts des aides humanitaires, des pays d'accueil et des réfugiés pour améliorer ces camps, ils restent critiqués, évités et isolés de toute intégration économique ou sociale dans les pays d'accueil. Israël n'a jamais voulu appliquer les résolutions émises par l'Assemblée des Nations Unies a volontairement remis à plus tard la question des réfugiés lors des accords d'Oslo censé

sceller la paix entre les deux nations. Aujourd'hui, ces camps sont des bombes à retardement, à Gaza les aides humanitaires disent qu'il ne sera plus possible d'y vivre d'ici 2020³³, plus de 2 millions de personnes, dont 1,3 millions de réfugiés vivent sur 365 mètres carré soit une densité de 5'479 habitants par kilomètre carré. Il faut qu'Israël admette sa part de responsabilité dans la création de cette nouvelle patrie qui est apparue suite à la création de son État. La totalité de la population de réfugiés ne pourra certainement jamais retrouver ses terres mais il faut trouver des arrangements. La question des réfugiés palestiniens semble être une des clés de la résolution du conflit, mais cette clé ne semble pas être à portée de main.

4.4 L'architecture pour contrer la colonisation?

L'architecture dans les territoires occupés laisse transparaître une nouvelle organisation spatiale : des îles d'architecture moderne, riches et sécurisées reliées entre elles et, à l'opposé, des îles de pauvreté coupées de tout. Ici, l'architecture et l'urbanisme sont devenues des instruments de guerre pour l'occupation et la colonisation. Comment utiliser l'architecture pour imaginer des scénarii de renversements de cette occupation ? Comment l'architecture pourrait-elle libérer les Palestiniens ? Sans prétention de trouver une solution finale au conflit, l'architecture peut, par contre, apporter des éléments d'amélioration pour les Palestiniens et peut devenir un instrument tactique dans leur lutte pour la Palestine.

Une première proposition vise à remplacer les colonies évacuées par des nouveaux quartiers pour les réfugiés. Mais tenter d'introduire des habitations permanentes pour les réfugiés reviendrait à leur faire accepter le fait qu'ils ne retrouveront jamais leurs terres d'où ils se sont fait expulser en 1948. Les camps sont considérés comme des espaces sans passé et sans futur, la notion temporaire de l'espace mène les Palestiniens à se battre contre

toutes les améliorations proposées qui transformeraient ces espaces temporaires en espaces permanents. Les tentatives de relocalisation des réfugiés ont été nombreuses, pour le gouvernement israélien le problème pourrait se régler en leur donnant simplement des nouvelles habitations plus confortables. Mais l'idée d'abandonner leur statut de réfugiés pour se rendre dans des maisons construites par la puissance qui les a expulsés de chez eux est impensable pour les réfugiés palestiniens et malgré quelques essais et transferts réussis, toute tentative de relocalisation des réfugiés fut un échec et semble peut réaliste.

Une seconde proposition est issue de la collaboration de Sandi Hilal, Alessandro Petti et Eyal Weizmann qui proposent de décoloniser l'architecture, condition importante pour eux, la décolonisation n'amène pas forcément la déportation forcée de population ; des communautés israéliennes peuvent vivre en territoire palestinien mais ne peuvent pas les dominer. En cas de retrait des armées israéliennes du territoire occupé, ou de changement de politique, ils exposent trois manières de réutiliser l'architecture des colonies et des bases militaires. La première méthode et la tendance populaire est celle de la destruction. Les Palestiniens ont alors l'impression de pouvoir se libérer d'une architec-



Ill 33 : Démolition. © <https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/demolition-controversee>

ture de domination et de contrôle. Ils ont même l'impression qu'ils vont pouvoir inverser le cours du temps et retrouver une nature vierge et rurale, comme avant les implantations de colonies. Mais la destruction de l'architecture est bien plus compliquée que juste inverser le cours du temps, la destruction crée des déchets et des dommages environnementaux qui laissent un paysage de désolation plutôt qu'un retour à un paysage rural.

En 2004, Israël annonce son retrait de la bande de Gaza, le 12 septembre 2005 le dernier israélien ferme derrière lui la frontière entre Gaza et Israël. Mais ils ne sont pas partis en laissant toutes les infrastructures construites durant leur trente-huit ans d'occupation de la bande de Gaza. Plus de 3'000 maisons sont détruites, pour la plupart des maisons individuelles mais également les écoles, les installations militaires, industrielles et agricoles, tout ce qui avait été construit pour faciliter la vie des colons dans les vingt et une colonies présentes dans la bande de Gaza. Ils ont juste laissé les synagogues, comme pour symboliser leurs années d'occupation. Ils n'ont rien laissé pour les palestiniens et les 3'000 maisons qu'ils ont endommagées ou détruites. Mais pour les Palestiniens c'est tout de même la fête, ils organisent des visites guidées des ruines renommées avec des grands noms de la résistance palestinienne comme Yasser Arafat. Ils utilisent également les décombres proches des frontières comme station de lancement pour leurs roquettes maisons. Dès l'annonce du plan de retrait de l'armée israélienne, les agences internationales se sont ruées sur l'idée de sauvegarder l'architecture israélienne à Gaza et de lui trouver une autre utilité. Les débats vont bon train, mais pour les Palestiniens le symbole de cette architecture oppressive presque hantée, utilisée comme une arme de guerre est trop importante. Les colonies sont détruites, laissant derrière elles des tonnes de déchets qui ont pollué les terres et les nappes phréatiques de Gaza.

La seconde méthode présentée dans le projet de décolonisation tend simplement à récupérer les infrastructures pour leur propre besoin. Les infrastructures évacuées sont vues comme un



III 34 : « Ungrounding ». ©www.decolonizing.ps/site/ungrounding/

héritage de la modernité et comme une nouvelle ressource. Mais si cette architecture est destinée au même usage que sous le régime d'occupation, on reproduit exactement les mêmes rapports de forces. Les familles palestiniennes les plus riches vont venir s'installer dans les colonies et dominer le reste de la population, et les infrastructures militaires seront réutilisées pour la même fonction. Rien ne changerait fondamentalement du régime colonial israélien et les mêmes violences seront reproduites créant ainsi des « Gate Communities » palestiniens.

Dans une idée d'un futur retrait des colons israéliens, les trois architectes se demandent s'il n'est pas préférable de mettre en place des stratégies de reconfiguration et de réemploi des structures de villes existantes abandonnées au lieu de les détruire comme ce fut le cas lorsque les colons se sont retirés en partie de Gaza en 2004, créant ainsi un grand gaspillage. Même s'ils sont conscients qu'il y a peu de chance de voir un jour une colonie se transformer en un village palestinien, ils recherchent à comprendre quel potentiel peuvent avoir les colonies israéliennes lorsque l'on modifie leur utilisation. Le but étant d'introduire une série de fonctions collectives dans les colonies et les anciennes installa-

tions militaires. Ils cherchent également à comprendre la finalité des colonies et des maisons israéliennes, si elles sont réellement des maisons avec une typologie légitime, si elles sont uniquement des bunkers et quelles sont les modifications et les adaptations qu'il est possible d'y apporter pour aider les Palestiniens.

L'organisation des colonies est marquée par un mode de vie « petit-bourgeois » présentant un excès de routes, de parkings, de jardins privés, de clôtures, de trottoirs, etc. Le réseau viaire des colonies présente une structure linéaire qui définit précisément les zones pour les automobilistes, les zones piétonnes, les zones privées et publiques. Les dix premiers centimètres de la terre incarnent donc cette idéologie d'habitation coloniale. La première transformation que suggère le manuel de décolonisation est justement de travailler sur cette première couche du sol. Ils prévoient de remplacer cette surface partitionnée par une nouvelle surface lisse. Les barrières et les clôtures qui marquent les limites des parcelles seront supprimées pour rendre au sol la collectivité telle que prévue dans les mœurs urbaines palestiniennes et au sein de laquelle les mouvements ne seront pas contraints par le tracé des routes et des trottoirs. Le simple changement du sol est susceptible de créer une nouvelle vie.

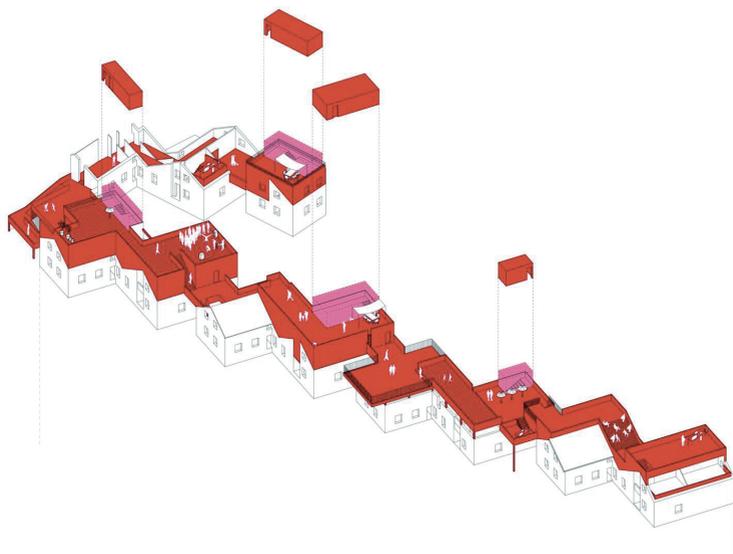
Parmi les centaines de colonies érigées en territoires occupés, le nombre de typologies différentes est très limité et toutes les colonies s'organisent autour des maisons unifamiliales et de la baraque en béton préfabriquée. La typologie des colonies est définitivement étrangère, aussi bien à son environnement qu'aux mœurs de la région. Les colonies peuvent être considérées comme des hétérotopies ; des îlots bâtis, des lotissements de maisons individuelles avec des toits rouges, mais qui sont complètement détachées de leur milieu. Les colonies sont parachutées, déposées à un endroit tactique afin de servir un but précis. Les maisons des colonies servent à poursuivre la guerre grâce à des moyens civils. Pour transformer ces habitations, il faudra briser la typologie générique en y intégrant des éléments caractéristiques de

l'architecture palestinienne. Les maisons coloniales sont conçues pour des familles de trois à six personnes, les familles palestiniennes font souvent plus du double. Les typologies ne répondent donc pas directement aux besoins des Palestiniens. Un point qui doit être absolument modifié avant de proposer aux Palestiniens d'habiter les colonies est la caractéristique principale qui a dicté l'architecture et l'organisation des colonies, la vue. Les colonies sont organisées comme des observatoires, de leur emplacement, leur plan urbain à l'organisation même des habitations, tout est fait pour pouvoir observer les villages palestiniens. C'est ce sentiment d'être constamment observé qui dérange les Palestiniens, il est difficile de ne pas voir les colonies depuis les villages palestiniens et de ne pas voir les villages palestiniens depuis les colonies. Mais comment changer cette idéologie d'observation. Une première piste est de changer l'emplacement de la porte. La porte est toujours placée à l'intérieur du lotissement pour diriger les personnes

qui entrent dans la maison directement dans le salon et vers les fenêtres principales dirigées vers les villages palestiniens. La simple action de déplacer la porte d'entrée du côté de l'ouverture du champ de vision et des villages palestiniens permettrait selon eux de réorganiser les visions et de les recentrer sur elles-mêmes et sur l'intérieur de la maison.

Une seconde transformation effectuable est celle des toitures en pente recouvertes de tuiles rouges. Ces toitures ne sont pas communes dans l'architecture palestinienne traditionnelle plus attachée à des toitures voûtées ou plates et l'utilisation de tuiles rouges est un élément marquant de l'architecture coloniale israélienne. Une option est de remplacer les toitures en pentes et en tuiles rouges par des toitures plates disposant d'une terrasse, comme il est coutume de faire dans les villages palestiniens. Ce choix de toitures plates composées d'une dalle permettrait à la famille qui s'installe d'agrandir la maison en ajoutant un étage si la famille s'accroît.

Les toitures des maisons israéliennes devenues praticables permettent de créer de nouveaux espaces de vie et de partage nécessaires au mode de vie palestinien et arabe en général. Au fur et à mesure que les maisons grandissent, elles finissent par se rejoindre et créer de grandes unités s'imbriquant les unes dans les autres, abandonnant la maison unifamiliale individuelle, symbole de l'individualisme occidental et symbole de la colonisation israélienne, pour mettre en avant le fantasme d'une cohésion arabe parfaite. Cette proposition questionne donc un peu la caricature de la colonie déposée au hasard, en la remplaçant par une autre caricature, le village arabe solidaire, mais elle offre des possibilités de réadaptation de l'architecture coloniale pour les Palestiniens.



III 35 : Réhabilitation des toitures des colonies. ©www.decolonizing.ps/site/ungrounding/

l'attachement à leurs terres d'origine, en inculquant aux enfants l'héritage et les pratiques culturels, en essayant simplement de ne pas laisser complètement mourir l'identité palestinienne. La population juive ne doit pas non plus être prise comme un bloc soudé, certains juifs israéliens ou d'ailleurs sont complètement opposés au projet colonial de l'État d'Israël, et ils essaient de soutenir les Palestiniens. Des associations comme B'Tselem sont vitales aujourd'hui et permettent de montrer au monde entier la situation subie en Palestine. Le mouvement BDS (« Boycott, Désinvestissement, Sanctions ») lancé par la société civile palestinienne en 2005 vise à mettre en avant l'impunité d'Israël au niveau international. Cette association remporte de nombreuses victoires, surtout grâce aux boycotts universitaires et culturels car boycotter l'économie forte de l'État d'Israël est presque une action vaine, mais porter atteinte à l'image d'Israël dans l'opinion publique internationale a bien plus d'impact. Les élans de solidarité envers la Palestine sont de plus en plus nombreux dans tous les domaines ; la santé, l'aide à l'enfance, la culture, l'éducation, etc.

Cependant, avec des personnages politiques comme Donald Trump ou Benjamin Netanyahu, s'ils sont réélus, l'avenir est incertain. Netanyahu courtise les colons en promettant, en cas de victoire aux élections, d'annexer la vallée du Jourdain et le Nord de la mer Morte aux territoires israéliens et a, dans la foulée, légalisé une colonie sauvage située près de Jéricho. Tout idée de rouvrir le processus de paix ou d'imaginer la naissance d'un État palestinien est complètement impossible et inenvisageable avec Netanyahu au pouvoir et il n'a pas peur de dire haut et fort : « il n'y aura pas d'État palestinien aussi longtemps que je serai le Premier ministre d'Israël », « Nous contrôlerons toujours la totalité de Jérusalem », « Nous contrôlerons toujours la vallée du Jourdain »³⁵. Son adversaire, Benny Gantz, ne semble pas très éloigné en ce qui concerne les enjeux sécuritaires et l'avenir du pays, mais, tout en défendant les colonies et les projets d'annexion, il préconise tout de même de rouvrir les pourparlers avec les Palestiniens. On parle de paix, de cohabitation entre deux États sur une même terre partagée,

de nouvelles frontières étatiques, mais la Palestine ne peut pas survivre dans l'état où elle est aujourd'hui, asphyxiée, rabaissée et surveillée.

La question la plus importante est : quelles contributions positives et quels domaines pouvons-nous développer pour permettre aux Palestiniens de reformer un pays fort et plus sain de manière à atteindre l'autonomie et l'indépendance dont ils ont toujours rêvé ?

5.1 L'Apartheid de l'eau

Le climat palestinien se caractérise par une grande aridité, le territoire est bordé par le désert au Sud et à l'Est ; les pluies, presque inexistantes d'avril à septembre, ne tombent que sur les régions montagneuses. L'eau est le véritable enjeu dans la région du Proche-Orient. Et pourtant, la quantité d'utilisation autorisée pour les colons est quatre fois supérieure à celle des Palestiniens de Cisjordanie et vingt fois supérieure à celle des habitants de Gaza³⁶. De la même manière, les colons paient l'eau cinq fois moins cher et en consomment quatre fois plus. Les colons exploitent l'entièreté des puits qui sont, au départ, palestiniens, et si les palestiniens creusent un nouveau puit, les colons israéliens viennent directement le reboucher. Pour eux, l'eau est une question de sécurité et constitue un des points stratégiques qui leur permettent de garder des colonies ou même d'en créer des nouvelles.

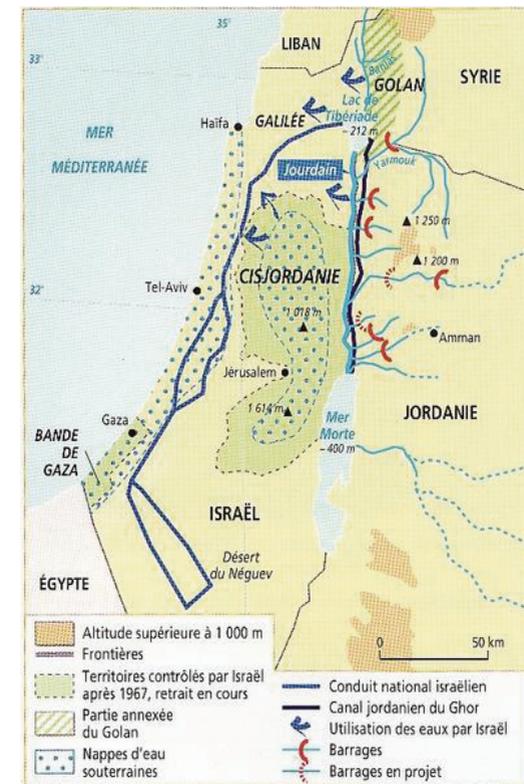
La Palestine, au même titre qu'Israël, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, est en situation de pénurie et possède moins de 1000 mètres cube d'eau par an et par personne (la zone de confort se trouve à 2500 mètres cube d'eau par an et par personne). La région de la Palestine possède une rivière principale, le Jourdain qui est formé par trois affluents, la Hasbani qui prend sa source au Liban, le Baniyas qui prend sa source en Syrie et le Dan, la seule rivière à prendre source en Israël. Le Jourdain traverse ensuite la



Ill 37 : Situation de sources d'eau en Palestine. © <https://unepgrid.ch/>

vallée qui porte son nom pour se jeter dans le lac de Tibériade. Il est ensuite rejoint par le Yarmouk qui prend sa source en Syrie et qui forme une partie de la frontière syro-jordanienne, puis israélo-jordanienne jusqu'au Jourdain. 250 kilomètres plus bas, lorsque le Jourdain se jette dans la mer morte, il ne reste plus qu'un simple filet d'eau dû aux nombreux prélèvements effectués en amont. Contenu de la configuration politique régionale, le Jourdain est une ressource parfaitement transnationale commune à la Syrie, Israël, la Cisjordanie et à la Jordanie.

La seconde source d'eau pour la Palestine et les Israéliens est constituée par les deux aquifères présents sur les terres palestiniennes, un côtier qui s'étend de Tel Aviv jusqu'à la Bande de Gaza,



Ill 38 : Situation de sources d'eau en Palestine. © <https://unepgrid.ch/>

et le second se situant sous la Cisjordanie, et qui produisent plus d'un cinquième des ressources.

L'eau est d'autant plus rare qu'elle est soumise à presque 50% d'évaporation avant même qu'elle touche le sol lors des précipitations dans ce pays. A ces problèmes, on ajoute celui de l'érosion du sol. Après les périodes de sécheresse, lorsqu'il pleut enfin, l'eau ruisselle et devient dévastatrice.

La Palestine possède des réserves d'eau renouvelables estimées à 2,4 milliards de mètres cube par an, mais la consommation annuelle des Israéliens et des Palestiniens réunis se monte à plus de trois milliards de mètres cube. La perte hydrique se creuse d'année en année. Elle est partiellement compensée par des prélèvements dans les nappes phréatiques profondes mais qui ne peuvent pas se régénérer, et par la mise en place d'usines de dessalement sur la côte de la méditerranée.

L'eau est donc au cœur du conflit entre Israël et ses voisins et une des clés dans le conflit israélo-palestinien. La politique israélienne est largement guidée par la volonté de contrôler le plus de ressources possibles en eau. Pour augmenter leur prélèvement dans le Jourdain et pour alimenter leurs nouveaux désirs d'extension en plaçant des colonies dans le désert du Néguev, les Israéliens projetaient déjà en 1953 de construire un aqueduc qui captait l'eau des affluents du lac de Tibériade. Mais un contentieux avec la Syrie les obligea à repousser leur prise d'eau à la sortie du Lac de Tibériade et ils entamèrent la construction de l'Aqueduc National de 1956 à 1965 ; celui-ci détourne l'eau du lac de Tibériade pour l'acheminer vers le désert du Néguev. Face au risque de conflit imminent, le gouvernement propose, en 1953, une médiation pour essayer de résoudre les problèmes du bassin du Jourdain. Le résultat est l'établissement transfrontalier du bassin allouant 52% de l'eau à la Jordanie, 31% à Israël, 10% à la Syrie et 3% au Liban, mais Israël refuse catégoriquement cet accord.

Israël exploite également beaucoup, même trop, les nappes phréatiques de la Cisjordanie, ce qui provoque forcément la colère de l'autorité palestiniennes. Mais la source des conflits et de la

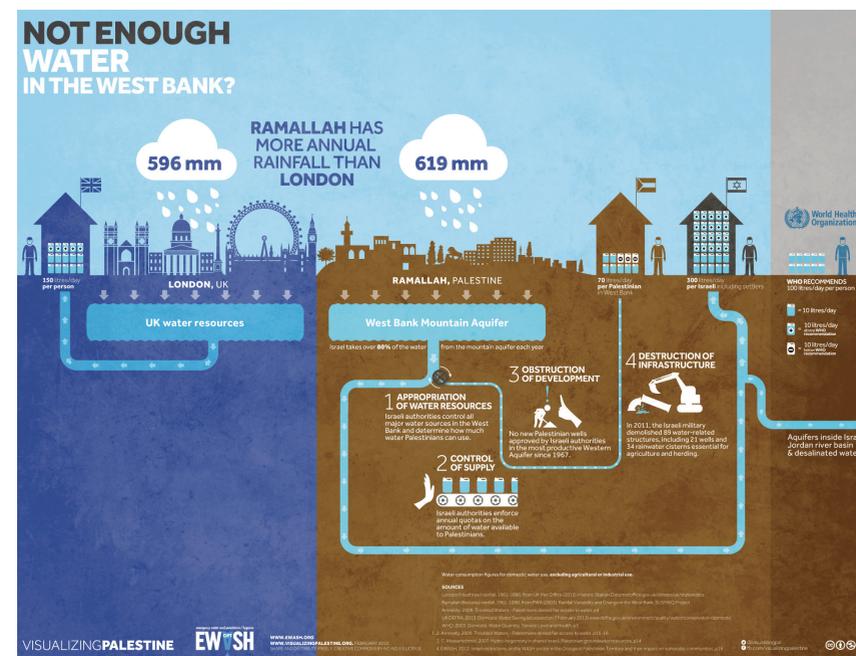
guerre de l'eau en Palestine remonte déjà bien avant ce différent. En 1919, le leader de l'Organisation sioniste mondiale, Chaï Waizmann, avait déjà compris que « tout l'avenir économique de la Palestine dépend de son approvisionnement en eau »³⁷.

Il n'y a aucun doute sur le fait que la politique de colonisation menée par Israël a notamment comme objectif une appropriation des ressources hydriques. La politique israélienne met à profit plusieurs techniques pour mettre en place leur supériorité et leur mainmise sur l'eau. Par l'acquisition des terres au-delà de la Ligne Verte, ils ont conquis plus de 70% des terres les plus fertiles de la Cisjordanie. Ils ont également placé leurs colonies sur des points stratégiques, leur permettant de contrôler les principaux points d'eau, actuellement 38 puits en Cisjordanie sont utilisés uniquement pour les besoins des colons. En créant des ordonnances militaires, ils ont restreint la quantité d'eau allouée aux Palestiniens, ils effectuent des contrôles lors des pompages, réduisent la quantité d'eau attribuée pour l'agriculture et interdisent la création de nouveaux puits et pourtant Israël en a construits plus de 500 le long de la frontière cisjordanienne et celle de la bande de Gaza. La construction des infrastructures servant aux Palestiniens est toujours effectuée de manière à garder cette mainmise. Par exemple, les tuyaux amenant l'eau dans les villes et les villages palestiniens sont plus petits et ne peuvent donc pas amener un grand débit d'eau ; le système d'eau passe en premier lieu dans les colonies qui prélèvent bien plus d'eau que nécessaire, puis il continue son chemin vers les localités palestiniennes qui doivent encore se partager l'eau, pour que chaque famille en ait un minimum. Les Israéliens dominent le système d'eau en Palestine et pourtant, plus de 67% de leurs ressources en eau proviennent de l'extérieur des frontières de 1948 ; 45% de l'aquifère de la Cisjordanie et 22% du plateau du Golan. Israël ne s'est pas gêné, lorsqu'elle a construit le mur, d'annexer des zones palestiniennes qui possédaient des puits et des bonnes sources d'eau. A Qalqilyah, le mur annexa 27 puits et 32 sources³⁸, par exemple.

La Guerre des Six-Jours est même qualifiée parfois de guerre pour l'eau. Mais bien que les déclencheurs de cette guerre soient variés et nombreux et que rien ne prouve que l'eau soit son réel déclencheur, elle a définitivement fait pencher la balance hydrologique du Proche-Orient en faveur des Israéliens. En occupant le plateau du Golan, Israël possède alors deux sources ; le Dan et le Baniyas ainsi que les territoires syriens bordant la Yarmouk. En occupant la Cisjordanie, ils ont obtenu le contrôle des eaux souterraines et de l'aquifère, et gardent le contrôle dessus, aujourd'hui encore.

Les accords d'Oslo, signés le 13 septembre 1993, accordent aux Palestiniens un droit à l'eau et reconnaissent leur droit sur les eaux souterraines présentes sous la Cisjordanie mais laissent la définition exacte de ces droits pour les négociations finales qui, elles, n'ont jamais eu lieu. Les deux Nations étaient censées coopérer dans la gestion de l'eau et Israël a même signé un accord de paix et de coopération à Taba avec la Jordanie pour la question de l'eau. Malgré cette tentative de paix amenée grâce à la gestion commune des eaux, rien ne change. La répartition n'est toujours pas équitable et Israël a toujours la mainmise sur l'entièreté du réseau ; 80% des eaux souterraines sont accordées à Israël et l'aire de captage se trouve pourtant à 75% en Cisjordanie, et seulement 20% des ressources en eau sont alloués aux Palestiniens. La sécheresse inédite au Proche-Orient depuis les années 1980 n'améliore pas la situation, Israël doit instaurer des restrictions drastiques dans l'exploitation des forages et interdire complètement les nouveaux. Les Palestiniens accusent les Israéliens de leur voler leur eau et de les assoiffer. Mais l'eau n'est pas forcément uniquement volée ou restreinte ; les canalisations palestiniennes sont également en très mauvais état et une partie de l'eau est simplement perdue durant son trajet vers les villes, villages et camps palestiniens. Au-delà du problème de quantité, la qualité des eaux est déplorable, les aquifères et nappes souterraines sont pollués par les nitrates et par la salinisation.

Un des principaux problèmes est toujours la répartition de l'eau pour l'agriculture. Les Palestiniens utilisent 64% de leur budget eau dans l'agriculture ce qui ne paraît pas excessif dans des climats tels que celui de la Palestine, l'agriculture représente 32,9% de leur PIB et plus de 30% de la population palestinienne vit de l'agriculture alors que les Israéliens allouent 62% de leur budget eau dans l'agriculture également, mais elle ne représente que 2% du PIB du pays et très peu de gens sont dépendants de cette activité. Encore une fois, la répartition est discriminante envers la population palestinienne, mais les Israéliens la justifient par le fait que l'agriculture a une double valeur symbolique et entretient le mythe du pionnier fondateur, cultivant sa terre et joue un rôle prépondérant dans la politique de l'État. Les Palestiniens sont parfois coupés de l'eau courante durant plusieurs jours. Lorsque l'eau est disponible, il faut faire des réserves pour l'eau potable, pour le bétail, et s'il en reste, pour les cultures. Le reste du temps



les Palestiniens doivent acheter l'eau dans des camions-citernes. Bien évidemment, cette eau est beaucoup plus chère ; environ 50 centimes pour le litre d'eau courante et jusqu'à cinq euros pour le litre d'eau des camions. L'eau étant un droit humain, les Palestiniens ont le droit de se plaindre de cette situation, mais la compagnie d'eau, censée gérer la répartition en collaboration avec l'autorité palestinienne, répond que tout est normal, le débit de l'eau est réglé selon le bon vouloir de la compagnie israélienne.

Dans le Nord de la Cisjordanie, dans les zones A et B sous autorité palestinienne ou mixte, il est fréquent de trouver des puits illégaux, mais en zone C, sous autorité israélienne c'est impossible, l'armée est omniprésente et contrôle tout. Par contre, il est fréquent de trouver des connexions illégales. Les Palestiniens ne nient pas ce phénomène mais pour eux, l'eau « volée » par ces connexions illégales compense le débit trop faible et le fait qu'ils ne reçoivent jamais les quantités payées. On est clairement dans un régime d'Apartheid, les quelque 450'000 colons en Cisjordanie utilisent plus d'eau que 2,3 millions de Palestiniens s'indignait le rapport de l'Assemblée Nationale Française en 2012. Depuis les accords d'Oslo, Israël propose de vendre l'eau provenant de la Palestine aux palestiniens... Yasser Arafat durant les accords disait des Israéliens « ce qui est extraordinaire avec eux, c'est qu'ils vous volent votre voiture et après ils vous proposent de discuter pour vous vendre une roue »³⁹.

En prenant un raccourci, en tenant compte uniquement des chiffres, il est facile de croire que l'eau est l'élément déclencheur de la guerre israélo-palestinienne et israélo-arabe en général, mais elle est en réalité une solution porteuse de paix, car le problème est commun aux deux populations, même si les Palestiniens le subissent plus que les Israéliens, et une solution ne pourra être trouvée que dans le cadre d'une coopération régionale. Pour le moment, la gestion commune israélo-palestinienne se résume en un dialogue de sourd : les Palestiniens refusent d'approuver les projets hydriques israéliens prévus pour les colonies, du coup les

Israéliens refusent la quasi totalité des projets palestiniens, y compris les usines de traitement des eaux usées. Les Israéliens tentent de prouver leur bonne foi en augurant qu'ils continuent d'allouer aux palestiniens les quotas prévus par les accords d'Oslo et qu'ils les ont même un peu augmentés, mais ce qu'ils ne disent pas c'est que la population palestinienne a plus que doublé depuis cette époque. Le refus d'Israël d'accepter une meilleure répartition, plus équitable, gèle tout processus de paix, au même point que la question des frontières dont l'eau est indissociable, celle des réfugiés et de Jérusalem. Il devient urgent de trouver une solution, mais cela ne peut fonctionner que si les deux partis renoncent à instrumentaliser l'eau comme l'a fait et comme le fait encore l'État israélien.

5.2 Le mur de séparation

La situation de la Palestine est sans aucun doute un cas extrême de la problématique de l'appropriation des terres et de l'espace. Après avoir mené durant presque cinquante ans une politique colonialiste en annexant de plus en plus de terres palestiniennes, en construisant de plus en plus de colonies et en restreignant de plus en plus les droits et les mouvements des Palestiniens, les Israéliens se lancent en 2002 dans une nouvelle forme d'appropriation du territoire et de séparation ; ils ordonnent la construction du tristement célèbre mur de séparation.

Ce mur, appelé « barrière de sécurité » par les Israéliens, est constitué d'éléments en béton de plus de huit mètres dans les zones considérées comme « vulnérables » et de barrières métalliques atteignant trois mètres de hauteur dans les zones considérées comme moins dangereuses. Mais il se remarque autant par sa verticalité que pour son emprise au sol qui dépasse parfois les septante mètres en prenant compte des routes pour les patrouilles et des tranchées le protégeant, septante mètres rendus

inutilisables pour les Palestiniens.

Le gouvernement israélien approuve le projet en 2002 le considérant comme « une mesure de sécurité » qui ne « constitue pas une frontière politique ou autre »⁴⁰. Pourtant ce mur ne suit pas la Ligne Verte d'armistice prononcée par les Nations Unies en 1948 et profite de son tracé pour annexer certains territoires palestiniens et les coupant du reste de la Cisjordanie. Il s'agit donc également d'enfermer les Palestiniens et de les isoler. Cette barrière physique est bien plus que simplement une « barrière de sécurité », c'est une frontière, mais pas forcément une frontière en tant que limite du territoire d'un État. C'est une limite physique entre deux zones, un post avancé servant à sécuriser un territoire, sans pour autant empêcher de conquérir les territoires derrière cette frontière. Ce mur est la solidification et la mise ne forme d'une idéologie politique nationale et de sa conception de la sécurité du territoire.

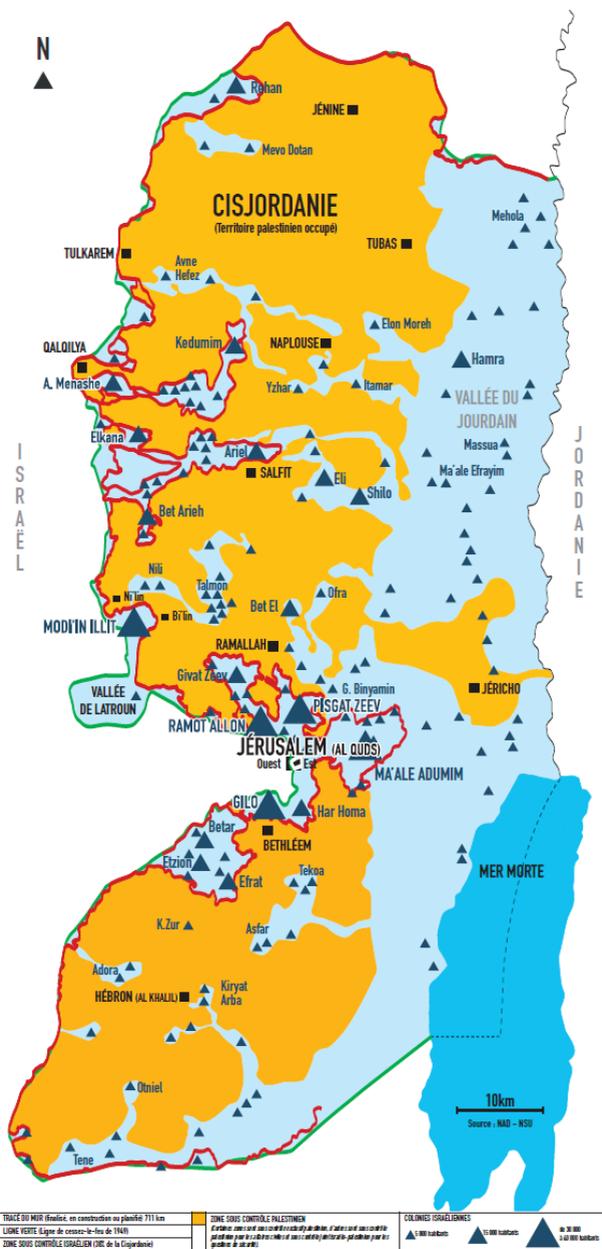
Le tracé ne doit pas être pris comme un produit d'une planification directe du gouvernement, beaucoup de parties



Ill 40 : Mur de séparation. ©www.palestinalibre.org

prenantes, l'organisation des colons, les lobbies politiques, les riverains palestiniens, les ONG, les activistes environnementaux, les représentants des droits de l'homme, des droits internationaux et des droits nationaux, etc. ont influencé son tracé. Le mur représente les différents intérêts politiques et son tracé permet une élasticité remarquable. Il s'est totalement adapté aux différentes phases de la politique israélienne, certaines plus agressives que d'autres. L'opinion publique israélienne est favorable au mur excepté l'organisation des colons qui au départ s'oppose au projet d'emmurement, mais ce n'est pas tant la politique de séparation qui les dérange, mais plutôt le tracé du mur. Ils ont l'impression qu'il freinerait le développement de leur projet d'extension. Ils ont finalement accepté et ils ont appris à manipuler son tracé selon leurs intérêts. Ils ont même réussi à le rendre plus invasif, et à lui faire annexer encore plus de territoire palestinien. Le mur coupe des villages en deux, passe à travers les villes et détruit tout ce qui a besoin d'être détruit pour continuer sa progression, des maisons, des cultures d'olivier en terrasse, des hectares de terre agricole, etc. créant une zone de no-man's land entre le mur et la Ligne Verte pour la population palestinienne. Ils sont coincés entre une frontière qu'ils n'ont pas le droit de traverser parce qu'ils n'ont pas de papier et une autre qui les empêche de rejoindre le reste de leur terre pour des prétextes de sécurité.

Il fallut attendre 2004 pour que la première déclaration internationale jugeant le mur illégal soit publiée. C'est à la Cour Internationale de Justice qu'on laissa la tâche. Son retour sur le mur est clair ; il est « contraire au droit international ». Pour eux, « la construction du mur est une tentative d'annexion du territoire qui constitue une transgression du droit international » et que « l'annexion de facto de terres constitue une atteinte à la souveraineté territoriale et en conséquence au droit des Palestiniens à l'autodétermination ». Ils ajoutent que « le mur ampute l'assise territoriale sur laquelle le peuple palestinien est fondé à exercer son droit à l'autodétermination et contrevient au principe interdisant l'acquisition de territoires par le recours à la force ». « Le tracé



III 41 : Tracé du mur de séparation.
 ©https://plateforme-palestine.org/Sortie-de-la-carte-Les-Murs-dans,1646

du mur est conçu pour modifier la composition démographique du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, par le renforcement des colonies de peuplement israéliennes » installées illégalement en territoire palestinien occupé. Le mur viserait en outre à « réduire et morceler le territoire sur lequel le peuple palestinien est fondé à exercer son droit à l'autodétermination »⁴¹. La bataille internationale contre le mur est lancée, mais elle semble se battre contre du vide. Israël répond toujours que le mur n'a comme seul but que de se protéger contre le terrorisme venant de la Cisjordanie et que sa construction est temporaire.

Mais cette barrière ne se résume pas à un nouveau trait sur une carte. Sa création a des conséquences sur la vie quotidienne des deux populations, mais principalement sur les Palestiniens vivant à proximité du mur de séparation. La population palestinienne se heurte à deux problèmes principaux, la nécessité de passer le mur et l'impossibilité de faire autrement que de s'y heurter. Ces deux situations antithétiques illustrent bien les problèmes quotidiens de nombreux Palestiniens. Pour travailler, pour voir leur famille, même parfois pour aller étudier, ils doivent traverser le mur en passant par des checkpoints, mais ils ne sont jamais sûrs d'être autorisés à passer, les militaires ont parfaitement le droit de leur refuser le passage sans raison, de les humilier et de les arrêter (cf. annexe 7). Le reste du temps, ils sont enfermés derrière un mur en béton de huit mètres de hauteur, comme s'ils étaient en prison. Qalqilya est une des villes les plus représentatives des conséquences sociales et économiques de la construction du mur. Des milliers d'habitants ont fui la ville après la construction du mur car il n'y avait plus de travail. Le chômage atteint 65% de la population et environ six cents commerces ont dû fermer. Beaucoup de terres ont dû être réquisitionnées pour construire le mur et 47% des terres agricoles de Qalqilya ont disparu et 15 des 39 puits forés ont été réquisitionnés restreignant fortement la consommation d'eau de la ville.

Mais le mur ne menace pas que l'existence de la popula-

tion palestinienne, mais également les sites historiques. En effet, la justice israélienne a demandé au Ministère de la Défense de justifier son tracé du mur car il met en péril le village de Battir et la vallée de Crémisan, deux sites dont les dossiers sont à l'UNESCO pour être classés patrimoine mondial de l'humanité. Mais la Justice a fini par statuer en faveur du mur de séparation qui passe à travers la vallée détruisant donc les célèbres coteaux de vignobles et instaurant une barrière entre la ville de Bethléem et celle de Jérusalem situées pourtant à cinq kilomètres l'une de l'autre.

À Battir, village niché dans les collines entre Jérusalem et Bethléem abritant les anciennes terrasses creusées dans les collines avec son système d'irrigation unique datant de l'époque romaine, la persévérance des habitants et leurs recours ont réussi à maintenir à distance le mur du village, se trouvant sur les terres cisjordanaises, des terrasses, se trouvant sur les terres israéliennes. Mais la menace n'a pas disparu pour autant ; les colons ont décidé de venir s'installer sur le sommet de la colline qu'ils convoitent depuis plusieurs années. Les villageois se sont alors battus contre ce nouvel avant-poste, illégal certes, mais trop souvent vite légalisé. Battir est le premier village arrivant à faire modifier le tracé du mur et à repousser les colons et c'est aussi le dernier village et colline à proximité de Jérusalem et de Bethléem qui ne possède pas de colonie, ou de portion de mur transformant son territoire en objet de tous les désirs israéliens.

Aujourd'hui, plus de 65% du mur est déjà construit soit plus de 460 kilomètres, 10% est en cours de construction et 25% de son tracé a été planifié. Le tracé total fera 712 kilomètres, plus de deux fois la longueur de la Ligne Verte qui fait 320 kilomètres et 12% des territoires de la Cisjordanie se transforment en no-man's land, bloqué entre le mur de séparation et la Ligne Verte. À terme, le mur englobera plus de 85% des colons israéliens, mais il laissera plus de 250'000 Palestiniens coincés entre lui et la Ligne Verte, pouvant circuler et accéder à leur terre par huitante-cinq portes dont seulement neuf sont assurément ouvertes tous les jours. Le mur confisqua vingt-huit puits d'eau souterraine et dix-sept sources d'eau de

Cisjordanie⁴². Le gouvernement israélien hésite encore à achever la dernière partie qui inclut un énorme bloc pour passer la ville de Maale Adoumim sur territoire israélien. « Terminer la barrière reviderait à enfoncer un dernier clou dans le cercueil d'un État palestinien »⁴³.

5.3 Intégrer les villages historiques

La conservation du patrimoine culturel bâti a souvent été considéré comme un acte passif pour éviter tout changement culturel. Mais dans le cas de la Palestine, la conservation et la rénovation ne peuvent pas être effectuées et considérées de manière conventionnelle ; elles doivent agir comme un processus dynamique de résistance et de créativité dans les domaines de l'architecture et de la planification urbaine.

En étudiant l'histoire de la Palestine, on remarque que les changements dans le paysage étaient relativement mineurs jusqu'à l'apparition de l'État israélien en 1948. Des centaines de villages sont alors détruits et effacés des cartes au profit de l'occupation israélienne. Mais le plus gros changement apparaît après la guerre de 1967 avec encore plus de destruction et d'occupation du territoire mais surtout avec l'apparition du capitalisme occidental qui a été imposé à la population et qui a détruit leur système économique traditionnel, leur mode de vie et leurs pratiques journalières. Les relations avec la terre changent progressivement, l'agriculture n'est plus vue comme une source de revenus sûre et développée, les paysans changent de métiers et se dirigent vers les centres urbains, voire même vers les villes israéliennes pour y trouver un nouveau travail. Ce changement a pour conséquence de transformer les maisons traditionnelles en pierre, par des bâtisses en béton et d'étaler ces nouvelles constructions sur les terrains agricoles. La plupart des centres historiques palestiniens ont disparu ou sont abandonnés dans ce changement. Il est devenu normal de

voir en région rurale des bâtiments allant jusqu'à huit étages, ou des parties de villes détruites pour des raisons inconnues, de voir des entreprises extraire intensivement les roches pour pouvoir les vendre aux sociétés de constructions israéliennes ou encore, il est devenu normal de récupérer des pierres des bâtiments historiques pour les réutiliser dans la construction des maisons israéliennes.

RIWAQ, une organisation qui a pour but de protéger et de développer l'héritage architectural de la Palestine, s'est lancée dans l'idée de réaffecter les villages et leur architecture historique trop longtemps laissés à l'abandon. Pour y parvenir, elle travaille avec le gouvernement, des associations locales et inclut même la population dans le processus. L'organisation essaie de mettre en avant l'importance de la conservation et de la protection de l'héritage de plusieurs manières ; grâce à la création d'un registre de plus de 50'320 bâtiments historiques sur 422 sites, grâce à des projets de conservation préventive et grâce aux tentatives d'introduire des lois qui protègent l'architecture historique. RIWAQ a également soumis à l'UNESCO la classification des vingt-quatre « Throne Villages », villages construits durant le XVIIIe et XIXe siècle qui sont les chefs-lieux des vingt-quatre différentes régions de l'empire ottoman. Dans chaque village, il y a une maison un peu plus sophistiquée qui est celle du Sheikh dont la tâche est de collecter les impôts de la région. Elle a également soumis à l'UNESCO plus de 60% du paysage Cisjordanie composé des cultures d'oliviers en terrasse. RIWAQ cherche une nouvelle fois à prouver le potentiel économique de l'héritage et à comprendre son impact sur une carte politique. La classification des sites par l'UNESCO comme patrimoine mondial de l'humanité devrait permettre de protéger le territoire et l'architecture palestiniens des actions coloniales israéliennes.

Alshamaliya, Ya'pad, Deir Ghassane, Anabta', Bani Na'eem, Burqa, Beita, Halhul, Sa'ir, Silat, Aldaher, Idhna Rahtis, Aqraba, Alshuyukh, Ni'lin, Aboud, Birzeit, Burin, Deiristya, Beit Iksa, Beituniya, Jamma'in, Hajja, Beit Hanina, Al'Ubeidiya, Sabastya, Eb-

wein, Sanur, Beit Fajjar, Burquin, Deir Ammar, Al Mazra'a Al Qibliya, Mazari, Nubani, Ajjul, Sanniriya, Al Jib, Beit Wazan, Jilijliya, Ein Sinya, Jaba', Kur, Ras Karkr et Khan Yunis. Voici le catalogue des cinquante centres historiques d'importance nationale à protéger selon RIWAQ. Rénover et réhabiliter ces cinquante localités permettrait de conserver plus de 50% de l'architecture historique qui existe encore en Palestine. Mais le réel but de ce projet de rénovation est de ramener la vie dans ces zones presque totalement abandonnées et d'encourager les quelques habitants toujours présents à rester, à développer le quartier, rénover et moderniser les maisons et construire une nouvelle forme de vie, une sorte de pont pour lier les villages aux zones urbaines et éviter leur l'isolement, leur dégradation et leur délaissement provoqué par la colonisation israélienne. La modernité est mise en avant, mais les villages historiques, souvent agricoles à la base, ne font pas partie des stratégies de développement du gouvernement palestinien car ils ne pensent pas qu'ils peuvent être une source de d'accroissement économique. Le gouvernement préfère se pen-



III 42 : Centre historique de Birzeit ©<https://www.ngarchitects.co.uk/birzeit>

cher sur le développement et la modernisation de villes comme Ramallah, ou encore de soutenir la création des nouvelles villes comme Rawabi alors que plus de 70% des centres historiques palestiniens sont abandonnés et vidés. L'architecture traditionnelle et les villages historiques sont en péril au nom de la modernité et sont souvent remplacés par des baraques en béton, comme les colonies.

Les Palestiniens doivent prendre conscience de l'importance du patrimoine culturel, tout en travaillant à l'amélioration des conditions sociales, culturelles et économiques de ceux qui vivent dans des zones d'importance historique. RIWAQ considère la conservation non pas comme une activité qui empêche le changement mais comme une pratique fondamentale pour les questions de développement et de régénération, et en particulier pour établir un sentiment d'identité palestinienne qui, selon eux, est continuellement et délibérément menacé par l'occupation israélienne.

Abandonner des villages offre la possibilité aux Israéliens de les détruire et d'en profiter pour construire de nouvelles colonies. Ce processus, Israël l'a déjà utilisé lors de leur guerre d'indépendance, ou la Nakba pour les Palestiniens. Plus de 800'000 Palestiniens sont expulsés de chez eux et des centaines de villages sont détruits. On croit souvent que ces manœuvres d'appropriation du sol n'ont été utilisées que durant la guerre de 1948, mais elles existaient déjà auparavant ; entre 1878 et 1948 les sionistes ont acheté des terres, vidé leurs exploitations et leurs populations et ils ont créé des nouveaux espaces complètement vides pour les colons juifs, ils ont ainsi rayé définitivement cinquante-sept localités palestiniennes des cartes. La guerre d'indépendance a ensuite détruit 615 localités et la majorité de la population fut simplement expulsée.

Souvent peu connues et peu discutées, ces destructions ont continué en Syrie durant la guerre des Six-Jours, détruisant ainsi 190 sept localités syriennes et expulsé presque 130'000 Syriens, dont

le statut est aujourd'hui encore complètement tabou. Durant cette guerre, onze villages palestiniens ont également été détruits.

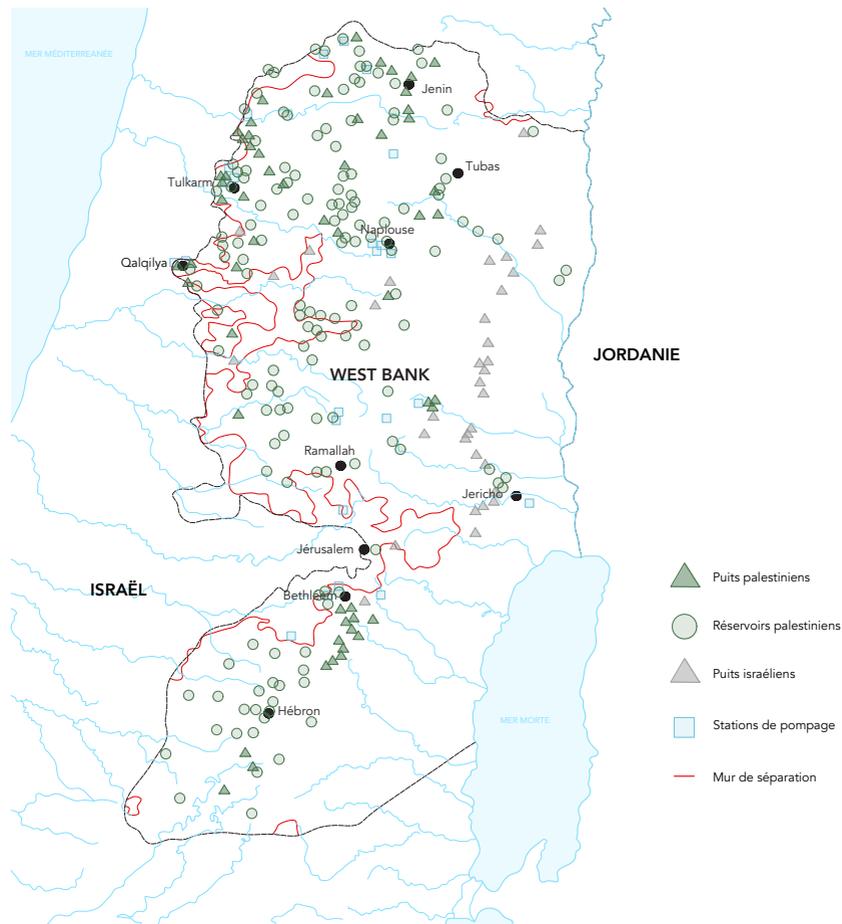
Dès 1967, les Israéliens occupent l'entièreté du territoire palestinien, ils ont enfin atteint leur objectif colonialiste. Le Plan Allon est mis en place, et les Israéliens détruisent encore une cinquantaine de villages palestiniens dans la vallée du Jourdain et sur les hauteurs d'Hébron ; le but étant de créer une bande de sécurité, il faut donc que le terrain soit vide. Une fois de plus, les villages sont rayés de la carte, et aujourd'hui encore la vallée du Jourdain est une zone militarisée israélienne et la frontière avec la Jordanie est protégée.

Janvier 2017 ; la bataille pour les territoires continue et c'est aujourd'hui un village bédouin, construit en 1956 après avoir été évacué et déplacé de sa terre originelle par l'armée israélienne une première fois, le gouvernement israélien tente une nouvelle fois de le faire disparaître pour le remplacer par une ville nouvelle juive.

L'histoire continue, et laisser à l'abandon des villages palestiniens permet aux Israéliens de prendre des nouvelles terres, de rayer des nouveaux villages et d'effacer encore un peu plus l'héritage culturel palestiniens. Trop souvent aujourd'hui, on voit des colonies installées parmi les ruines des villages évacués ou même abandonnés.

5.4 Agir, mais comment ?

La situation en Palestine n'est pas prêt de s'améliorer et les marches de manœuvre en Palestine deviennent de plus en plus maigres. Certains points sont extrêmement délicats à aborder, comme la question de Jérusalem ou celle du retour des réfugiés. Pourtant, il devient réellement nécessaire d'intervenir et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens. Quelques travaux, projets et analyses ont déjà été produits au sujet de l'architecture des colonies et quelques domaines, exposés précédemment, peuvent rester ouverts.



Ill 43 : Carte des puits en Cisjordanie en relation avec les colonies et le mur de séparation.

Le partage de l'eau

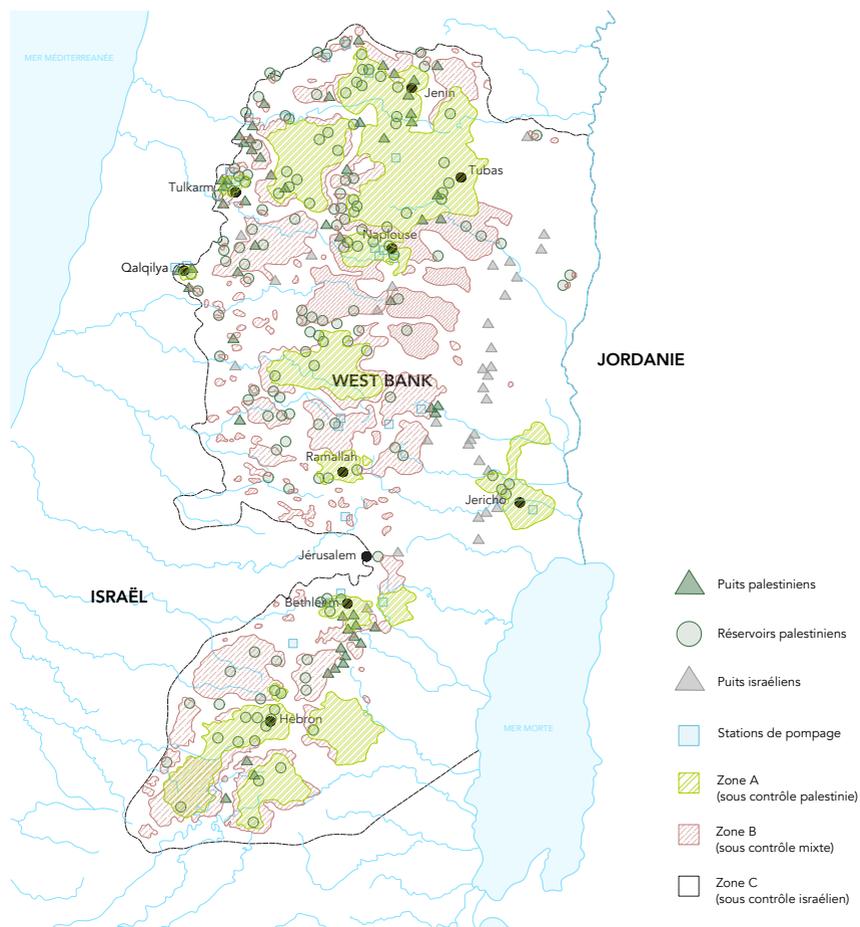
Nous avons compris que l'État d'Israël cherchait à privatiser l'eau et à l'utiliser comme instrument pour poursuivre sa politique colonisatrice. Le mur est placé de manière à annexer plusieurs sources principalement dans la région de Qalqilya ; quinze de trente neuf puits sont passés aux mains des Israéliens après la construction du mur rendant les conditions de vie à Qalqilya quasiment impossibles. Le mur est un engin redoutable pour annexer des territoires, une fois que les terrains ou les puits se retrouvent derrière le mur, les Palestiniens ne peuvent plus rien faire.

Mais l'observation la plus directe en considérant cette carte est la corrélation quasiment parfaite entre la situation des colonies israéliennes et la situation de puits ou des réservoirs palestiniens. Dans la majorité des situations, les colonies israéliennes se sont toujours implantées à proximité des réserves d'eau palestiniennes, privatisant même parfois les puits. Les puits sont souvent situés proche des villes et des villages palestiniens ; placer une colonie proche des points d'eau leur permet à la fois de contrôler l'accès à la l'eau mais également de contrôler et surveiller les villages.

Les stations de pompage sont également toujours entourées de colonies israéliennes. Aujourd'hui c'est une compagnie israélienne qui gère l'eau : Mekorot. Mais la répartition est supposée être définie et gérée par les deux États. Mais les Israéliens font tout ce qui est en leur pouvoir afin d'empêcher les Palestiniens d'accéder à la gestion de l'eau.

Une seconde observation importante que l'on peut tirer des cartes ci-contre et la position des puits et des réservoirs palestiniens en fonction des zones du territoire qui définissent qui possède l'autorité.

Sans grande surprise, on remarque très rapidement que très peu de puits sont situés en zone A, sous autorité et sécurité

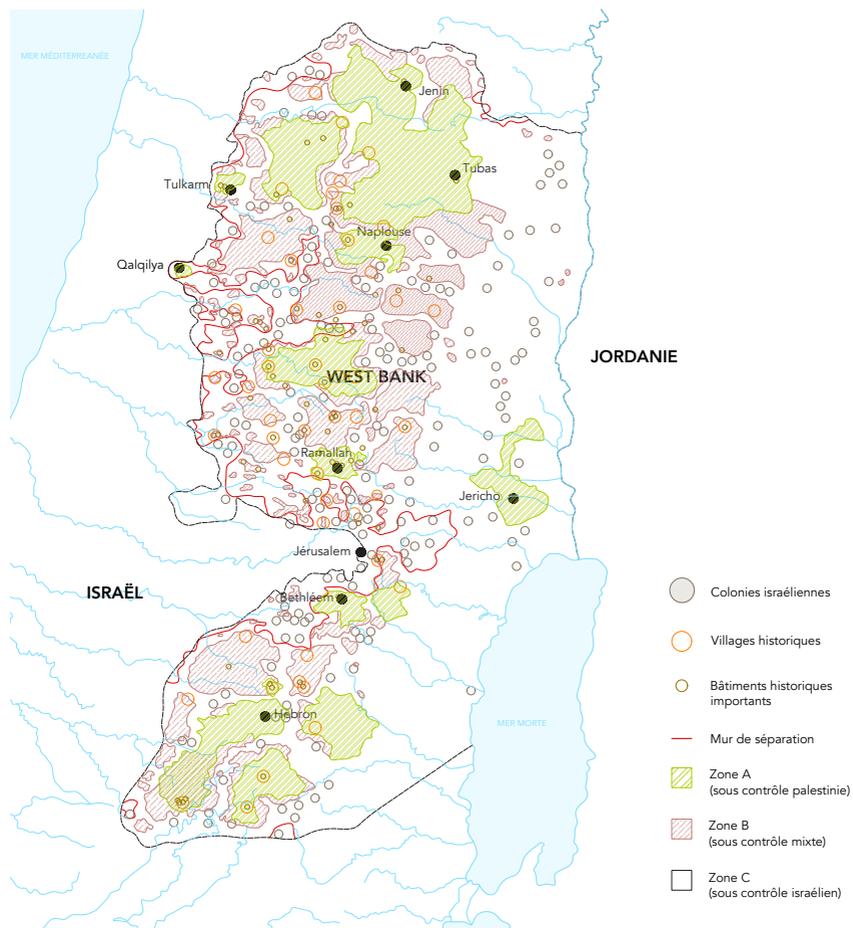


III 44 : Carte des puits en Cisjordanie en relation avec les zones de contrôle.

palestinienne. Seuls quelques puits proches des grandes villes palestiniennes sont situés en zone A. La zone A ne constituant que 18% du territoire, il n'est pas étonnant de constater que les puits ne s'y situent pas pour la majorité.

La zone B couvre 22% du territoire palestinien. La Palestine y a, en théorie, la responsabilité de l'administration alors qu'Israël prend en charge les questions sécuritaires. Les Israéliens sont alors libres de contrôler chaque puit, de fermer ceux qu'ils veulent et d'interdire l'ouverture de nouveaux puits. Si la majorité des puits se trouve en zone B, certains se trouvent même en zone C, sous contrôle total israélien. Ces puits passent sous la tutelle complète de l'État d'Israël, ils servent en premier lieu les colonies puis les villages palestiniens dans un second temps s'il reste de l'eau.

Il est envisageable de travailler sur les positions des puits mais également sur celles des stations de pompage de manière à offrir la possibilité aux Palestiniens de devenir plus indépendants dans leur gestion de l'eau.



Ill 45 : Carte des villages historiques en relation avec les colonies, les zones de contrôle et le mur.

Le patrimoine

Les Palestiniens possèdent un héritage culturel important, pourtant, ils n'y prêtent que très peu d'attention. Aucune loi ne protège l'architecture et les bâtiments, il n'y a que la population qui peut agir pour le conserver.

RIWAQ, organisation luttant pour la conservation du patrimoine architectural palestinien depuis 1991, a identifié cinquante villages historiques à conserver absolument qui regroupaient plus de 80% de l'architecture historique palestinienne. Or aujourd'hui, ces villages sont menacés pour plusieurs raisons. Au moins quinze de ces villages se trouvent sur le tracé direct du mur de séparation. Les abords du mur sont souvent détruits et débarrassés pour créer des zones de dégagement côté palestinien et pour sécuriser le mur. Les villages historiques se trouvant à proximité du mur peuvent donc être menacés, il est important que la population se batte pour ce patrimoine comme elle l'a fait à Battir.

Certains de ces villages sont même passés de l'autre côté du mur, côté israélien et sont alors annexés. Les Palestiniens n'ont alors plus aucun droit, et ne peuvent plus espérer conserver ou rénover ces villages.

Comme pour le reste du territoire palestinien, la majorité de ces villages sont entourés, et surveillés par des colonies. Leur existence est constamment menacée par les nouvelles colonies qui cherchent des endroits pour s'installer. Par chance, une petite majorité des villages historiques se trouve sur les territoires en zone A, les Palestiniens y ont alors totalement le contrôle. Mais pour les villages se trouvant en zone mixte ou sous contrôle israélien qui viendraient à être abandonnés, les Israéliens auraient alors carte blanche pour s'y installer et effacer un peu plus l'architecture palestinienne.

6. Conclusion

L'architecture est un métier qui développe le monde, un métier social. Nous, architectes, nous construisons le monde de demain pour les gens et pour leur confort. Mais est-ce que l'architecture peut produire l'effet inverse, peut-elle détruire une population ?

Le cas de la Palestine nous prouve que l'architecture peut également détruire et nuire à une population, à un pays tout entier et même à toute une région. Les Israéliens ont utilisé l'architecture comme méthode de conquête, comme l'avaient fait auparavant beaucoup d'explorateurs dès le XVe siècle. Mais les Israéliens sont allés encore plus loin et ont trouvé un moyen d'utiliser chaque forme de construction pour servir leurs besoins. La colonisation par l'occupation du territoire par le biais des civils est la forme la plus connue, mais ils ont également développé les infrastructures d'une manière tellement précises que chaque route, chaque conduite, chaque antenne augmente un peu plus leur emprise sur le territoire palestinien. L'architecture et l'urbanisme sont le prolongement de la politique israélienne, ils sont même le prolongement de la guerre.

Les actions israéliennes sont toujours controversées, mais pourtant personne n'a encore réussi à s'y opposer fermement. Les Israéliens préconisent toujours la sécurité du territoire et du peuple israélien. Mais si on regarde de plus près les politiques israéliennes menées en Cisjordanie, il est difficile de trouver un lien entre la construction des colonies et la sécurité d'Israël. Mais il est encore plus compliqué de trouver ce lien dans les constructions ou les destructions menées par Israël au nom de la sécurité. Comment expliquer que c'est pour assurer la sécurité de l'État d'Israël que les enfants palestiniens vivant à Jérusalem n'ont pas accès à l'école ? Et comment justifier, au nom de la sécurité, le fait que les Palestiniens vivant en zone C, représentant plus de 60% de la Cisjordanie, n'arrivent pas à obtenir de permis de construire et vivent

sous les ordres et l'observation permanente de l'armée israélienne ? Les questions sécuritaires d'Israël n'ont pas de lien direct avec sa politique d'occupation civile et d'oppression quotidienne de la population palestinienne. Israël a toujours eu un projet colonisateur, il l'a exprimé dès l'arrivée des sionistes en Palestine, la question sécuritaire n'était qu'une excuse. On comprend très vite que toutes les actions israéliennes sont contraires au droit international et au droit humain. Mais aujourd'hui la situation est dramatique, si une partie minoritaire de la population israélienne et juive se rend compte de la situation et de la gravité de la politique menée par l'État, la majorité y adhère (cf. annexe 8). La situation en Cisjordanie ressemble à l'Apartheid de l'Afrique du Sud sans pour autant utiliser les mêmes processus, ce n'est pas non plus de l'esclavage et ce n'est pas tout à fait une dictature militaire. L'État possède sa propre politique qui provoque les mêmes injustices que toutes les politiques précédentes réunies.

Bien que l'avenir semble incertain pour les Palestiniens, il n'est pas tout à fait vain. Plusieurs communautés juives arrivent aujourd'hui à cohabiter avec les Palestiniens comme l'exemple du village de Wahat-al-Salam Neve Shalom – littéralement « oasis de paix » en hébreu et en arabe. Une partie de les populations israélienne et palestinienne se bat donc pour la paix et montre un exemple positif. Mais l'existence de ce village n'est pas des plus simple, il a toujours été critiqué et freiné par l'État. Aujourd'hui il ne peut pas s'étendre, l'État refuse de lui donner des terres car « le concept du village va à l'encontre de sa politique »⁴⁴. Rien n'est gagné et les marges de manœuvre sont étroites.

Le rôle de l'architecte à ce jour en Palestine n'est-il pas de répondre à ses propres actions ? De trouver des solutions pour permettre à la population palestinienne, mais aussi à la Palestine de survivre ? Son champ d'action est mince, mais il existe. Il est clair qu'il est compliqué d'aborder la résolution du conflit par la situation de Jérusalem qui constitue un des principaux problèmes et freins au dénouement de la guerre. Mais des solutions peuvent

et doivent être trouvées au sein même des territoires palestiniens. Plusieurs projets sont nés de l'espoir du retrait de la population israélienne des territoires occupés ; comment réutiliser l'architecture des colonies ?

Dans le contexte actuelle de la Palestine, j'ai identifié trois axes d'amélioration qui permettraient d'entrer dans la résistance et de soutenir les Palestiniens ; l'accès à l'eau aujourd'hui complètement dirigé par les israéliens, la construction du mur de séparation qui impacte les territoires de la Cisjordanie et la conservation du patrimoine, laissé de côté pour le moment et qui offre une porte ouverte à l'installation de nouvelles colonies à sa place. En travaillant sur ces axes, l'architecture permettrait aux Palestiniens de vivre dans de meilleures conditions, mais également d'affirmer leur identité culturelle et leur héritage physique qui est en train de disparaître au même titre que les Palestiniens et que la Palestine.

7. Lexique

ACCORDS D'OSLO : Signé en 1993 à la suite de discussions secrètes et de la conférence de Madrid de 1991 entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin et modéré par Bill Clinton. La première rencontre à lieu à Washington et la Déclaration de principe est mis en place et signée par les deux parties. Elle prévoit le début de processus de paix et donne un autonomie palestinienne temporaire de cinq ans. Il suit deux autre accords, L'accord de Jéricho-Gaza signé en mai 1994 qui créé une nouvelle autorité nationale palestinienne et l'Accord intermédiaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza – ou Accord Taba – signé en septembre 1995 qui prévoit les premières élections.

ALIYAH : C'est un mot hébreu qui signifie littéralement « ascension » ou « élévation spirituelle ». Ce terme est également utilisé pour indiquer l'acte d'immigration en Terre sainte d'Israël, le retour des juifs souvent paysans sur leur terre d'origine. Il peut également signifier, dans le judaïsme, l'honneur d'être appelé à la lecture de la Torah durant un office à la synagogue.

ALLON, YGAL : Homme d'État israélien, membre du parti travailliste, il est considéré comme un véritable Héro après la guerre d'indépendance de 1948. Plusieurs fois Ministre, vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères, et même Premier Ministre par intérim. Il a été l'architecte du plan Allon en 1968 – plan qui proposait "la fin" de l'occupation en Cisjordanie en proposant un partage de cette dernière avec la Jordanie.

ARAFAT, YASSER : Homme politique palestinien né en 1929, il crée en 1958 le FATAH et prend la tête de l'Organisation de Libération de la Palestine en 1969. Il est le principal homme politique palestinien militant pour la reconnaissance du pays dès les années 1950 jusqu'en 2004 année ou il décède.

BALFOUR, ARTHUR JAMES : Premier ministre britannique de 1902 à 1905. Il occupa également le rôle de ministre de Affaires étrangère entre 1916 et 1919. Il rédigea la fameuse Déclaration de Balfour signant le début du conflit israélo-palestinien.

BANDE DE GAZA : Territoire de 41 kilomètres de long sur 12 kilomètres

de large situé sur la côte méditerranéenne entre l'Égypte et Israël. Plus de 2 millions de personnes y habitent, dont 1,2 million de réfugiés et ce territoire est gouverné par la Hamas depuis 2006 ce qui a conduit l'État d'Israël à le soumettre à un blocus total.

BYPASS (route) : Système de routes israéliennes construites pour éviter les localités palestiniennes et ainsi compartimenter et séparer la Cis-jordanie

CHECKPOINTS : Points de contrôle de la circulation. Il existe quarante-sept checkpoints permanents, onze temporaires et volants. Ils servent à contrôler les permis de circulation, et à réguler la circulation sur les routes interdites.

COMMUNITY GATE : Type de copropriété fermée et sécurisée. C'est un regroupement de maisons entouré d'un mur ou d'un grillage et surveillé par des gardiens ou des vidéosurveillances. Son accès est réservé seulement aux personnes qui y vivent. Ces résidences fermées sont un type d'enclave dans le territoire.

FATAH : Il s'agit d'une organisation secrète créée en 1956 par Yasser Arafat recrutant des jeunes palestiniens instruits qui sont exilés dans le but d'organiser un front de résistance et un mouvement de libération de la Palestine.

FEDAYIN : Signifiant « les combattants qui se sacrifient pour une cause », ce terme regroupe tous les combattants qui ont lutté contre l'armée israélienne et contre les colons sous la tutelle de l'OLP ou du Fatah. Même si le terme induit la notion de sacrifice, il n'a pas de connotation religieuse à l'inverse des Djihadistes.

HAMAS : Branche militaire de résistance islamique particulièrement violente fondée à l'issue de la première Intifada. Le Hamas joue un rôle important dans la seconde Intifada et prend le contrôle de Gaza dès 2006.

HERZL, THEODORE : Il est le fondateur du mouvement sioniste à Bâle en 1897, il est l'auteur de l'ouvrage Der Judenstaat – l'État des Juifs – en 1896 qui dicte les fondements du mouvement sioniste.

INTIFADA : Ce terme est principalement utilisé dans les pays d'Afrique

du nord et du Proche-Orient. Il désigne le rassemblement des citoyens qui s'opposent au pouvoir en place. Il est affilié au soulèvement du peuple palestinien contre l'occupation des israéliens en 1987.

KHANS (caravansérail) : Espace le long des routes commerciales historiques créé et réservé pour que les voyageurs puissent se reposer et dormir. Souvent associé à un point d'eau. Ces rassemblements de caravanes ont souvent évolué en petit village aujourd'hui.

KIBBOUTZ : Communauté agricole de l'État d'Israël, basée sur les principes de la plus stricte démocratie et de l'égalité des individus qui la composent et sur une vie communautaire très poussée faite d'entraide, de responsabilité et de confiance mutuelle. Tout est propriété collective et mis au service de moyens de production.

LAWRENCE D'ARABIE : Officier de liaison britannique durant la révolte arabe de 1916-1918. Il est envoyé afin de convaincre les Arabes de coordonner leurs efforts afin d'aider les intérêts britanniques durant la seconde guerre mondiale et de combattre pour eux l'empire ottoman. Il conseille également les Arabes sur les techniques à utiliser afin de gagner cette révolte.

LEV, BAR : Militaire israélien initiateur du projet de la Ligne Bar Lev pour protéger le canal de Suez ainsi que coauteur du premier plan de développement des colonies avec Yigal Allon.

LIGNE VERTE : Ligne d'armistice de 1949, c'est la ligne de démarcation entre l'armée israélienne et les forces arabes résultant de quatre accords d'armistice conclus en 1949 entre Israël, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Égypte. Son tracé a eu pour effet d'élargir les territoires de l'État d'Israël par rapport au plan de partage de l'ONU conclu en 1947.

LIKOUDE : Signifiant « La Consolidation », c'est un parti politique israélien de tendance National-libéral créé en 1973. Il remporte les élections en 1977. La figure emblématique du parti est Ariel Sharon jusqu'à ce qu'il fonde son propre parti en 2005. Le Likoud reviendra sur le devant de la scène grâce à Benjamin Netanyahu en 2009.

LIVRE BLANC : Renouvelé trois fois, ce texte met en place des mesures restrictives contre le mouvement sioniste et va à l'encontre du Mandat

donné au Britannique.

MANDAT : Les Nations Unies définit le système de mandat ainsi : « Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nation indépendante peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules »⁴⁵. C'est une mise sous tutelle de pays naissants dans le but d'un jour leur donner leur indépendance.

MOSHAV : Type de communautés agricoles coopératives israéliennes associant plusieurs fermes individuelles et privée et des espaces et propriétés communs pour la production.

NAKBA : Mot arabe signifiant la « catastrophe » utilisé pour décrire les événements catastrophiques de la guerre de 1948 qui ont mené à l'Indépendance israélienne, au recul des frontières imposées en 1947 par l'ONU et à l'apparition de milliers de réfugiés.

NEKUDA : Mot hébreu signifiant « point » utilisé pour nommer les nouvelles colonies/avant-postes situé au sommet des collines. C'est également le nom du journal du mouvement colonial juif.

NETANYAHOU, BENYAMIN : Homme politique israélien, il est d'abord diplomate, notamment ambassadeur de l'État d'Israël aux Nations Unies. Il entre pour la première fois au gouvernement en 1990 et devient Premier Ministre pour la première fois en 1996. Il travaille ensuite pour le parti d'Ariel Sharon, avant de redevenir Premier Ministre en 2009, il n'a depuis plus quitté son rôle dans lequel il promeut et intensifie la colonisation de la Cisjordanie.

ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP) : organisation créée en 1964 sous le contrôle du président de l'Égypte, Nasser. Elle devient l'organisation qui regroupe toutes les autres organisations palestiniennes, militaires, politiques et sociales. En 1974, elle est reconnue par l'ONU comme représentante légitime du peuple palestinien et est dirigée par Yasser Arafat jusqu'à sa mort.

PASSE-MURAILLE : technique de guerre israélienne visant à défoncer les

murs mitoyens des maisons et à circuler à travers de couloirs intérieurs aux habitations palestiniennes. Inversion des conditions spatiales, ce n'est plus l'espace qui définit la circulation mais la circulation qui définit l'espace.

RIWAQ : C'est une organisation fondée en 19 qui préserve l'héritage architectural en Cisjordanie. Les chercheurs de cette organisation ont créé un registre des bâtiments historiques en Palestine. Riwaq signifie « arcade » dans l'architecture islamique.

SHARON, ARIEL : Homme politique israélien, général militaire et Premier Ministre en 2001, il s'illustre au cours de la guerre d'indépendance, de la guerre de Suez, de la guerre des Six-Jours et de la guerre du Kippour. En 2006, il est pressenti pour un nouveau mandat, mais il est victime d'une attaque cérébrale qui le plonge dans le coma dont il ne se réveillera pas.

SHARON, ARIEH : Architecte et urbaniste en chef du développement des colonies en Cisjordanie après l'Indépendance israélienne de 1948. Il a planifié la majorité des constructions et des villes nouvelles.

SIONISME : Mouvement politique né de la nostalgie des consciences juives depuis l'exil et l'éparpillement provoqué par l'antisémitisme du 19^e siècle qui est favorable à la constitution d'un État juif en Palestine. Il est créé en 1997, à Bâle sous la tutelle de Theodor Herzl. Le nom est dérivé du mont Sion, une des collines de Jérusalem.

UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Créée par la résolution 302 de l'Assemblée des Nations Unies du 8 décembre 1949, son but est d'aider les réfugiés palestiniens dans les domaines de la santé, l'éducation, l'aide humanitaire et les services sociaux. Les réfugiés palestiniens sont les seuls à avoir leur commission particulière et à ne pas dépendre du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

YISHOUVE : Mot hébreu signifiant « implantation juive en terre d'Israël ». Terme utilisé pour désigner l'ensemble des Juifs participants au projet du sionisme présents en Palestine avant la création de l'État d'Israël.

WEST BANK : Nom donné au territoire annexé par la Jordanie à la suite de la guerre de 1948 contre Israël situé à l'ouest du Jourdain et allant

jusqu'à la ligne verte ; frontière avec Israël. Les accords d'Oslo signés en 1993 redonnent ce territoire à l'autorité Palestinienne. Ce territoire est également appelé Cisjordanie, bien que West Bank soit son nom courant dans la géopolitique.

WEIZMAN, EYAL : Architecte israélien, il a étudié à Londres. En 2007, il a créé le Decolonizing Architecture Institute (DAAR) avec deux autres architectes, Alessandro Petti et Sandi Hilal. Eyal Weizman est contre la politique colonisatrice menée par l'État Israélien. Il travaille également avec l'association B'Tselem pour montrer les aspects de la colonisation en Cisjordanie.

8. Annexes

Annexe 1: Programme du premier congrès sioniste à Bâle, 1987
 © www.wikipedia.org

Programm

Der Zionismus erstreckt für das jüdische Volk die Schaffung einer rechtlich gesicherten Heimstätte in Palästina

Zur Erreichung dieses Zieles nimmt der Kongress folgende Mittel in Aussicht:

- I. Die zweckdienliche Förderung der Besiedlung Palästinas mit jüdischen Ackerbauern, Handwerker und Gewerbetreibenden.
- II. Die Gliederung und Zusammenfassung der gesamten Jüdischen durch geeignete örtliche und allgemeine Veranstaltungen nach den Landesgesetzen.
- III. Die Stärkung des jüdischen Volksgedankens und Volksbewusstseins.
- IV. Vorbereitende Schritte zur Erlangung der Regierungszustimmung, die nötig sind, um das Ziel des Zionismus zu erreichen.

Annexe 4: UNRWA' Factsheet 2018

© www.unrwa.org



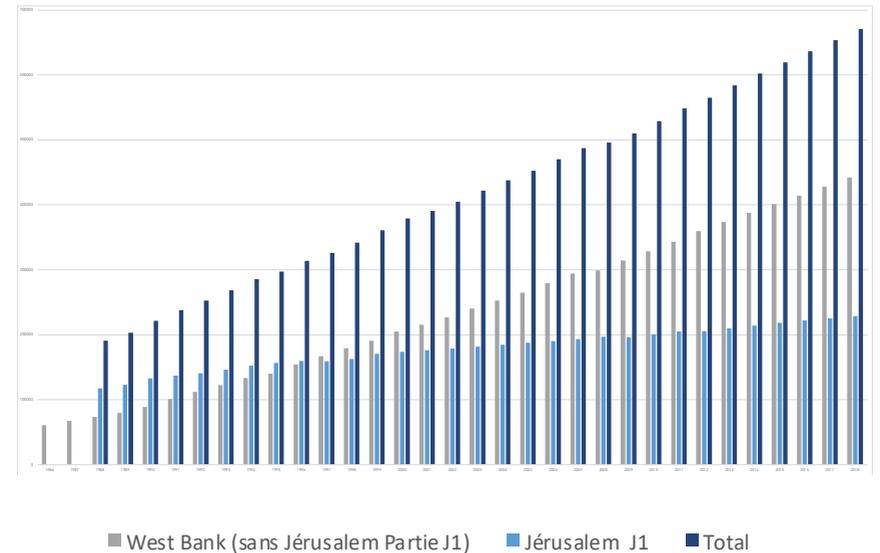
as of 1 jan 2018

	JORDAN	LEBANON	SYRIA ⁽¹⁾	WEST BANK	GAZA STRIP	TOTAL/AVE
GENERAL⁽²⁾						
REGISTERED REFUGEES (RR)	2,206,736	469,555	551,873	828,328	1,386,455	5,442,947
OTHER REGISTERED PERSONS	120,804	54,785	79,238	194,542	129,194	578,563
TOTAL REGISTERED PERSONS (RP)	2,327,540	524,340	631,111	1,022,870	1,515,649	6,021,510
INCREASE IN RP OVER PREVIOUS YEAR (%)	1.8	2.0	2.1	2.6	5.6	2.82
% OF RP EACH FIELD OF OPERATION	38.7	8.7	10.5	16.9	25.2	100
OFFICIAL CAMPS	10	12	9	19	8	58
RP REGISTERED TO CAMPS (RPCs)	407,983	268,038	192,911	253,245	589,754	1,711,931
RPCs AS % OF RPs	17.5	51.1	30.6	24.8	38.9	32.8
EDUCATION - 2017/18 ACADEMIC YEAR						
SCHOOLS (ELEM, PREP + SECONDARY IN LEBANON)						
SCHOOLS	171	66	104	95	275	711
EDUCATIONAL STAFF	5,137	2,134	2,308	2,640	10,256	22,475
FEMALE EDUCATIONAL STAFF (%)	49.7	57.9	62.9	59.3	60.7	58.1
PUPIL ENROLMENT	122,194	36,775	47,585	48,192	271,900	526,646
FEMALE PUPILS (%)	48.5	45.4	49.3	59.2	48.4	50.2
COST PER ELEMENTARY PUPIL (US\$) (2016/17)	762.8	1,015.97	346.32	1,166.7	796.1	841.5
VOCATIONAL & TECHNICAL TRAINING CENTRES (VETTCs)	2	1	1	2	2	8
TVET ENROLMENT	2,714	983	1,109	1,062	1,820	7,688
EDUCATIONAL SCIENCES FACILITIES	1	0	0	1	0	2
EDUCATIONAL SCIENCES FACULTY ENROLMENT	1,049	0	0	632	0	1,681
HEALTH						
PRIMARY HEALTH CARE FACILITIES (PHCF)						
PHCFs	25	27	26	43	22	143
HEALTH STAFF	724	355	433	823	963	3,298
FEMALE HEALTH STAFF (%)	60.5	49.6	58.2	61.7	61.5	58.3
PHCFs WITH DENTAL SERVICES (including mobile units)	33	19	18	24	21	115
ANNUAL ANTENATAL CARE PATIENTS ⁽³⁾	20,503	4,000	4,741	12,279	38,845	80,368
ANNUAL PERINATAL CARE PATIENTS	21,026	4,109	5,755	12,292	39,351	82,533
ANNUAL DIABETES/HYPERTENSION PATIENTS	77,482	30,100	34,159	41,690	84,039	267,470
TOTAL ANNUAL PATIENT VISITS	1,613,786	1,037,962	831,015	1,066,984	3,858,497	8,408,244
RELIEF & SOCIAL SERVICES						
SOCIAL SAFETY NET (SSN)						
SSN AS % OF RPs	58,855	61,672	N/A	36,117	98,935	255,579
SSN AS % OF RPs	6.5	11.8	N/A	3.5	6.5	4.7
WOMEN'S PROGRAMME CENTRES ⁽⁴⁾	14	8	13	19	7	61
COMMUNITY REHABILITATION CENTRES	10	1	5	15	7	38
COMMUNITY DEVELOPMENT CENTRES	1	0	13	0	0	14
COMMUNITY-MANAGED FUND SCHEMES	10	7	0	8	0	25
RELIEF AND SOCIAL SERVICES STAFF	109	140	96	160	381	886
FEMALE RELIEF AND SOCIAL SERVICES STAFF (%)	73.4	71.4	64.6	45.6	47.8	60.56
MICROFINANCE (& MICROENTERPRISE IN GAZA & WEST BANK)						
NUMBER OF LOANS 2017						
NUMBER OF LOANS	12,986	-	11,094	10,343	4,172	38,595
VALUE OF LOANS 2017 (US\$)	14,153,930	-	2,700,380	14,554,716	6,299,110	37,708,136
NUMBER OF LOANS AWARDED (cumulative) ⁽⁵⁾	107,134	-	111,983	135,360	121,428	475,905
VALUE OF LOANS AWARDED (US\$) (cumulative) ⁽⁶⁾	125,743,409	-	57,357,470	189,621,821	158,688,200	531,410,900
INFRASTRUCTURE AND CAMP IMPROVEMENT						
NO. OF FAMILIES WHO BENEFITED FROM IMPROVED SHELTER CONDITIONS						
FAMILIES	1	442	NA	69	5,037	5,549
NO. OF CAMP IMPROVEMENT PLANS (CIPs) PREPARED						
PLANS	3	2	1	7	1	14
NO. OF JOBS CREATED FOR PALESTINE REFUGEES FROM ICIP INTERVENTIONS ⁽⁷⁾						
JOBS	317	192.7	49.1	437.4	1,769.2	2,765.4
TOTAL NUMBER OF UNRWA PREMISES (FACILITIES)						
PREMISES	206	212	171	241	287	1,117
STAFF POSTS⁽⁸⁾						
AREA STAFF						
STAFF	6,684	3,322	3,646	4,578	13,189	31,726 ⁽⁹⁾
INTERNATIONAL STAFF						
STAFF	15	17	20	21	23	96 ⁽⁹⁾

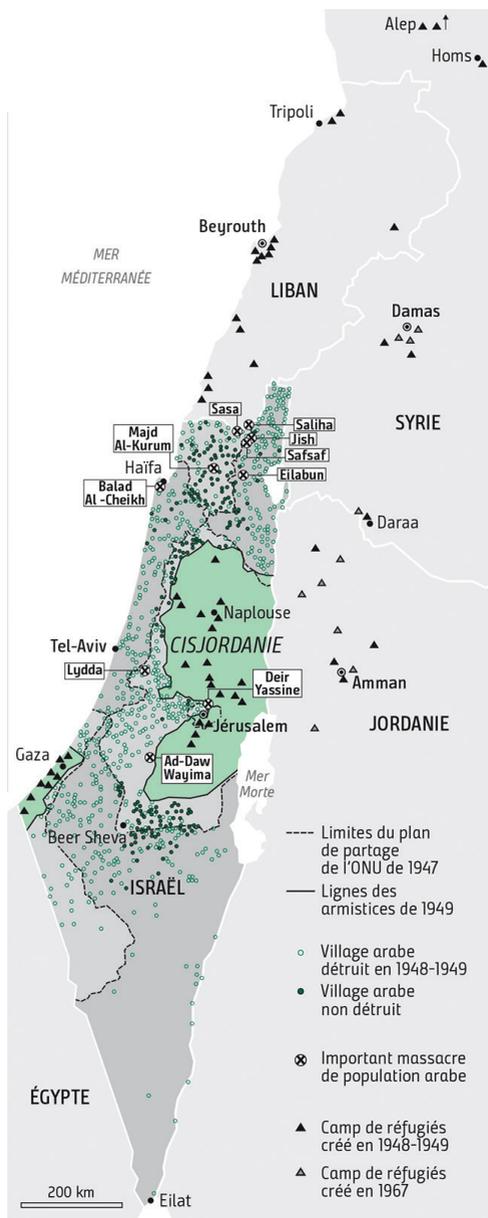
(1) All Syria figures represent a working estimate as the situation in Syria remains volatile.
 (2) This figure is based on data drawn from UNRWA registration data as of January 2018.
 (3) Based on four antenatal visit minimum.
 (4) UNRWA supports community society organizations, including CBOs through partnership agreements. The Agency's engagement with these organizations is defined by the 2016 Agency Partnership Framework and obliged by individual Memoranda of Understanding.
 (5) Totals since programme inception: 1991/92 in Gaza, 1996 in West Bank, 2003 in Syria and Jordan.
 (6) Number of jobs for a year or full-time equivalents.
 (7) Figures refer to those on staff contracts.
 (8) Agency total includes staff in HQ Amman.
 (9) See previous footnote.

Annexe 5: Augmentation du nombre de colons en Cisjordanie.

© http://www.pcbs.gov.ps



Annexe 6: Carte de villages palestiniens détruits en 1948

© <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/exode-palestiniens>

Annexe 7: Extrait d'interview concernant le passage de Check-point vers Ramallah, 2005

© Yara Sharif. "Architecture of Resistance"

« [...] L'autre jour, j'allais chez mes parents après mon travail, je n'y étais pas allée depuis une semaine au moins. C'était la fin de la journée et j'avais faim et soif, j'étais fatiguée. J'étais contente de retourner chez moi et de retrouver mes parents, mes frères et sœurs. Je vis à Ramallah et c'est écrit sur ma carte d'identité et j'y allais. Après avoir fait plusieurs kilomètres en taxi collectif en longeant le mur, je suis arrivée à un check-point, la nuit allait bientôt tomber.

Le check-point était plus ou moins fermé. Un soldat m'a dit que je ne pouvais pas passer. Je lui ai expliqué pourquoi je voulais passer, je l'ai supplié. Il me répondait toujours non, « no, no ». J'avais l'impression de mendier pour pouvoir juste passer cette barrière. Je ne sais pas combien de temps cela a duré comme ça, j'ai fini par pleurer, je ne pouvais plus parler, je ne pouvais plus le regarder, je me suis retournée, j'étais humiliée.

Le soldat a continué à me crier dessus : « go away ! » J'ai attendu de pouvoir arrêter de pleurer pour insister encore. J'avais l'impression qu'il ne me voyait pas comme une personne humaine, une personne normale qui veut rentrer chez elle. Je voyais quelques personnes passer, la fermeture n'était pas totale. D'habitude je ne suis pas courageuse, mais là je ne voyais pas comment je pouvais rester comme ça et retourner à Bethléem. Je ne voyais pas comment je pouvais continuer comme ça. J'ai pris mon sac à main, mes bagages, et j'ai passé le check-point comme ça. Un autre soldat a armé son fusil et s'est préparé à me tirer dans les jambes, c'est ce qu'ils font. L'autre soldat lui a fait baisser le fusil. Il m'a dit : « arrêtez-vous, pourquoi vous êtes si nerveuse ? ». Je lui ai répondu : « si vous vouliez rentrer chez vous retrouver votre mère, votre père ou votre femme, vos enfants et qu'on vous l'interdit sans raison vous trouveriez ça juste ? Vous sentir humiliée au point de pleurer pour pouvoir passer et demander toujours la permission pour une chose aussi simple comme un esclave, vous pensez que c'est juste ? D'avoir un mur comme unique horizon, d'être emmurée comme dans une prison, est-ce que c'est une vie ? ». Après cela, il m'a regardé autrement, sa voix a changé et m'a dit de me calmer. Ce jour-là, je me suis dit : soit ils me tuent, soit je rentre chez moi. J'aurais pu mourir, tuée par un soldat uniquement parce que je voulais rentrer chez moi, passer ce mur. Parfois, je me demande quel avenir j'ai dans

ce pays où on m'enferme, où on construit un mur aussi haut pour nous séparer de la terre qui est la nôtre, nous séparer de notre famille, des gens qu'on aime. C'est ici au check-point que les tensions sont fortes, car on est en contact avec eux, le reste du temps on est face au mur. C'est une souffrance quotidienne. À chaque fois que je rentre chez moi, il faut que je réfléchisse au chemin à prendre, que peut-être tout va s'arrêter au pied d'un soldat, le long de ce mur. Parfois, je me dis, un jour je vais me réveiller et durant la nuit ils auront construit encore plus de murs et je ne pourrai même pas sortir dans la rue, je serai enfermée comme dans une prison alors que je n'ai rien fait pour mériter cela. [...] ».

Anita, entretien réalisé à Ramallah, le 20 mars 2005 dans le cadre de l'écriture du livre "Dimension spatiale des inégalités" écrit par Isabelle Backouche.

Annexe 8: Être colon en Cisjordanie, extrait d'interview

© Yara Sharif. "Architecture of Resistance"

« [...] Les Palestiniens n'ont qu'une idée en tête, nous chasser de la terre de nos ancêtres. Ils ont essayé de nous rejeter à la mer, mais nous sommes restés, car notre force c'est notre cohésion à nous, Juifs. Ils nous attaquent, nous obligent à vivre derrière toutes ces protections, mais si j'accepte cela c'est pour offrir à mes enfants un pays où ils pourront vivre pleinement leur judaïsme. [...].

Ici, nous sommes une avant-garde, nous construisons pour l'avenir de tous. [...].

Les Arabes n'ont aucun droit sur cette terre, ici c'est la terre d'Israël. Ils peuvent vivre autour, ils ont combien de terre tout autour de nous ? Ils peuvent y vivre et nous laisser cet espace qui est la terre historique des Juifs. Nous sommes en droit d'être ici, c'est écrit, c'est la promesse faite par Adonai à Abraham. [...].

On ne peut pas vivre avec les Arabes ici, ils n'ont pas de parole, ne respectent pas cette terre, regarde ce qu'ils font des territoires qu'ils ont. Quand les premiers Juifs sont arrivés ici, ils n'ont trouvé qu'un désert. Nous avons construit des routes, cultivé les terres, amené de l'eau là où il n'y avait rien. Nous avons redonné à cette terre toute sa force, toute sa beauté et sa richesse. Et maintenant les Arabes voudraient nous chasser d'ici ? Jamais on ne quittera cette terre ! On ne peut pas faire partir les Arabes, car nos gouvernements se plient aux règles internationales, mais on n'est pas obligé de vivre avec eux. Alors, on doit les surveiller, les contrôler pour qu'ils ne puissent pas mener des attaques terroristes. [...] Ici dans la colonie, nous avons de bons systèmes de défense, on peut résister à des attaques. Avec le mur de sécurité, on augmentera encore la sécurité. [...] ».

Élie, entretien réalisé dans une colonie en Cisjordanie, le 18 mars 2005 dans le cadre de l'écriture du livre "Dimension spatiale des inégalités" écrit par Isabelle Backouche.

Élie, Israélien de 42 ans, est marié et père de deux enfants scolarisés dans une école privée. Elie travaille à Tel-Aviv dans le secteur bancaire. Il effectue la route chaque jour entre Tel-Aviv et la colonie d'Ariel où il habite. Le fait de vivre dans une colonie en Cisjordanie, l'une des plus grandes, apparaît comme « un choix de vie » logique, cohérent pour lui.

9. Notes

1. Programme de Bâle. Premier congrès sioniste. 1897
- 2 et 3. Lord Arthur James Balfour. Lettre à Lord Walter Rothschild 1917
- 4, 6 et 8. Alain Gresh. "Israël, Palestine. Vérité sur un conflit"
5. Lorand Gaspar. "L'histoire de la Palestine"
6. Alain Gresh. "Israël, Palestine ; Vérités sur un Conflit".
7. Peace Research Institute in the Middle East. "Histoire de l'Autre".
8. Alain Gresh. "Israël, Palestine ; Vérités sur un Conflit".
9. Léopold Lambert "L'architecture comme arme d'occupation de la Palestine".
10. Eyal Weizman. "Hollow Land: the architecture of occupation".
- 11, 12 et 13. Eyal Weizman. "Une occupation civile : la politique de l'architecture israélienne".
14. Eyal Weizman. "Hollow Land: the architecture of occupation".
15. Eyal Weizman. "Une occupation civile : la politique de l'architecture israélienne".
16. Eyal Weizman. "Hollow Land: the architecture of occupation".
- 17, 18, 19, et 20. B'TSELEM. "Forbidden Roads. Israel's Discriminatory Road Regime in the West Bank".
- 21 et 22. Eyal Weizman. "Hollow Land: the architecture of occupation".
- 23 et 24. Eyal Weizman. "À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine".
25. Léopold Lambert "L'architecture comme arme d'occupation de la Palestine".
26. UNRWA – Factsheet. 2018
27. UNRWA. "Palestine Refugees".
28. Résolution 194, 394 et 513 de l'Assemblée Générale des Nations Unies.
29. Résolution 3236 de l'Assemblée Générale des Nations Unies
30. Eyal Weizman. "Hollow Land: the architecture of occupation".
- 31 et 32. Eyal Weizman. "À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine".
33. La plateforme du Moyen-Orient. "Gaza : l'aide humanitaire est vaine sans levée du blocus".
34. B'Tselem
35. Armin Arefi. "Israël possède un contrôle absolu sur le moindre centimètre carré de Cisjordanie"
36. Jeremy Allouche. "Partage des eaux".
37. Hervé Amiot. "Eau et conflit dans le bassin du Jourdain".
38. Plateforme des ONG Française pour la Palestine. "Eau".
39. Françoise Germain Robin. "Israël, Palestine : l'Apartheid de l'eau".
40. Fabien Guillot. "Conflit d'appropriation et lutte de légitimité : le mur de séparation entre Israéliens et Palestiniens".
41. Cour International de Justice. "Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé"
42. Plateforme des ONG Française pour la Palestine. "Mur, les chiffres-clés 2018"
- 43 Patrick Angevin. "Israël-Palestine. Le mur qui a bétonné une paix impossible"
44. Aline Jaccottet. "Le village aux deux réalités"

10. Bibliographie

Aburoza, Sami. Qawasmi Badawi. "The Art of the Resilient Long View. Efficient Planning in an Uncertain Land." *This Week in Palestine* Volume 132. Avril 2009: P. 8 – 10

Académie de Géopolitique de Paris. Colloque sur la Palestine. Juin 2019. <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/colloque-international-au-theme-quel-avenir-pour-la-palestine/>

Agier Michel. "De nouvelles villes : les camps de réfugiés". *Les Annales de la recherche urbaine, Villes et guerres*. N°91 2001. P. 128 – 136.

Al-Husseini, Jalal. " Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socio-économique". *Revue Asylon*. N°5 2008.

Allouche, Jeremy. "Partage des eaux.". *Tracé*. Volume 23, 28 novembre 2007. P. 24-27

Baisez, Olivier. "Architectes de Sion ; La Conception par les Sionistes Allemands de la Colonisation Juive en Palestine (1896 - 1919). Paris. Éditions Hermann. 2015

Bertrand Monk, Daniel. " An Aesthetic Occupation; The Immediacy of Architecture and the Palestine Conflict". Durham, Duke University Press. 2002

Brick, Daniel. Riwkin-Brick Anna. "Palestine". Cleveland. The World Publishing Company. 1949

B'TSELEM. "Forbidden Roads. Israel's Discriminatory Road Regime in the West Bank". Jérusalem. Information Sheet. Août 2004.

Bulle, Sylvaine. " Les villes palestiniennes entre passé colonial et avenir incertain." *Les Annales de la Recherche Urbaine*. 2001. P.83 - 91.

Cour International de Justice. "Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé". La Haye. 9 juillet 2004. *Rôle général* n° 131. P. 44 - 45.

Demant, Peter. "Les implantations israéliennes dans les territoires occupés." *Hérodote*, revue géographique et géopolitique. Volume 29/30. Avril-Septembre 1983. P. 153-186

Foucher, Michel. "Israël-Palestine : quelles frontières ?" *Hérodote*, revue géographique et géopolitique. Volume 29/30. Avril-Septembre 1983. P. 95-134

Gaspar, Lorand. "Histoire de la Palestine". Paris. Petite Collection Maspero. 1970

Gresh, Alain. "Israël, Palestine; Vérités sur un Conflit.". Vanves. Éditions Hachettes Pluriel Reference. 2017

Groag, Shmuel. "Stratégies d'aménagement". *Tracé*. Volume 23, 28 novembre 2007. P. 20-23

Guillot, Fabien. "Conflit d'appropriation et lutte de légitimité : le mur de séparation entre Israéliens et Palestiniens". *Dimension spatiale des inégalités*. Rennes. Presses universitaires de Rennes. 2011.

Hadid, Mouhannad. "Architectural Styles Survey in Palestinian Territories". Août 2002.

Hayeem, Abe. "Architecture as a Tool of Occupation to Serve a Military Agenda." *This Week in Palestine* Volume 132. Avril 2009: P. 22 - 26

Hawker, Nancy. "Complexités du discours dans les camps de réfugiés palestiniens". *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*. 2010

Ibraghit, Safwat. "La Palestine entre le marteau de l'occupation et l'enclume des divisions". *Les Cahiers de l'Orient*. N°96, 2009. P. 27 - 35.

Karmi-Melamede, Ada. Price, Dan. "Architecture in Palestine during the british Mandat, 1917-1948". Jérusalem. The Israel Museum. 2014

Lescure, Jean-Claude. "Le Conflit Israélo-Palestinien en 100 Questions". Paris. Éditions Tallandier. 2018

Le Priol, Mélinée. Rouveyrolles, Chloé. "Palestine; Lignes de Vies d'un

Peuple.". Paris. Atelier Henry Dougier. 2018.

Mancebo, François. "La question de l'eau en Israël et dans les Territoires palestiniens". *Bulletin de l'Association de géographes français*. 82e année, Mars 2005. Israël-Palestine / Risques naturels et territoires. P. 25 - 35.

Métaireau, Béatrice. "Passage sous contrôle". *Tracé*. Volume 23, 28 novembre 2007. P. 17-19

Nino Engineering & Consulting office. "Palestinian Identity Is Written in Stone." *This Week in Palestine* Volume 132. Avril 2009: P. 12 - 14

Peace Research Institute in the Middle East. "Histoire de l'Autre". Paris. Éditions Liana Levi. 2008

Piquard, Brigitte. "Does Violent Architecture Exist?" *This Week in Palestine* Volume 132. Avril 2009: P. 30 - 32

Rass, Martin. "Du mur fixe au mur mobile". *Les Cahiers du MIMMOC*. Numéro 5. 2009

Rieniets, Tim. "Urbanismes face à face". *Tracé*. Volume 23, 28 novembre 2007. P. 6-13

Rodinson, Maxime. "Un cas très particulier de l'histoire de la décolonisation, la Palestine." *Hérodote*, revue géographique et géopolitique. Volume 29/30. Avril-Septembre 1983. P. 187-215

Sacco, Joe. "Palestine". Montreuil. Editions Rackham. 2015

Sanbar, Elias. "La Palestine Expliquée à Tout le Monde". Paris. Édition du Seuil. Octobre 2013

Sanbar, Elias. "Les Palestiniens dans le siècle". Paris. Édition Gallimard. Octobre 2007

Sharif, Yara. "Architecture of Resistance. Cultivating Moments of Possibility within the Palestinian/Israeli Conflict". Londres. Édition Routledge. Mai 2017

Weizman, Eyal. "Hollow Land: the Architecture of Occupation.". Verso Press. 2007

Weizman, Eyal. "À travers les murs". Paris. La Fabrique éditions. 2008

Weizman, Eyal. Segal Rafi. "Une Occupation Civile; la Politique de l'Architecture Israélienne.". Bensaçon. Éditions de l'imprimeur. 2004

Sources internet :

Abu Warda, Amin. "Israël contrôle 80% de l'eau palestinienne et le contrôle régional s'est méthodiquement accru depuis des années". 2007. Consulté le 2 Janvier 2020.

<http://www.ism-france.org/analyses/Israel-controle-80-de-l-eau-palestinienne-et-le-controle-regional-s-est-methodiquement-accru-depuis-des-annees-article-6040>

Al-Waara, Akram. "Après avoir combattu le mur israélien, Battir est maintenant la proie des colons". Janvier 2019. Consulté le 4 Janvier 2019.

<https://www.france-palestine.org/Apres-avoir-combattu-le-mur-israelien-Battir-est-maintenant-la-proie-des-colons>

Amiot Hervé. "Eau et conflits dans le bassin du Jourdain". Décembre 2013. Consulté le 2 Janvier 2020.

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Eau-et-conflits-dans-le-bassin-du-Jourdain.html>

Angevin, Patrick. "Israël-Palestine. Le mur qui a bétonné une paix impossible". Mai 2018. Consulté le 4 Janvier 2019.

<https://www.ouest-france.fr/monde/israel/israel-palestine-le-mur-qui-be-tonne-une-paix-impossible-5758641>

Applied Research Institute – Jerusalem. "40 years of Israeli occupation 1967-2007". Consulté le 20 décembre 2019.

<https://www.arij.org/atlas40/index.html>

Arefi, Armin. "Israël possède un contrôle absolu sur le moindre centimètre carré de Cisjordanie". 2018. Consulté le 3 Décembre 2019.

https://www.lepoint.fr/monde/israel-possede-un-contrôle-absolu-sur-le-moindre-centimetre-carre-de-cisjordanie-09-03-2018-2201070_24.php

Association France Palestine Solidarité. "Israël et son architecture oppressive d'occupation". Septembre 2007. Consulté le 20 Décembre 2019.

<http://www.france-palestine.org/Israel-et-son-architecture>

Barthe, Benjamin. "A Ramallah, des gratte-ciels pour contrer les restrictions territoriales israéliennes". 2010. Consulté le 30 Décembre 2019.

https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/04/23/a-ramallah-des-gratte-ciel-pour-contrer-les-restrictions-territoriales-israeliennes_1341656_3218.html

Catsaros, Christophe. "L'architecture décolonisée. Déconstruire les principes qui fondent les colonies". 2015. Consulté le 14 novembre 2019.

<https://www.espazium.ch/fr/actualites/larchitecture-decolonisee>

Cohen-Lifshitz, Alon. "Israel issuing Palestinian building permits to further West Bank land grab". 2017. Consulté le 30 Décembre 2019.

<https://www.972mag.com/israel-issuing-palestinian-building-permits-to-further-west-bank-land-grab/124815/>

Cone, Jason. "Sommes-nous complices ? Les limites de l'aide humanitaire dans les Territoires palestiniens occupés". Juillet 2015. Consulté le 31 Décembre 2019.

<https://www.msf.fr/actualites/sommes-nous-complices-les-limites-de-l-aide-humanitaire-dans-les-territoires-palestiniens-occupes>

Decolonizing Architecture Art Residency. Consulté le 2 Décembre 2019.

<http://www.decolonizing.ps/site/>

Demoulin, Chloé. "Entre Israël et Palestine, l'enjeu crucial du partage de l'eau". Août 2018. Consulté le 3 Janvier 2019.

<https://www.france-palestine.org/Entre-Israel-et-Palestine-l-enjeu-crucial-du-partage-de-l-eau>

El Hassani, Jamal. "Blocus : comment Israël nourrissait Gaza juste assez pour empêcher une famine". Octobre 2012. Consulté le 31 Décembre 2019.

<http://www.slate.fr/lien/63497/blocus-gaza-limitations-nourriture-israel-famine-palestine>

Fontaine, Daniel. "Elections en Israël : trois enjeux pour l'avenir des Israéliens et des Palestiniens". Septembre 2019. Consulté le 2 Janvier 2020.

https://www.rtf.be/info/dossier/perspectives-dans-le-conflit-israelo-palestinien/detail_elections-en-israel-trois-enjeux-pour-l-avenir-des-israeliens-et-des-palestiniens?id=10317380

Fox, Tessa. "Ramallah construction boom threatens city's architectural heritage". Novembre 2018. Consulté le 30 Décembre 2019.
<https://www.theguardian.com/cities/2018/nov/06/ramallah-construction-boom-threatens-citys-architectural-heritage>

Gangat, Rafique. "En Palestine, la résistance par l'architecture". Février 2013. Consulté le 3 Décembre 2019.
http://www.lecourrierdelarchitecte.com/article_4213

Gauvain, Nina. "En Cisjordanie, l'accès des palestiniens aux ressources en eaux devient une question brûlante" Octobre 2017. Consulté le 2 Janvier 2020.
<https://www.bastamag.net/En-Cisjordanie-l-acces-des-palestiniens-aux-ressources-en-eau-devient-une>

Germain Robin, Françoise. "Israël, Palestine : l'Apartheid de l'eau". Septembre 2015. Consulté le 2 Janvier 2020.
<https://www.humanite.fr/israel-palestine-lapartheid-de-leau-582975>

Grossrieder, Paul. "Quel avenir pour les réfugiés palestiniens ?". Mai 2018. Consulté le 31 Décembre 2019.
<https://www.laliberte.ch/news/quel-avenir-pour-les-refugies-palestiniens-438900>

Jaccottet, Aline. "Le village aux deux réalités". Septembre 2018. Consulté le 6 Janvier 2020.
<https://www.reformes.ch/solidarites/2018/09/le-village-aux-deux-realites-israel-palestine-les-faiseurs-de-paix-israel>

Lambert, Léopold. "L'architecture comme arme d'occupation de la Palestine". Avril 2015. Consulté le 22 Novembre 2019
<https://www.humanite.fr/larchitecture-comme-arme-doccupation-de-la-palestine-571688>

La plateforme du Moyen-Orient. "Gaza : l'aide humanitaire est vaine sans levée du blocus". Mai 2018. Consulté le 29 Décembre 2019.
<https://plus.lesoir.be/154895/article/2018-05-04/gaza-laide-humanitaire-est-vaine-sans-lev-ee-du-blocus>

Le Nouvelliste. "Cisjordanie : le mur de séparation israélien menace des sites historiques". Février 2014. Consulté le 4 Janvier 2020.
<https://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/cisjordanie-le-mur-de-separation-israelien-menace-des-sites-historiques-311037>

Moore, Jack. "Palestine's billion-dollar city can finally open". 2015. Consulté le 30 Décembre 2019.
<https://www.newsweek.com/palestines-billion-dollar-city-rawabi-can-finally-open-310155>

Pessah, Tom. "Mapping the Palestinian villages erased and replaced with Jewish towns". Janvier 2017. Consulté le 3 Janvier 2019.
<https://www.972mag.com/mapping-the-palestinian-villages-erased-and-replaced-with-jewish-towns/124847/>

Plateforme des ONG Française pour la Palestine. Consulté le 3 Décembre 2019.
<https://plateforme-palestine.org>

Plateforme des ONG Française pour la Palestine. "Contre les idées reçues sur les réfugiés palestiniens". Consulté le 3 Décembre 2019.
<https://plateforme-palestine.org/FAQ-refugies-palestiniens>

Rawabi. Consulté le 30 Décembre 2019.
<https://www.rawabi.ps/en/overview>

Richou, Thomas. "URBA(SIO)NISME ou l'architecture au profit de la guerre". 2012. Consulté le 21 novembre 2019.
<http://strabic.fr/URBA-SIO-NISME-ou-l-architecture>

RIWAQ – Centre for architectural conservation. Consulté le 28 Octobre 2019.
<https://www.rivwaq.org>

Rotbard, Sharon. "HOMA OUMIGDAL : Mur et Tour, matrice de l'architecture israélienne". 2011. Consulté le 21 novembre 2019.
<http://histoiresdarchi.blogspot.com/2011/12/homa-oumigdal-mur-et-tour-matrices-de.html>

Roux, Marianne. "Palestine : l'architecture outil de résilience". Juillet 2019. Consulté le 3 Décembre 2019.
<http://www.babelmed.net/article/9075-palestine-larchitecture-outil-de-resilience/>

Schneider, Julie. "L'illusion de la prospérité économique en Cisjordanie". 2010. Consulté le 30 Décembre 2019.
<http://www.slate.fr/story/23459/palestine-cisjordanie-illusion-de-la-prosperite-economique>

UNRWA – united nations relief and works agency for palestine refugees in the near east. Consulté le 29 Décembre 2019.

<https://www.unrwa.org/palestine-refugees>

Zandberg, Esther. "The Israeli Architect Who Planned the Entire Country". Octobre 2018. Consulté le 1 novembre 2019

<https://www.haaretz.com/israel-news/culture/.premium.MAGAZINE-the-israeli-architect-who-planned-the-entire-country-1.6574532>

